

HO TEH-HO

*Docteur ès-lettres  
de l'Université de Paris*

---

L'Etat Actuel  
de la  
Coopérative Agricole  
en France

---

THESE PRESENTEE  
A LA FACULTE DES LETTRES DE PARIS  
POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITE

---

MEMBRES DU JURY :

Président .....  
Assesseurs .....

MM. M. HALBWACHS  
P. FAUCONNET  
L. LALOY

---

PARIS  
IMPRIMERIE J. DELALAIN et Cie  
47 bis, Avenue de Clichy

1937



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41553404\\_0016](https://archive.org/details/IA41553404_0016)

HO TEH-HO

*Docteur ès-lettres  
de l'Université de Paris*

---

L'Etat Actuel  
de la  
Coopérative Agricole  
en France

---

PARIS

IMPRIMERIE J. DELALAIN et Cie

47 bis, Avenue de Clichy

---

1937



## Avant-Propos

---

« L'agriculture est le fondement de l'humanité, la base du bonheur et de la paix », disaient dès la plus haute antiquité les philosophes chinois de tous les temps. Et effectivement la Chine est un pays avant tout agricole.

Depuis longtemps, nous savions que les pouvoirs publics en France déploient sans cesse des efforts considérables pour améliorer les conditions paysannes. Et les caractères essentiellement pratiques des institutions rurales françaises nous ont toujours vivement intéressé. Dans notre ambition secrète d'être utile à la Chine et à l'humanité, nous avons tout naturellement concentré notre attention studieuse sur l'organisation économique agricole en France. Ce n'est donc pas par hasard que nous avons choisi « la Coopération agricole en France » comme sujet de notre thèse.

Au moment où cette thèse va marquer le terme de nos études, nous tenons à exprimer notre inaltérable reconnaissance et notre profond respect à tous nos Maîtres qui, par leur enseignement magistral, ont pris une très large part à la formation de notre esprit.

Ce serait une ingratitude de notre part si nous ne remercions pas d'une façon toute particulière M. le Professeur Maurice Habwaches, qui a si bienveillamment guidé la préparation de notre travail. Notre reconnaissance à M. le Professeur Paul Fauconnet dont nous avons suivi assidûment les cours de sociologie depuis trois ans et dont nous n'oublierons jamais les généreuses leçons. Nous remercions également M. le Professeur

*Louis Laloy, qui a bien voulu accepter d'être membre du Jury de cette thèse. Nous lui devons aussi une grande reconnaissance pour ses conseils précieux.*

*Enfin, le souvenir émouvant que nous emportons de nos longues années d'études passées à la Sorbonne nous attachent désormais à la France. Au moment où nous sommes obligés de hâter la fin de nos études pour aller au plus vite nous mettre à la disposition de notre patrie menacée, il nous plaît à nous rappeler que la France est le pays du « Droit de l'Homme » dont la devise est Liberté, Egalité, Fraternité. Nous espérons y revenir un jour prochain pour compléter le bagage de notre savoir.*

*Paris, Décembre 1937.*

---

## CHAPITRE PREMIER

### INTRODUCTION

La majorité des paysans français se compose de petits cultivateurs. Chacun vit sur sa terre de façon un peu autonome, sans liens immédiats avec les autres membres de la profession. (1)

« Le paysan français, écrit Monsieur Charles Gide, n'aime pas que personne soit au courant de ses affaires, et réciproquement il n'aime pas à prendre souci des affaires de son voisin, et plus que de raison, par curiosité ou par jalousie ; mais dans les affaires chacun pour soi. Il n'aime pas donner une signature, il n'aime pas s'engager pour une période déterminée, même pour de faibles engagements comme ceux qu'on demande aux membres d'une association quelconque.

« Le paysan n'aime pas à entrer dans une association parce qu'il y voit une abdication de ses droits souverains de propriétaire. Et du reste, ce n'est pas tout à fait sans raison. Il y a un proverbe italien qui dit « Quiconque a un associé a un maître. » C'est vrai dans une certaine mesure. Tout contrat d'association constitue un lien permanent, des obligations réciproques, des statuts auxquels il faut obéir. »

En effet, les paysans français ne sont pas des « hommes d'affaires ». Ils n'ont pas et ne peuvent pas avoir une claire notion des grands problèmes économiques. Ils embrassent difficilement l'ensemble d'un problème complexe, ne voient pas toujours la liaison existant entre les différents problèmes agricoles.

Ils sont à la fois « près de leurs sous » et très sentimentaux, impulsifs, capables de grands mouvements de passion ; puis lorsque les choses vont moins mal, cette flamme retombe très vite ; une immense force de résignation et d'inertie

---

(1) Charles Gide. Les Associations Coopératives Agricoles, p. 7.

reprend là-dessus, et tout l'effort s'effondre jusqu'à la nouvelle crise.

La masse paysanne au point de vue syndical est dissidente. Il y a en France plusieurs millions de cultivateurs. Deux millions environ sont syndiqués, les autres forment une masse indifférente qui profite bien des résultats de l'action professionnelle mais sans y participer.

On essaie depuis pas mal d'années de mettre plus de cohésion et de discipline dans les masses paysannes. Beaucoup a été déjà fait mais l'organisation professionnelle reste encore à améliorer.

A chaque changement de gouvernement, des groupements se font entendre tour à tour pour défendre leurs intérêts professionnels. L'imprégnation de la politique dans les organisations professionnelles des paysans est telle que tout problème économique agricole ne se juge plus d'abord sous l'angle économique, mais se juge avant tout sur le plan politique. Et ceci ne facilite pas la tâche des organismes de défense professionnelle.

La liberté d'association sur le terrain des intérêts économiques ne fut généralement reconnue qu'après la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Le cas de la France est à cet égard bien caractéristique. Le Parlement français avait voté en 1884, la loi remaniée sur les associations qui légitimait les syndicats ouvriers, mais on avait oublié de prévoir son application à l'agriculture.

Les associations agricoles donnent aux travailleurs de la terre la possibilité d'user du droit de se grouper pour la défense de leurs intérêts. Elles sont devenues une nécessité plus impérieuse encore, depuis que l'agriculture tend à s'industrialiser de plus en plus. Jules Méline écrivait : « Il faut que nous en soyons bien convaincus, le grand mouvement de renovation qui doit ouvrir pour notre agriculture une ère nouvelle n'a de chance d'aboutir sûrement et rapidement qu'autant qu'il sortira de profondeurs du monde agricole lui-même

et qu'il sera conduit par les états-majors ayant fait leurs preuves et jouissant de la pleine confiance. » (2)

Les syndicats et les coopératives créés d'abord avec des préoccupations d'ordre économique, prirent bien vite conscience des autres forces latentes qui recélaient ces groupements professionnels pour l'amélioration de la condition morale et sociale des paysans, grâce à l'entr'aide mutuelle. Nombreux furent les syndicats qui organisèrent des œuvres sociales diverses : allocations familiales en faveur des familles nombreuses, habitations à bon marché, amélioration des conditions de travail et hygiène des travailleurs agricoles.

Nous trouvons dans les associations agricoles trois grands types : la coopérative, le syndicat et la mutualité. Avec l'énorme développement des associations agricoles, il y aurait le plus grand intérêt à voir clair dans cette forêt qui s'étend tous les jours et qui travaille pour un but : l'union et l'entr'aide pour la défense d'intérêts communs, en opposition avec l'esprit individualiste.

Les associations agricoles peuvent assurer aux agriculteurs l'indépendance dans le domaine économique, financier et commercial, et leur permettre de faire valoir devant le gouvernement les légitimes revendications de la profession.

La petite entreprise agricole isolée est désavantagée dans la lutte économique moderne. Elle est obligée de subir les prix du commerce, pour l'achat et pour la vente ; ses produits sont livrés à des industries de transformation qui prélèvent souvent une part trop grande de bénéfices. Quand elle a besoin de crédit, elle ne peut obtenir auprès des banques les avances d'argent qui lui sont nécessaires ; l'usage de certains instruments très coûteux, tels que batteuses, trieurs, concasseurs, etc. lui est interdit. Par le groupement elle corrige cette infériorité et peut prétendre aux mêmes avantages dont jouissent les plus grandes entreprises, ce qui se fait par le groupement des commandes, par l'organisation des coopé-

---

(2) M. Jules Méline : « Le salut par la terre ».

ratives de vente et de transformation, par la caisse de crédit, par l'usage d'un matériel coopératif.

Les associations donnent à la profession la force. Elles peuvent obliger le Parlement à respecter leurs vœux, à tenir compte de leurs demandes ; elles obtiennent la collaboration de l'Administration avec ses groupements ; elles évitent l'emprise des consortiums commerciaux, des cartels industriels ou des trusts financiers.

Il est donc indispensable que les agriculteurs possèdent eux aussi des institutions solidement organisées pourvues de bureaux d'étude, de techniciens capables de défendre les intérêts de la profession sur le terrain de la politique agricole. C'est aux groupements agricoles qu'il appartient de préparer, en collaboration avec les Commissions ministérielles, les projets de loi et les accords commerciaux destinés à sauvegarder les intérêts de l'agriculture.

L'effort des syndicats agricoles pour améliorer les méthodes de culture, répandre l'emploi des engrais et des semences sélectionnées, perfectionner l'élevage, doit nécessairement se doubler aujourd'hui d'une action auprès de l'opinion et des Pouvoirs publics.

Enfin les associations ont encore à promouvoir toutes les initiatives d'ordre moral et social capables d'améliorer les conditions de la profession : enseignement agricole, arbitrage professionnel, assurance, prévoyance sociale. Dans ce domaine, l'Etat a le devoir d'encourager les efforts des Associations, mais il ne doit pas se substituer à elles. Les professions organisées doivent pouvoir vivre indépendantes, se suffire à elles-mêmes sans être obligées de quémander à tout instant l'aide de l'Etat.

Les Associations agricoles sont des organisations de la bonne volonté paysanne. Pour assurer que les associations agricoles soient bien organisées et bien développées, il faut tout d'abord comprendre le principe de « la solidarité » qui a été considéré comme la base morale des associations agricoles.

Qu'est-ce que le principe de la « solidarité » ? En 1893, un philosophe français, un des maîtres de la sociologie, le Professeur Durkheim, dans son livre célèbre « La Division du Travail » présente la solidarité sous un aspect tout à fait nouveau. L'auteur distingue deux sortes de solidarités :

1° L'une d'un degré inférieur, qui résulte des ressemblances et qui est purement mécanique, telle la cohésion des atomes semblables dans un même corps ;

2° L'autre qui résulte des dissemblances et qui est liée à la division du travail ; c'est celle qui existe dans les corps vivants et fait leur unité. Durkheim attache à celle-ci une valeur incomparable, moins dans ses conséquences économiques que dans ses conséquences morales : « elle devient la base de l'ordre moral », parce que la lutte pour la vie est d'autant moins vive que chacun poursuit des fins plus divergentes. Et aussi parce que grâce à cette différenciation de chacun et de tous, la conscience individuelle réussit à se dégager de la conscience collective. De là le rôle fondamentale que Durkheim assigne au syndicat pour l'élaboration du droit nouveau.

Les ruraux ont profité d'une loi sur les syndicats qui n'avait pas été conçue pour eux. Il a bien fallu, depuis, que les lois s'assouplissent à la mesure des faits. Moitié syndicats, moitié coopératives, les groupements professionnels ont gagné un terrain chaque année plus large sur ce qu'on appelait l'individualisme paysan. On comprend l'espérance qui animait Charles Gide : « C'est un monde nouveau. Les Associations agricoles ont un avenir immense et beaucoup plus important que les coopératives ouvrière de l'industrie »

« L'association a toujours été le résultat de la souffrance, de la misère et de la faiblesse, ajoutait M. Charles Gide. (3) Dès les temps les plus reculés de l'histoire humaine, c'est la disette, c'est la guerre, qui ont créé les premières solidarités. C'est quand le paysan se sent misérable et qu'il a de la peine

---

(3) Ch. Gide : « Association Coopérative Agricole ».

à vivre, c'est alors qu'il est plus naturellement porté à s'associer. C'est ce qui se produit depuis la guerre. »

En effet, avant la guerre, on se rendait déjà compte en France de la nécessité impérieuse de la solidarité professionnelle entre les cultivateurs. Il y avait alors un certain nombre d'organisations agricoles : Les coopératives agricoles ou les syndicats. Mais c'est surtout après la guerre que les associations agricoles ont joué un rôle dans le milieu paysan français, car la guerre y a amené la souffrance et la misère.

En parlant spécialement de la coopérative, il faut signaler que, autrefois, on trouvait bien peu de paysans dans la coopération de consommation. Aujourd'hui, grâce aux grandes sociétés de développement qui étendent leurs tentacules jusque dans les moindre bourgades, les ruraux viennent peu à peu à la coopération de consommation. A l'heure actuelle, il peut y avoir parmi les adhérents des Sociétés coopératives françaises un tiers de paysans, un tiers d'hommes cultivant la terre. C'est là un fait d'une importance considérable qui a modifié la physionomie du mouvement coopératif, non pas pour en diminuer le mérite, mais pour en accroître la valeur et la capacité. Aujourd'hui les agriculteurs deviennent de plus en plus des coopérateurs, même de consommation.

A la fin du siècle dernier, dans l'opinion publique, comme je viens d'expliquer, l'on représentait le paysan français comme la personnification de l'individualisme, et sous ce mot, on mettait quelquefois la pensée d'égoïsme. Le paysan est de nos jours associationniste.

Les cultivateurs ont acquis l'esprit d'association, ayant bénéficié des avantages de la coopération, sous une première forme, ils n'avaient qu'un pas à faire pour arriver à la coopération de consommation, il leur suffisait de dire : « Si la coopération est bonne pour la vente de nos produits agricoles et pour l'achat en commun de nos engrais ou de nos machines, pourquoi ne serait-elle pas bonne pour l'achat des produits de notre propre consommation ? »

Voilà ce qui explique qu'aujourd'hui, peu à peu, les

paysans, les petits propriétaires de la terre, quelquefois même d'assez gros paysans sont de plus en plus acquis au mouvement coopératif.

Je me permets de citer ici quelques lignes de M. Bouglé sur l'idée sociale de la coopérative :

« L'heure de la coopérative sonne alors. Elle est bien armée pour faire comprendre comment son effort complète et limite utilement celui du producteur en lutte pour son droit à la vie. Elle peut démontrer que l'ennemi véritable, l'ennemi universel, c'est sur-profit ; c'est cette marge qu'il faut d'abord réduire si l'on veut que soit sauvegardé l'intérêt de plus grand nombre ; c'est par l'entente des consommateurs devenant enfin leurs propres vendeurs et profitant eux-mêmes de leurs achats, que l'on supprimera la dîme onéreuse perçue par l'intermédiaire.

« Qu'on cesse donc de dire, en parlant de la philosophie de la coopération, « morale de boutiquiers ». Les coopérateurs ne se font boutiquiers que pour détruire les mœurs et l'esprit classique de la boutique. Lorsqu'ils s'organisent, non pas seulement pour se préparer de belles ristournes, mais pour empêcher le niveau des prix de monter abusivement, ils ont conscience de travailler pour tout le monde, de saper un des plus forts piliers de l'injustice économique, de commencer à limiter cette guerre de tous contre tous, ce qui reste trop souvent la règle dans le monde de l'industrie moderne.

« En bref, cette philosophie utilitaire est d'abord essentiellement une philosophie de solidarité. Elle donne un corps actif, elle fournit les moyens d'action les plus directs à cette doctrine de la solidarité dont on avait espéré naguère qu'elle vivifiât notre enseignement moral.

« Il faut souhaiter que des esprits de plus en plus nombreux dans l'Université comprennent la grandeur de ce programme. Il faut souhaiter qu'au prochain congrès des instituteurs, il s'en trouvera quelques-uns pour défendre cette thèse :

« L'un des meilleurs objectifs que puisse se proposer l'éducateur, c'est de former des coopérateurs. » (4)

Selon les idées de M. Bouglé, nous comprenons bien que coopérative est une institution qui permet aux hommes de profiter d'une manière entière du produit de leur travail, de supprimer les entrepreneurs-parasites et surtout d'abolir la classe intermédiaire. La Coopérative est aussi une institution qui représente le progrès de la civilisation moderne sur la base de la « solidarité ».

C'est avec la solidarité que la coopérative s'organise et que les paysans améliorent leurs vies économiques. Mais que fait-on dans le domaine de la coopérative agricole ? Quelle est son activité ? A ces questions, nous répondrons en citant les diverses propositions votées par plusieurs congrès agricoles :

Le Congrès de Gand en 1913, saisi de la question du Crédit de la coopération des assurances mutuelles agricoles et de l'organisation du commerce des produits agricoles, a décidé sur le rapport de M. Rieul Paisant, que toutes les organisations agricoles se livrant à ces diverses activités devaient être comprises sous le titre de Société de coopération agricole (termes proposés par M. Méline) et divisées en cinq groupes : 1° crédit mutuel agricole, 2° production culturales en commun, 3° acquisition en commun des choses nécessaires à l'agriculture, 4° vente collective des produits agricoles en nature ou après transformation, 5° assurances mutuelles agricoles.

Toutes ces organisations se distinguent des organismes commerciaux par la prédominance de l'intérêt général sur l'intérêt particulier. Leur forme juridique est très variée, mais leur activité économique correspond à des principes que les congrès internationaux d'Agriculture ont essayé de mettre en lumière. L'accord n'avait pu se faire à Rome en 1903 sur la limitation des bénéfices accordés au capital, comme étant le trait essentiel des Sociétés de coopération. A Gand, au contraire, les congressistes se mirent d'accord sur le texte qui leur

---

(4) Bouglé : « De la Sociologie à l'Action Sociale », p. 121j.

était proposé par le Rapporteur dans les termes suivants qui constituent encore comme la charte internationale de la coopérative agricole :

1° La coopération agricole est la convention par laquelle des agriculteurs mettent en commun tout ou partie de leur activité économique en vue d'opération, faites exclusivement en faveur des associés qui se répartissent les économies résultant de la suppression du bénéfice d'un intermédiaire.

2° Les apports en capital, s'il y en a un, ne peuvent donner lieu ni directement ni indirectement qu'à un produit limité à un certain taux, généralement aujourd'hui 4 %. Les excédents de récoltes annuelles peuvent être ristournés ou employés à la constitution d'un fonds de réserve ou affectés à un objet d'utilité générale. Le droit de vote doit être en principe égal pour tous.

3° Les fonds de réserves ne peut être partagé que si les statuts le permettent ; cette répartition, comme celle des excédents annuels, ne doit avoir lieu entre les associés que proportionnellement aux opérations par eux faites avec la Société. L'inaliénabilité du fonds de réserve est désirable.

4° Il est désirable que les Sociétés coopératives agricoles, locales, régionales ou centrales, soient constituées par les Associations agricoles ayant une circonscription correspondante et fonctionnent sous leur contrôle.

5° Les associations agricoles ont à décider, suivant les circonstances s'il convient qu'elles assument elles-mêmes le rôle coopératif ou qu'elles constituent des organismes distincts.

6° L'intervention de l'Etat est légitime en vue de l'organisation de Sociétés coopératives agricoles et peut rendre de grands services. Mais l'aide financière de l'Etat ne doit être que subsidiaire et temporaire.

Au congrès de Rome en 1927, M. Gennes fit adopter une résolution demandant l'organisation, au congrès suivant, d'une section spéciale de la coopération agricole. Le Congrès déclara à cette occasion que les bases du travail coopératif

étaient l'entr'aide, la responsabilité personnelle et l'administration autonome. Il proclama en outre qu'à côté des tâches purement économiques, les buts sociaux et éthiques de la coopération agricole ne doivent pas être relégués au second plan.

Le congrès de Bucarest en 1929, recommandant l'union entre les coopératives de consommation et les coopératives de production qui allait être réalisée le 2 décembre 1929 par la création du Comité international des relations intercoopératives, indiqua que les unes et les autres « poursuivent un but commun tendant dans leur sphère d'activité à faire disparaître la suprématie du capital sur le travail et à éviter les gains sans juste cause. »

L'organisation coopérative agricole comporte un certain nombre de règles généralement admises comme caractéristiques de la coopérative. Elles peuvent être résumées comme suit :

Les coopératives effectuent leurs opérations avec ou pour le compte de leurs sociétaires exclusivement. Elles ne distribuent aucun bénéfice.

Les bénéfices nets réalisés sont distribués aux sociétaires au prorata des affaires qu'ils effectuent avec l'association. L'intérêt versé aux parts sociales est fixé par les statuts. Les distributions de réserves ne peuvent avoir lieu qu'en cas de dissolution. Elles doivent être affectées, dans ce cas, à des œuvres d'intérêt général.

Les coopératives seront administrées gratuitement ; seuls les directeurs et le personnel peuvent être rétribués.

L'organisation des coopératives agricoles est relativement complexe. Les sociétés locales sont généralement groupées en fédérations régionales qui, à leur tour, se groupent en unions plus étendues : en fédérations nationales et internationales.

La conférence économique internationale de 1927 a longuement souligné la portée économique et sociale de la coopérative agricole, sous ses diverses formes, et ses avantages au point de vue du producteur et du consommateur. Les consti-

tutions coopératives augmentent la capacité d'achat des agriculteurs comme producteurs et comme consommateurs. Elles servent en même temps le progrès économique, tant par l'augmentation de la productivité que par l'amélioration de la qualité et par la possibilité d'utilisation totale des produits récoltés et de leurs sous-produits. Enfin, elles concourent à l'organisation des marchés par des méthodes qui réduisent au minimum les frais de distribution.

Au point de vue de la transformation sociale, la coopérative joue un rôle important, car elle n'est pas seulement un mouvement de la force collective, mais aussi de l'entraide sociale « un pour tous, tous pour un ».

Un grand historien du mouvement coopératif, M. Jean Gaumont, l'a définie dans son « Histoire de la Coopération française » sous la forme suivante :

« La coopération de consommation est une puissance sociale en devenir et chacun de ses progrès est une atteinte au système économique sur lequel repose l'organisation sociale actuelle. Avec ses organismes fédéraux de production et de répartition elle est désormais reconnue comme l'instrument le plus parfait et le plus sûr de la transformation. »

M. E. Poisson répétait les mêmes idées dans son livre « La République coopérative : »

« La coopération se présente comme se suffisant à elle-même, sur son propre terrain d'action, et comme contenant en germe la solution de la question sociale qu'elle résout par son autodéveloppement intégral et naturel. »

Cette idée de transformation sociale qu'implique la coopération a été souvent exprimée dans les congrès eux-mêmes. Voici une déclaration catégorique de M. Gaston Lévy, administrateur délégué de la Banque des Coopératives faite au Congrès de Strasbourg en 1920 : (5)

« Je crois à la transformation sociale par l'effort volon-

---

(5) Rapport de M. Gaston Lévy, au 8<sup>e</sup> Congrès National de la Mutualité et de la Coopération Agricole.

taire et collectif des masses organisées et je propose le principe de la coopération, œuvre volontaire, et je soutiens qu'elle a d'autant plus de force d'action, de pénétration dans les masses, d'effet de transformation sociale qu'elle est faite de la volonté de chacun des consommateurs qui, d'abord instinctivement et sans conscience, vient se grouper dans l'organisme naturel de défense de ses intérêts et là petit à petit par la pratique journalière et constante de l'organisme dans lequel il vit, prend conscience de sa force collective et détruit peu à peu les germes mêmes du régime capitaliste, le faisant craquer sous la poussée volontaire de l'action combinée des consommateurs qui transforme la société en supprimant le profit capitaliste d'abord, le régime lui-même ensuite. »

Le congrès coopératif national de Bordeaux, en 1922, disait lui-même :

« Le congrès tient à affirmer une fois de plus la volonté de la coopération française de poursuivre son idéal de transformation sociale, par son action propre, en groupant tous les consommateurs sans distinction. »

En France, au cours des dernières années, grâce aux développements de la coopérative agricole, la vie économique des paysans est de plus en plus améliorée malgré toutes les difficultés résultant de la crise actuelle. C'est aussi une transformation sociale remarquable. Les hommes de bonne volonté travaillent tous en faveur de la coopérative. Le progrès réalisé est déjà immense tant sur le terrain moral que sur le terrain matériel. Le gouvernement dispose chaque année de plusieurs décrets-lois pour défendre et encourager les coopératives. Partout, même dans les petites villes ou les petits villages, on peut trouver des sociétés de coopératives agricoles de toutes les catégories, des caisses agricoles et des assurances mutuelles que nous allons étudier en détail.

## CHAPITRE II

### LE DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATIVE AGRICOLE EN FRANCE

En France, les syndicats agricoles sont des associations professionnelles. Les agriculteurs organisent les syndicats agricoles pour défendre leurs intérêts professionnels : salaire, durée du travail, etc. Mais les associations coopératives agricoles sont très différentes ; elles sont fondées pour créer une forme d'entreprise agricole, industrielle et même commerciale. Ce sont des associations pour défendre les intérêts économiques des agriculteurs : production, crédit, achat, vente, etc. Et les derniers types de ces coopératives sont les associations pour lutter contre les risques de toute nature (maladie, mort, incendie, grêle, gelée, épizooties) qu'on nomme les associations d'assurances mutuelles.

Tout d'abord il faut bien distinguer les différences entre « syndicat » et « coopérative », car généralement on confond souvent l'un et l'autre. Le syndicat ne peut être formé qu'entre les personnes exerçant la même profession. Au contraire, la coopérative admet tous ceux qui, sans exercer forcément la même profession, ont un intérêt commun. De plus, les syndicats vivent des cotisations très modiques de leurs membres qui permettent de couvrir les dépenses de propagande, tandis que les coopératives ont besoin, pour leurs entreprises, d'avoir un capital qui est constitué par les souscriptions beaucoup plus importantes demandées aux membres.

C'est le 24 mars 1884 qu'est né officiellement le syndicat en France. En effet à cette date a été votée la fameuse loi Waldeck-Rousseau qui rétablissait la liberté d'association, ce qui fut considéré à l'époque comme acte hardi. Il est à remarquer, du reste, que ce droit fut rétabli uniquement au profit des associations professionnelles. Plus tard en 1900,

la loi Waldeck-Rousseau fut reconnue pour tout le monde. Mais en ce temps-là les syndicats ne fonctionnaient qu'en vue de défendre les intérêts économiques, industriels et commerciaux. C'est grâce à M. Dudet, un sénateur du Doubs, que les intérêts agricoles ont été considérés comme un des domaines accessibles au « syndicat ». Les syndicats agricoles devaient cependant prendre un tout autre caractère que les syndicats industriels et commerciaux. On peut diviser les syndicats en trois catégories : patronaux, ouvriers et agricoles. Et selon les statistiques du janvier 1925, il y avait en France :

6.600 syndicats patronaux, comptant 496.000 membres ;  
7.000 syndicats ouvriers, comptant 1.846.000 membres ; (6)  
9.000 syndicats agricoles, comptant 1,222.000 membres.

On peut dire que les syndicats agricoles sont des syndicats patronaux, en ce sens qu'ils n'ont pour membres que des propriétaires et non des salariés. Beaucoup de membres des syndicats agricoles sont des paysans, des travailleurs indépendants qui ne sont point salariés, mais qui n'emploient pas non plus des ouvriers agricoles. D'ailleurs, les protagonistes des syndicats agricoles veulent en faire une organisation préventive contre la lutte de classes. Les syndicats agricoles se préoccupent des rapports entre les propriétaires et les ouvriers, soit au point de vue des salaires et éventuellement des grèves, soit au point de vue — extrêmement important aujourd'hui — de l'importation de la main-d'œuvre étrangère dans les campagnes de France, soit encore au point de vue de la défense des intérêts de l'agriculture nationale contre la concurrence étrangère. Il fallait attirer les paysans par des avantages économiques palpables. Aussi les activités économiques des syndicats sont-elles très importantes. On classe généralement les services qu'ils rendent sous les cinq chapitres suivants ;

1° Achats d'engrais chimiques de toute nature ;

2° Achats de tous les remèdes qui servent au traitement des végétaux ;

---

(6) Gide. Les Associations Coopératives Agricoles, p. 16.

3° Achats des semences, non seulement pour grains mais aussi pour les fourrages, plants pour les arbres-fruiliers et surtout pour la vigne ;

4° Achats d'aliments pour le bétail : fourrages, avoines, tourteaux, etc. ;

5° Achats d'instruments aratoires, depuis les plus simples jusqu'aux plus compliqués.

En principe, la force collective est toujours beaucoup plus forte que la force individuelle. La puissance économique d'un paysan est tout à fait faible, car il n'est pas riche, par suite il ne peut pas acheter d'instruments aratoires modernes ni d'engrais chimiques efficaces. Grâce au syndicat agricole, on les achète en gros, à des prix modérés et les paysans peuvent profiter de tous les progrès techniques. Il faut considérer que les syndicats ne peuvent pas, comme le font les commerçants ordinaires, acheter d'avance les marchandises ou les instruments pour les revendre à leurs membres. Ils se bornent à recueillir et à grouper les commandes de leurs sociétaires. Il est d'ailleurs spécifié dans la loi et dans les statuts du syndicat que

Comme nous l'avons dit, les syndicats agricoles sont celui-ci n'a pas le droit de faire des actes de commerce. posés de propriétaires ou fermiers. Mais il y a dans la population rurale beaucoup de travailleurs qui ne sont ni propriétaires ni fermiers, ce qu'on appelle les prolétaires ruraux. Ils n'ont rien à acheter ni à vendre. Mais ils ont des revendications à faire valoir, telles que le relèvement des salaires, la diminution de la journée de travail, en un mot les mêmes intérêts que ceux défendus par les ouvriers des villes dans leurs syndicats. Ils organisent les syndicats de travailleurs ruraux. On sait par des statistiques non officielles qu'en 1920 il y avait 328 syndicats agricoles ouvriers en France avec 30.000 membres en chiffre rond. Evidemment ce chiffre là n'était pas énorme et ces syndicats ne jouaient point un grand rôle au point de vue économique, mais les partis politiques, surtout les socialistes, les comptaient comme des organisations de propagande.

Les syndicats agricoles, ainsi que nous l'avons vu, sont

donc des associations agricoles pour l'achat de tout ce qui peut servir à l'agriculture. Nous avons vu ainsi que les syndicats se faisaient acheteurs d'engrais, de semences, d'instruments pour les répartir ensuite entre leurs membres. Cela revient à dire que les syndicats agricoles ont empiété quelque peu sur les fonctions des coopératives d'achat et de vente. Cependant les leaders du mouvement syndical n'aiment pas voir les syndicats se transformer tout à fait en coopératives de vente ou d'achat. Ils trouvent que c'est une espèce de déchéance des syndicats.

Voici d'ailleurs comment M. Guinand exprimait cette idée dans son rapport au Congrès : (7)

« Vouloir substituer la coopérative au syndicat agricole serait une œuvre déplorable et néfeste... Si vous voulez entrer dans cette voie, créez des coopératives à côté des syndicats, mais tout à fait distinctes... Le service des ventes directes des denrées agricoles ne peut être assuré que par la création des sociétés coopératives de production. Ces sociétés doivent avoir un capital et une organisation différente des syndicats agricoles. »

En effet si le syndicat se transforme en coopérative, c'est sa perte parce que ses directeurs s'intéressent beaucoup plus à la coopérative qu'au syndicat lui-même. Pour cette raison on peut créer une association coopérative tout à côté du siège du syndicat avec les mêmes membres, mais tous deux doivent avoir des capitaux et des affaires absolument indépendants.

On peut tout de même dire que la plupart des syndicats agricoles, constitués entre les propriétaires ruraux, jouent le rôle de coopératives d'achat en fournissant à leurs sociétaires les produits nécessaires : engrais, produits pour la viticulture, matières alimentaires pour le bétail, instruments agricoles, etc.

---

(7) Le Congrès National des Syndicats Agricoles, Lyon 1894

## DEVELOPPEMENT DES SOCIETES DE PRODUCTION ET DE VENTE

En France — et c'est ainsi dans tous les pays — il y a des régions qui sont spécialisées dans tel ou tel produit. Pour le vin, tout le monde sait que ce sont les départements du Sud-Est de la France, notamment l'Aude, l'Hérault, le Gard et les provinces du Bordelais et de la Bourgogne. Pour les légumes c'est le département du Vaucluse; les Alpes Maritimes pour les fleurs; la région des Dombes pour les poissons, de la Bresse pour la volaille et dans les environs de Paris certains endroits réputés sont spécialisées dans les productions horticoles, par exemple : Argenteuil pour la production des asperges, Fontainebleau pour le raisin chasselas, etc... Ces milieux spécialisés semblaient tout prêts pour la naissance et le développement des sociétés coopératives de vente.

Les sociétés coopératives de production et de vente **plus anciennes sont les communautés serviles et roturières** où l'on a pu y voir la survivance des collectivités gauloises et germaniques, et dont l'origine remonterait avant l'époque de la Féodalité. Ces associations, très modestes sous le nom de « Villes Baptiques », eurent un but d'utilité commune, par exemple la construction des routes. Elles ressemblaient à nos associations syndicales actuelles, mais elles eurent bientôt pour but l'exploitation en commun du sol. Les règlements régissant ces associations ont eu une grande importance et on en trouve encore des vestiges dans le code civil français.

Pour étudier le développement des sociétés coopératives de production et de vente en France, il faut d'abord rappeler les faits historiques. Indiquons ici les principales catégories de production et de vente en France, il faut d'abord rappeler de **sociétés coopératives : (8)**

---

(8) Ces principales catégories ont été classifiées par M. Louis Tardy dans le « Rapport de la Coopération dans l'Agriculture Française ».

## 1° FRUITIERES ET FROMAGERIE COOPERATIVES

Indépendamment de ces communautés que nous venons de voir plus haut et qui étaient de véritables sociétés coopératives de consommation et de production, les plus anciennes parmi les sociétés coopératives de production sont les fruitières ou fromageries coopératives dont l'origine remonterait au XII<sup>e</sup> siècle. Elles furent provoquées par la nécessité d'avoir 350 à 500 ou 600 litres de lait par jour, ce qui représente le lait de 50 à 70 vaches, pour faire des fromages de 45 à 50 kilogrammes. On créait dès 1288, à Déservilles, canton d'Amancey (Doubs) des fruitières. Au XV<sup>e</sup> siècle, la production du gruyère fut sévèrement réglementée. Au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, les fruitières étaient en pleine activité dans le Haut Jura. En 1906 et 1908, quelques coopératives fromagères ont été constituées à Vogney, à Toulon et à Cornimont, sous forme de Sociétés anonymes à capital variable pour produire des fromages de Münster et de Gérome. Il existe aussi à Mougou (Deux Sèvres) une fromagerie coopérative faisant du fromage de chèvre. Il est à noter que les fruitières ont eu, depuis quarante ans, tendance à se transformer en simples sociétés coopératives de vente de lait, traitant à forfait avec une fruitière qui se charge de la fabrication à ses risques et périls. Il y a là une sorte de régression de l'idée coopérative.

C'est à partir de 1750 qu'on voit parfois les fruitières groupées en syndicats qui devaient prendre peu à peu le développement que l'on connaît. Aujourd'hui indépendamment de ceux de Gex (Ain), de Saint Julien, de Poligny et de Salin, le syndicat d'Annecy s'occupe de fonder une Fédération générale des sociétés fruitières, en groupant les productions de lait des départements de l'Ain, des Hautes-Alpes, de la Haute-Savoie. Le secrétaire du comité de cette Fédération a publié déjà un état des ventes du lait.

## 2° SOCIETE COOPERATIVE DE VENTE DE LAIT

Les laiteries coopératives de Breteuil, de Grand-Fresnay et de Clermont (Oise) sont constituées sous formes des sociétés

anonymes à capital variable. Ces trois laiteries se sont groupées en une Fédération. Elles vendent leur lait à Paris et ont eu à lutter vivement contre les Sociétés industrielles qui ont cherché à les faire tomber. Il y a aussi la laiterie coopérative de Guillaumes (Var) qui s'est fondée en 1903 et vend son lait aux viticulteurs. Celle de Breil, fondée après celle de Guillaumes en 1906, vend son lait à Monaco.

### 3° BEURRERIES COOPERATIVES

La première laiterie coopérative pour la fabrication et la vente du beurre s'est fondée en 1887, à Chaillé, commune de Saint-Georges-des-Bois, à la limite de la Charente-Inférieure et des Deux-Sèvres. C'est un petit cultivateur qui amena les paysans à mettre en commun leurs productions de lait et à vendre le beurre obtenu, au profit commun de tous les adhérents. En 1909, de la région viticole de la Saintonge, le mouvement gagna la Plaine et le Marais. Et dans l'arrondissement de Niort, le Nord de celui de la Rochelle et le Sud de celui de Fontenay-Le-Comte, il y a eu une beurrerie coopérative presque dans chaque commune. L'association centrale formée des laiteries coopératives existait dans les départements, de la Charente-Inférieure, Deux-Sèvres, Charente, Vendée, Vienne, Indre, Indre-et-Loire, et enfin Loire-Inférieure. Elle groupait 116 sociétés coopératives comprenant 70.000 familles de cultivateurs. Ils existait aussi, en 1909, un certain nombre de beurreries coopératives dans la Thiérache, groupées dans un syndicat de laiteries industrielles de la Thiérache. Des laiteries coopératives existaient aussi dans les Arles, la Loire-Inférieure, le Loiret, etc... Dans la Manche, il y en avait, la Haute-Savoie, l'Aube, la Côte-d'Or, l'Yonne, avait 4 laiteries coopératives en 1909 et une institution analogue à celle d'Isigny à Périers ; deux laiteries coopératives à Saint André et à Pont-Audemer, une autre encore dans l'Eure.

À l'exception de la Loire-Inférieure, les départements bretons étaient en retard, mais il existait quelques laiteries coopératives en Ile-et-Vilaine.

#### 4° COOPERATIVES VITICOLES ET CAVES COOPERATIVES

La plus ancienne de cette catégorie est le syndicat coopératif de vente des viticulteurs qui existait à Bordeaux en 1899 sous la direction de M. de la Gironde. La coopérative de Savigny (Jura), qui fait du vin mousseux, a été fondée le 4 août 1907, sous la forme de syndicat. Elle est à la fois coopérative de vente et cave de vinification. D'autres sociétés coopératives se sont fondées ensuite dans le Jura. Les caves syndicales de propriétaires-vignerons de Bourgogne, à Dijon, ont été fondées en 1905.

Mais c'est surtout dans le Midi que la coopérative vinicole a pris une rapide extension. Tout le monde connaît l'association « Les Vignerons Libres » de Maraussan (Hérault), fondée en 1902, à caractère socialiste. En 1903, se créa « L'Avenir social de Maureilhan » (Hérault), puis vinrent « Les Petits Vignerons de Pusserguier », fondée en 1904, « L'Egalitaire de Cébazan », fondée en 1905, les « Vignerons paysans de Besson », fondée en 1906, à caractère socialiste comme celle de Maraussan, puis les « Equitables Vignerons » de Servian, « L'Union des Propriétaires de Grandes Caves » de Saint-Georges-d'Orgus, les « Vignerons de Colombier », la « Bienfaisante Vigneronne de Maraussan », celle-ci catholique, les « Coopératives Viticoles de Caux », de « Murviel-les-Béziers », etc., fondées de 1906 à 1908 dans l'Hérault; les « Coopératives de Lézignan », dans l'Aude, celle de Bompas dans les Pyrénées-Orientales, etc... La plupart de ces caves coopératives ont trouvé des débouchés sérieux auprès des coopératives de consommation.

En 1906, la cave coopérative de Camps, près de Brignoles, groupait plus de 100 vignerons. On a fondé notamment : « L'Association coopérative vinicole du Golfe de Saint-Tropez », avec 54 sociétaires, la « Cave coopérative de la Garde », avec 125 sociétaires, celles du Mont-fort-sur-Argens

et de Cotignac, etc... Il en existe aussi plusieurs dans le Gard, notamment à Fons, à Charensac et à Grenoble (Isère), ainsi qu'en Saône-et-Loire et en Côte-d'Or.

### 5° FECULERIES COOPERATIVES

Les féculeries coopératives ont pris aussi un certain développement dans le département des Vosges, en 1901. C'est le cas de la féculerie coopérative d'Anould. Pour l'année 1907, ses adhérents ont livré 1.150.000 kilogrammes de pomme de terre, permettant de produire 2.350 sacs de fécule dont la vente a produit la somme totale de 65.550 francs.

### 6° HUILIERIES COOPERATIVES

Le mouvement des huileries coopératives a commencé en 1906, dans les Alpes-Maritimes, à Cabris, sous forme de syndicat ; puis à Gillette, Grasse, Levens, Berre, Coudoux, Istres ; puis dans le Var, à Cotignac, Cuers, Mont-sur-Argens, et dans les Bouches-du-Rhône, à Lambesc, etc... Ces sociétés au nombre d'une vingtaine environ sont surtout des sociétés anonymes à capital variable de 3.500 à 20.000 francs, groupant de 40 à 200 sociétaires. Quelques-unes ont reçu des subventions des conseils généraux ou des particuliers.

### 7° COOPERATIVES DE CONSERVES DE FRUITS ET DE LEGUMES

Les syndicats de Lasecours et de Roquevaire (Bouches-du-Rhône) fondèrent vers 1903 une coopérative pour la fabrication et la vente des conserves d'abricots. Cette coopérative fabriquait en 1908 de 200.000 à 340.000 kilogrammes de conserves et faisait 500.000 francs d'affaires en moyenne.

La préparation des câpres à Cuges, Roquefort, Lascour, Sollies, Toucas, se fait seulement par des syndicats agricoles. A Brain (Aude), une société coopérative agricole d'alimentation fait des conserves de tomates et autres légumes. La choucrouterie de Rilleux (Ain), près de Lyon, fondée depuis plusieurs années, groupe plus de 200 sociétaires.

## 8° COOPERATIVES DE VENTE DE FLEURS, DE FRUITS, DE LEGUMES, DE BLE ET D'AUTRES PRODUITS DIVERS

Les plus connus des syndicats s'occupant de la vente en commun des fruits et des légumes sont ceux de Gaillon, de Quincy-Segy et de Tourvaville.

La coopérative des producteurs de violettes de Toulouse a été fondée en 1908. (Un syndicat existait déjà depuis 1907.) Les producteurs de citrons, de Cablé, de Roquebrune (Alpes-Maritimes) ont transformé aussi leur syndicat en coopérative, il y a plusieurs années, et groupent une soixantaine de sociétaires. Les coopératives de citrons, de mandarines et d'oranges existent aussi à Menton (Alpes-Maritimes).

La fruitière de Groslay (Seine-et-Oise) expédie des asperges, cerises, prunes et poires en Angleterre, et a fait 53.000 francs d'affaires en 1908.

La coopérative des jardiniers de Fond-de-Givonac (Ardenes) vend des légumes, ainsi que « L'Horticulture ouvrière de Sceaux » (Seine). Les coopératives de Bailleul (Nord), Arras (Pas-de-Calais), Verchain-Maugré, vendent du blé, ainsi que nombre de syndicats agricoles.

## 9° COOPERATIVES RESINIERES

Les propriétaires de pins ont aussi constitué dans les Landes et la Gironde des coopératives pour la distillation des résines et la fabrication de l'essence de térébenthine. La plus ancienne est celle de la Teste, puis viennent celle de Biscarosse (Landes), fondée en 1905 et traitant environ 10.000 barriques de résine par an, et celle d'Arès (Gironde), fondée en 1905, traitant 7.500 barriques. Ces coopératives ont procuré, tant aux propriétaires qu'aux résiniers, métayers, de sérieux avantages.

Après l'exposé de ces faits, qui donnent une idée du développement des sociétés coopératives de production et de vente, voici une statistique historique des coopératives agricoles en France. En 1909, il y avait au moins 2.300 sociétés coopéra-

tives agricoles en France, dont la plupart étaient des coopératives laitières.

Les sociétés coopératives agricoles de diverse nature qui existent déjà, plus ou moins disséminées, s'ignorent ordinairement, sauf, comme nous l'avons vu, pour les fruitières, les beurreries coopératives des Charentes et du Poitou, les laiteries industrielles de la Thiérache et les féculeries des Vosges, qui constituent des groupements spéciaux et régionaux.

Les sociétés coopératives agricoles françaises, pour étudier la défense de leurs intérêts communs et pour se permettre de bénéficier mutuellement de leurs expériences propres, ont fondé la « Fédération Nationale des Coopératives Agricoles de Production et de Vente à Paris ». Elle a pour but de grouper les coopératives comme on a déjà groupé les syndicats agricoles, les caisses régionales de crédit agricole et les sociétés de secours mutuels.

## DEVELOPPEMENT DES SOCIÉTÉS D'ACHAT ET DE CONSOMMATION

Les coopératives d'achat ont été créées par les syndicats agricoles pour obtenir, par leur groupement et par le capital que les coopératives ont constitué pour leur fonctionnement, des commodités, des capacités d'achat, etc... C'est pourquoi, comme Charles Gide l'a dit : « ... En France, les syndicats agricoles sont en fait des coopératives d'achat. »

C'est le cas en effet des syndicats dans certaines grandes circonscriptions départementales qui ont continué à subsister sous forme syndicale, mais qui sont en fait de véritables « coopératives ». Si nous jetons un regard sur l'organisation des coopératives d'achat, nous voyons groupés autour d'elles de nombreux syndicats communaux qui, dans certains cas, possèdent eux-mêmes de petits entrepôts ; mais ces syndicats se bornent à centraliser les besoins de leurs adhérents, à transmettre la totalité de leurs ordres à leur coopérative, ainsi ces commandes seront exécutées aux meilleurs prix.

Pour étudier le développement des coopératives d'achat et

de consommation, il faut nécessairement étudier la naissance des syndicats agricoles et leur histoire générale en France.

Au moyen âge, la Provence et le Roussillon connaissaient des associations de cultivateurs pour l'établissement de canaux d'irrigation, qui employaient le nom de « syndic » pour désigner leurs administrateurs. Mais au sens législatif, le nom « syndicat » se trouve pour la première fois sur la loi du 21 mars 1884. Dès cette date, il prenait une signification économique et scientifique. D'ailleurs, il y a de nombreuses dispositions législatives visant les œuvres annexes des syndicats : caisses de crédit, assurances agricoles, secours mutuels, etc., qui se développèrent rapidement sous l'influence des syndicats agricoles.

Il existait un syndicat dans la Seine-Inférieure en 1882, et d'autres dans le Loir-et-Cher, en 1883 ; en effet, les plus importants syndicats sont antérieurs à 1890. En 1884 : syndicat des Agriculteurs des Ardennes, de la Charente-Inférieure, de la Vienne, syndicat agricole vauclusien.

En 1885 : syndicat de l'Ariège, syndicat du Gard, syndicat de Dreux, syndicat de Chartres, d'Ille-et-Vilaine, de la Manche, de la Sarthe, des Pyrénées-Orientales, des Deux-Sèvres.

En 1887 : syndicats de l'Aveyron, du Cher, de la Côte-d'Or, de l'Anjou.

En 1888 : Union du Sud-Est des syndicats agricoles, syndicat des Basses-Pyrénées, de Chalon-sur-Saône.

En 1889 : syndicat central de l'Agriculture des Côtes-du-Nord, syndicats des fruitières de Franche-Comté et des Agriculteurs du Doubs, etc... En un mot, il y avait des syndicats dans chaque département français avant 1890. Ces syndicats fonctionnaient comme coopératives d'achat et de consommation. En effet, c'est pour résister à la crise agricole en améliorant la technique ancienne, pour établir le juste prix, pour lutter contre les fraudes éhontées des engrais et pour moraliser le commerce des engrais qu'ils avaient été fondés.

Voici un document tiré du premier Congrès national des

syndicats agricoles en 1894, où ont été nettement fixées les attributions des syndicats agricoles et des coopératives (9) :

« Les syndicats agricoles, quelle que soit d'ailleurs leur circonscription, n'étant qu'imparfaitement armés pour obtenir du commerce tous les avantages auxquels ils peuvent légitimement prétendre dans leurs achats, il y a lieu de compléter leurs facultés en leur adjoignant sous certaines conditions des sociétés coopératives.

« Le rôle des coopératives agricoles doit être d'aider les syndicats agricoles sans jamais pouvoir les supplanter.

« Comme corollaire, le Congrès recommande de préférence la création de coopératives à côté d'une union de syndicats et s'étendant à une seule région. »

Comme nous l'avons dit plus haut : « le syndicat agricole et la coopérative doivent avoir des affaires absolument indépendantes, mais la plupart des syndicats agricoles jouent le rôle de coopérative d'achat... ». En effet, théoriquement on dira que les deux organisations doivent être indépendantes, mais en pratique elles sont indivisibles. Prenons un exemple pour éclaircir ce point : le syndicat agricole est le centre de l'organisation agricole, tandis que les caisses de crédit mutuel et d'assurances, surtout les coopératives d'achats, sont les organisations subordonnées autour du centre de l'organisation agricole : du « syndicat ».

Ainsi dans le syndicat de Paris, en 1884, chaque société adhérente était représentée par un délégué ayant pour but la défense des intérêts des sociétés, conformément à la loi nouvellement votée. Il semble d'abord que ce syndicat n'avait pas la fonction de magasin ou n'avait pas voulu d'organe économique. Plus tard, cependant, il agit comme organisme d'achat en commun.

Voici la façon dont M. Jean Gaumont décrit la naissance

---

(9) Compte rendu du Premier Congrès National des Syndicats Agricoles en France.

de la Fédération des Coopératives d'achat et de production (10) :

« ... A ce moment (1884), les coopérateurs de la région nîmoise, avec Auguste Fabre, un fouriériste, membre de « La Solidarité », et de Boyve, de « L'Abeille Nîmoise », ont créé, à Nîmes, une société d'économie populaire pour l'étude des questions économiques. De Boyve et Fabre, qui connaissent les expériences coopératives de l'étranger, particulièrement de l'Angleterre, préconisent la création d'une organisation qui réunira les sociétés de consommation françaises et y propagera les méthodes rochdaliennes.

« Aussi, depuis la fondation, la Chambre consultative a-t-elle tenu de nombreux congrès, qui sont dans l'ordre chronologique : le premier à Paris (1885) ; le deuxième à Lyon (1886) ; le troisième à Tours (1887) ; le quatrième à Paris (1889) ; le cinquième à Marseille (1890) ; le sixième à Paris (1891) ; le septième à Grenoble (1893) ; le huitième à Lyon (1894) ; le neuvième à Paris (1896) ; le dixième à Paris (1900) ; le onzième à Paris (1905) ; le douzième à Limoges (1908) ; le treizième à Paris (1910) ; le quatorzième à Paris (1912).

« Le Congrès de 1891, tenu à Paris, les 13, 14, 15 et 16 septembre, décida la transformation de l'organisme moral qui prit le nom d' « Union Coopérative » avec un Comité central dont le président était Frédéric Clavel, en vue de la distinguer de la « Commission d'achats » ou de la « Fédération Nationale » fonctionnant comme magasin de gros. A ce moment, le rapporteur des opérations de ce magasin de gros constata que le chiffre d'affaires s'était élevé de deux millions par an. Mais là s'arrête son développement, et moins de deux ans après son ouverture il décide de cesser d'être un entrepôt pour redevenir centre d'achats en gros. Il disparaît d'ailleurs en 1890. »

---

(10) Grammont Jean. Histoire Abrégée de la Coopération en France et à l'étranger.

En 1890, « La Bellevilloise », une grande coopérative de la Région parisienne, s'efforça de créer une union socialiste pour favoriser l'action politique du prolétariat, sur le modèle des coopératives belges et du Nord de la France. Les coopératives tentent une première fois de se grouper en 1892, mais n'y réussissent qu'au début de 1895. Elles changent de nom pour prendre le titre de « Bourse Coopérative des sociétés ouvrières de consommation » en 1895, par analogie avec l'organisation des syndicats. Et cette Bourse Coopérative des sociétés ouvrières de consommation tient son premier congrès en juillet 1900, réunissant 80 sociétés de la région du Nord et de la région parisienne. Le congrès décidait un versement statutaire à la propagande politique et donnait à l'organisation le nom de « Bourse des coopératives socialistes ». En 1905, elle a tenu un congrès à Nantes, où fut décidée la création du Magasin de Gros des socialistes, tandis que le congrès de Monthermé (1909) s'efforce de procéder courageusement à une première révision des programmes et des tendances de la « Bourse ».

La plus remarquable association coopérative en France est la « Fédération Nationale des Coopératives de Consommation ». C'est en réalité le syndicat des coopératives pour leur défense en matière administrative, en matière fiscale et en matière légale. Elle fut fondée en 1912. Avant 1912, deux organisations se partageaient cette même besogne, l'une s'appelait « L'Union des Coopératives » et l'autre est celle que je viens de citer : la « Bourse des Coopératives socialistes ». Après le congrès de 1912, les sociétaires décidèrent de supprimer « L'Union des Coopératives » et la « Bourse des Coopératives socialistes » et de les remplacer par une organisation nouvelle qui s'appellerait la « Fédération Nationale des Coopératives de Consommation » (F.N.C.C.).

Voici d'ailleurs quelques lignes de la « Déclaration de la F.N.C.C., qui feront mieux connaître le changement des orga-

nisations centrales du mouvement coopératif en France (11) :

« ... Il est nécessaire que chaque consommateur adhère à une société de consommation constituée sur les bases de la présente déclaration.

« Que chaque société crée des liens plus étroits, entre tous ses membres, qu'elle crée dans son sein des œuvres d'éducation et de solidarité.

« Que les sociétés adhèrent à leur organisme commercial, le magasin de gros, pour y concentrer la puissance d'achat des sociétés coopératives, qu'elles organisent tant par leurs propres forces que par leur magasin de gros, la production coopérative de tous les produits nécessaires à leurs adhérents... »

La F.N.C.C. est caractérisée par l'autonomie qu'elle revendique à l'égard de tous les partis politiques et de toutes les confessions religieuses. Elle est également caractérisée par le respect absolu des principes de Rochdale.

### CHIFFRES ACTUELS DES ORGANISATIONS AGRICOLES EN FRANCE (12)

Grâce à l'effort des agriculteurs français et du Gouvernement, les organisations de l'agriculture sont bien développées. A l'heure actuelle (1937), il existe dans toute la France environ 75.000 associations agricoles. Ces institutions se répartissent ainsi : 1.200 sociétés d'agriculture, 15.000 syndicats agricoles, 10.000 caisses de crédit agricole mutuel et caisses rurales, 7.000 sociétés coopératives agricoles, 27.000 sociétés d'assurances mutuelles, sans compter les très nombreuses caisses d'assurances sociales, 6.000 sociétés de secours mutuels ruraux, 7.500 associations syndicales agricoles, 500 sociétés agricoles diverses soumises au régime de la loi du 1<sup>er</sup> juillet

---

(11) Grammont Jean. Histoire Abrégée de la Coopération en France et à l'étranger. P. 68.

(12) Le Musée Social. N° 4 avril 1937. Article de M. André Cra-mois.

1907, non compris les sociétés de chasse qui sont au nombre de plusieurs milliers.

En ce qui concerne tout spécialement les coopératives agricoles, on doit noter que 6.900 sont engagées dans la production, la vente et la préparation des produits pour les marchés. Elles sont groupées dans près de 80 Fédérations départementales ou régionales et 9 unions nationales.

Dans les Unions régionales ou départementales il existe ainsi vingt unions de coopératives laitières, seize de caves, huit de distilleries, huit de battage, trois d'huileries, une vingtaine de stockage de céréales, etc...

---

### CHAPITRE III

## LES ASSOCIATIONS DU CRÉDIT AGRICOLE

### 1° *L'Histoire du Crédit Agricole.*

Pour exposer l'histoire du crédit agricole en France, il faut remonter à la disette de 1856. Cette année-là a été créée la première Banque agricole, et les travaux aboutirent à un projet de loi qui fut votée le 28 juillet 1860, mais en fait, il était insuffisant et causa bien des fausses manœuvres.

On créait à Paris une Banque de crédit agricole en 1865 avec un capital de vingt millions de francs. Cette banque était dirigée par un gouverneur et un sous-gouverneur et par vingt-deux administrateurs nommés par l'assemblée des actionnaires. Le rapport de M. J.-B. Josseau, adopté en 1885, servait de base à l'organisation du crédit agricole officiel, mais M. Méline, absorbé par la réforme de la législation douanière, fut obligé de délaissier le crédit agricole. Ce n'est qu'en 1894 qu'il parvint à faire voter « sa loi ». M. Léon Say voulait « décentraliser le crédit », M. Méline « l'organiser par en bas » ; c'est la base de la conception pour réaliser le crédit agricole officiel. Après plusieurs discussions de lois, c'est le projet Méline qui, modifié en quelques points, devint la loi du 5 novembre 1894, relative à la création de sociétés de crédit agricole. L'entrée dans ces sociétés était réservée aux syndicats agricoles ou aux membres de ces syndicats. Ces membres possédaient non des actions mais des parts, toutes nominatives et transmissibles seulement avec l'autorisation de la Société. Ces sociétés sont constituées à forme coopérative, en ce sens qu'elles ne servent pas de dividendes à leurs « parts », mais seulement un intérêt et qu'elles ne peuvent, après avoir mis en réserve les trois quarts des bénéfices, jusqu'à ce que cette réserve ait atteint la moitié du capital social, verser le surplus des bénéfices à leurs associés que proportionnellement aux opérations effectuées par ces derniers. Les administrateurs de ces

sociétés peuvent être choisis parmi les sociétaires ou en dehors d'eux.

Il n'est prévu aucun contrôle de surveillance. Le Parlement est intervenu à nouveau en votant la loi du 31 mars 1899 qui a pour objet l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel. Ces institutions seront essentiellement des caisses de réescompte pour les caisses locales. La loi les définit ainsi dans son article 2 (13) :

« Article 2. — Les caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription et garanties par ces sociétés.

« A cet effet, elles escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossées par ces sociétés.

« Elles peuvent faire à ces sociétés les avances pour la constitution de leur fonds de roulement.

« Toutes les autres opérations leur sont interdites. »

Ces caisses régionales devaient faciliter singulièrement les opérations du crédit agricole, car l'Etat mettait à leur disposition un gros fonds de roulement. Chaque caisse régionale ne pouvait recevoir de l'Etat qu'une somme égale au double de son capital social et pour une durée de cinq années. Elles pouvaient se procurer en outre d'autres ressources par l'émission de bons de par des dépôts de fonds, mais ces derniers étaient limités.

Les caisses régionales se multiplièrent dans toute la France, aidées par l'Etat. Voici leur développement (14) :

---

(13) Texte de Loi.

(14) Jean Auvroy. La Loi du 5 août sur le Crédit Agricole. (Ch. Ier). 1927.

| <i>Années</i> | <i>Caisses Régionales</i> |
|---------------|---------------------------|
| 1900 .....    | 9                         |
| 1901 .....    | 21                        |
| 1902 .....    | 37                        |
| 1903 .....    | 41                        |
| 1904 .....    | 54                        |
| 1905 .....    | 66                        |
| 1906 .....    | 74                        |
| 1907 .....    | 88                        |
| 1908 .....    | 94                        |
| 1909 .....    | 95                        |
| 1910 .....    | 96                        |
| 1911 .....    | 97                        |
| 1912 .....    | 98                        |

Pendant ce temps les caisses locales progressent parallèlement.

| <i>Caisses locales</i> |                                             |                                                  |
|------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| <i>Années</i>          | <i>affiliées aux<br/>Caisses Régionales</i> | <i>Nombre de membres<br/>des Caisses locales</i> |
| 1900 .....             | 87                                          | 2.175                                            |
| 1901 .....             | 309                                         | 7.998                                            |
| 1902 .....             | 456                                         | 22.476                                           |
| 1903 .....             | 616                                         | 28.204                                           |
| 1904 .....             | 963                                         | 42.683                                           |
| 1905 .....             | 1.355                                       | 64.874                                           |
| 1906 .....             | 1.638                                       | 76.188                                           |
| 1907 .....             | 2.168                                       | 96.192                                           |
| 1908 .....             | 2.636                                       | 116.866                                          |
| 1909 .....             | 2.933                                       | 133.382                                          |
| 1910 .....             | 3.338                                       | 151.601                                          |
| 1911 .....             | 3.946                                       | 185.552                                          |
| 1912 .....             | 4.204                                       | 215.695                                          |

Les deux lois du 5 novembre 1894 et du 31 mars 1899 avaient jeté la base du crédit agricole mutuel. La loi du 5 novembre 1894 a autorisé la création entre les membres des syndicats agricoles de sociétés de crédit et a permis aux syndicats d'en garantir les opérations concernant la production agricole effectuée par leurs membres. La loi du 31 mars 1899 améliore cette situation en décidant que l'avance de quarante millions de francs et la redevance annuelle à verser au Trésor par la Banque de France en vertu de la convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897, seraient mises à la disposition du Gouvernement pour être attribuées, à titre d'avance sans intérêt, aux caisses régionales de crédit agricole mutuel constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894.

Depuis une législation fort abondante est venue :

1° Adjoindre au financement des opérations agricoles un crédit social agricole ;

2° Augmenter le nombre des bénéficiaires du crédit agricole, les catégories de prêts, le montant de ces prêts, la dotation du crédit agricole ;

3° Améliorer, coordonner, unifier les organismes et le fonctionnement du crédit agricole officiel.

Les lois du 18 juillet 1898 et du 30 avril 1906 ont en effet organisé un nouveau droit de gage sans déplacement ou hypothèque mobilière. La loi de 1898 faisait une énumération des produits qui pouvaient être warrants : céréales, légumes, gramens, bois, sel marin, etc...

La loi sur une nouvelle opération de crédit, le prêt à long terme, a été votée le 19 mars 1910. Cette législation touche de très près à celle que régit les habitations à bon marché. Par la loi Ribot du 10 avril 1908, les ouvriers agricoles pouvaient acquérir, grâce aux sociétés de crédit immobilier, des petites propriétés d'un hectare.

La loi du 5 août 1920, charte actuelle du crédit agricole en France, a créé la Caisse Nationale Agricole, qui est à la fois banque centrale et organe de direction générale. Cette

loi, à proprement parler, est une loi de codification ainsi que d'amélioration du crédit agricole. Elle conserve d'abord le mécanisme des caisses locales et régionales, mais elle crée un nouvel organisme central qui manquait : l'Office National du Crédit Agricole. Elle définit les sociétés mutuelles à parts sociales accessibles aux seuls membres des syndicats agricoles, les sociétés d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900, les sociétés coopératives agricoles et les associations syndicales, etc...

Le taux d'intérêt des prêts a été fixé par l'article 7 du décret du 9 février 1921. Voici son texte :

**Article 7.** — Le taux d'intérêt des prêts à court terme et des prêts à moyen terme ne doit pas être inférieur au taux d'intérêt servi aux parts sociales, ni supérieur (15) de 1 0/0 aux taux des avances sur titres de la Banque de France. Exceptionnellement les associations agricoles pourront bénéficier d'un taux de 3 0/0. À titre indicatif, notons que ce taux varie suivant les régions entre 4 et 5,5 0/0. Le Crédit Régional de l'Île de France prête à 4,5 0/0. C'est le type même du crédit agricole, l'opération des prêts à court terme n'exigeant en général que la simple signature des emprunteurs. Ainsi ces prêts permettent aux agriculteurs d'acheter des engrais, des semences et des instruments nécessaires qu'ils ne pourraient se procurer, faute d'argent. Les agriculteurs, après la vente des récoltes, pourront sans difficulté rembourser la caisse qui aura ainsi facilité les opérations de trésorerie de ses membres. La durée du prêt consenti est en général de 6 à 18 mois.

Pour la réalisation du prêt à court terme, d'une part il faut être cautionné par une personne quelconque et, d'autre part, la caisse locale peut rechercher des garanties réelles.

Un warrant agricole est régi en matière commerciale par la loi du 28 mai 1858, et en matière agricole par les lois des 18 juillet 1898 sur le warrantage des récoltes, et du 30

---

(15) Jean Auvroy. La Loi du 5 août sur le Crédit Agricole. (Ch. 1er). Section 2. 1927.

avril 1906 sur le warrantage des animaux. Pour être opposable aux tiers, le warrantage agricole doit être établi par le greffier de la Justice de Paix qui l'inscrit sur un registre spécial mis à la disposition de tous les intéressés. Le warrant est, comme tel, soumis aux mêmes règles. Le possesseur d'un warrant agricole pourra donc se trouver en concurrence avec le bailleur de fonds du souscripteur du warrant. Il est tenu d'aviser le propriétaire par lettre recommandée de la constitution du warrant. Ce dernier, de son côté, n'a pas le droit, avant un laps de temps de huit jours, de discuter les droits du porteur de warrant. Quand le warrant est impayé à l'échéance, il faut aviser le débiteur par lettre recommandée et dans les quinze jours, sur l'ordonnance du juge de paix, faire procéder à une vente publique.

En 1933, il a été émis 720 millions de francs de warrants agricoles dont 370 par les Caisses régionales de crédit agricole. A l'origine, les animaux et le vin étaient les principaux produits warrantés, maintenant les céréales prennent la tête.

Le montant des effets à court terme escomptés par les Caisses régionales de crédit agricole, en cours au 31 décembre 1933, s'élevait à 1.125 millions de francs ; les caisses locales avaient effectué 15 millions de prêts avec leurs propres ressources. Au cours de l'année 1933, les Caisses régionales de crédit agricole ont fait réescompter 793 millions d'effets, dont 226 à la Caisse Nationale de crédit agricole (16).

Statistique Générale de la France (partie d'Agriculture), 1934.

La deuxième opération qui a été prévue par la loi du 5 août 1920 est le prêt à moyen terme (17). Il a pour but l'aménagement et la reconstitution des propriétés. Les prêts à moyen terme sont remboursables en quinze années par amortissement annuels et ils sont garantis par les cautions, les war-

---

(16) et (17) Le prêt à moyen terme correspond à ce que dit M. Victor Borret dans son livre « Pour et par la Terre » appelle le Crédit Industriel Agricole.

Statistique Générale de la France (partie d'Agriculture 1934).

rants agricoles, les hypothèques ou les dépôts de titres. Ces prêts de quinze ans permettent aux propriétaires d'améliorer leur héritage par des travaux de drainage ou d'irrigation qui sont onéreux. Grâce à eux peuvent être construits ou améliorés les immeubles ruraux, les étables, les bergeries, les hangars à moissons ou à machines. Les viticulteurs pourront se procurer un petit troupeau, ce qui constitue une assurance contre les mauvaises récoltes ou contre la mévente des vins. Ainsi sera évité le danger de la monoculture.

La loi du 30 mars 1931 diffère des précédentes par son objet social et par son taux. Elle favorise les agriculteurs qui, après avoir exercé la profession agricole pendant cinq ans, ont besoin de crédit pour exploiter un petit domaine, comme fermiers, métayers ou propriétaires, et les agriculteurs qui, ayant par suite de calamités éprouvé des pertes résultant de sinistres non assurables, n'ont pu être dédommés par des secours suffisants de l'Etat. En effet, l'intérêt de taux a été fixé à 3 0/0 seulement.

Au 31 décembre 1933, 958 millions de prêts à moyen terme étaient en cours. 1.800 millions ont été prêtés depuis 1920.

La troisième et la dernière opération des prêts est le prêt à long terme. Il s'agit de prêt à un sociétaire ordinaire ou à un pensionné militaire ou à une victime civile de la guerre.

Au 31 décembre 1933, 28.400 prêts étaient en cours pour une somme totale de 473 millions.

Pour les prêts à long terme, la loi du 5 août 1920 exige en garantie une inscription hypothécaire ou un contrat d'assurance en cas de décès. La durée de remboursement peut atteindre vingt-cinq ans au lieu de quinze ans. Cependant, il ne faut pas que l'âge de l'emprunteur à la date du dernier amortissement dépasse 65 ans. Quant au taux d'intérêt, il est fixé par décret; il doit toujours être inférieur de 1,5 0/0 au taux d'escompte de la Banque de France, sans pouvoir descendre au-dessous de 3 0/0. Certains emprunteurs peuvent bénéficier de réduction d'intérêt. L'objet des prêts à long terme est pour

faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation ou la reconstitution de petites exploitations rurales. Ils donnent aux travailleurs agricoles la possibilité de devenir propriétaires d'un petit domaine dans une bonne condition financière. Au 31 décembre 1933, il avait été accordé 69.700 prêts pour 1.140 millions, dont 367 millions avaient été remboursés. En faveur des améliorations du logement des travailleurs agricoles, au 31 décembre 1933, 72 prêts pour 2.232.000 francs avaient été consentis. Aux petits artisans ruraux pour frais de première installation, au 31 décembre 1933, 1.069 prêts pour 9 millions avaient été consentis.

La loi du 29 décembre 1906 donne la facilité aux coopératives agricoles et aux petits agriculteurs de bénéficier des avantages de la grande culture.

L'article 22 de la loi du 5 août 1920 énumère les institutions qui peuvent bénéficier du crédit à long terme. Les coopératives doivent être membres de la caisse locale de crédit agricole, mais pour les prêts locaux, ils sont effectués directement par la Caisse Nationale de Crédit Agricole, dont le mandataire est la Caisse régionale de crédit agricole. Le taux est de 2 à 3 0/0.

Après la guerre, il y eut beaucoup de terres abandonnées en France. Les lois des 7 avril 1917 et 4 mai 1918 mirent 112 millions à la disposition du crédit agricole pour cultiver la terre. La loi du 8 décembre 1922 a autorisé la Caisse Nationale du Crédit Agricole à consentir des avances spéciales aux départements pour leur faciliter ces opérations.

Sur 7.000 sociétés coopératives agricoles existantes en France, 2.600 environ ont emprunté 540 millions au crédit agricole, dont 192 millions ont été remboursés (18).

Pour contracter un emprunt soit à court terme, soit à moyen terme, soit à long terme, l'agriculteur doit toujours faire partie d'une caisse locale qui sert d'intermédiaire entre le particulier

---

(18) J. Q. Annexe 11 avril 1937.

emprunteur et la caisse régionale pour les prêts à long terme et à moyen terme.

Certains syndicats ont créé à côté d'eux, pour les communes où n'existent pas de caisses locales intermédiaires, et où des agriculteurs pourraient avoir besoin de crédit, une **caisse locale intercommunale** permettant à leurs membres éparpillés dans tout un département de faire partie d'une caisse locale et de pouvoir en retirer tous les bénéfices.

Toutes ces diverses sociétés coopératives peuvent participer depuis 1906 aux prêts à long terme accordés par l'Etat, grâce aux redevances annuelles de la Banque de France, pourvu que leurs statuts soient conformes aux dispositions exigées par la loi. Les garanties peuvent être hypothécaires ou non, mais il est toujours exigé un engagement solidaire de remboursement spécialement souscrit par des membres de la société qui doivent recevoir le prêt.

Les Caisses de crédit agricole et les sociétés coopératives qui ont fait appel au concours financier de l'Etat, les sociétés de réseaux électriques ruraux son sujettes au contrôle de l'inspection générale des associations agricoles et de l'inspection de l'Office Nationale du Crédit Agricole.

## 2° LA SITUATION ACTUELLE DU CREDIT AGRICOLE

### *Caisse Nationale de Crédit Agricole (19).*

Pendant l'année 1935, les prêts consentis comme il est indiqué dans le tableau ci-après ont atteint un total de 14 millions 662.100 francs.

---

(19) Les chiffres sur les opérations aites par Caisse Nationale de Crédit Agricole, on peut voir J. O. Ann. 26 novembre 1936.

*Années*

|                 |             |
|-----------------|-------------|
| 1924-1925 ..... | 39.665.385  |
| 1926 .....      | 55.512.341  |
| 1927 .....      | 48.062.900  |
| 1928 .....      | 59.549.850  |
| 1929 .....      | 77.329.430  |
| 1930 .....      | 127.194.670 |
| 1931 .....      | 37.462.350  |
| 1932 .....      | 23.958.300  |
| 1933 .....      | 31.032.700  |
| 1934 .....      | 19.762.000  |
| 1935 .....      | 14.662.100  |

---

|             |             |
|-------------|-------------|
| Total ..... | 534.192.026 |
|-------------|-------------|

L'article 82 de la loi du 24 décembre 1934 portant fixation du budget général de l'exercice 1935 a, en exécution de l'article 4 de la loi du 2 août 1923, fixé à 50 millions de francs, pour l'exercice 1935, le crédit dans la limite duquel le **Ministre des Finances** est autorisé à se procurer des avances auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour les mettre ensuite à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Ainsi, par arrêté en date du 14 janvier 1935, le Ministre des Finances a fixé à 2,50 0/0 le taux d'intérêt des prêts consentis en 1935 et à 2,25 0/0 le taux corrélatif applicable aux avances de l'Etat à la Caisse Nationale de Crédit Agricole pendant la même année.

Pendant l'année 1935, il a été accordé vingt et un prêts s'élevant au total à 16.193.100 francs pour faciliter l'établissement de réseaux ruraux de distribution d'énergie électrique desservant 38 nouvelles communes rurales et 37.468 habitants.

Cependant, comme des réductions ont été apportées à sept prêts accordés antérieurement au 31 décembre 1934, le total

des prêts nouveaux en 1935 s'est trouvé ramené à 14.662.100 francs.

L'ensemble des prêts consentis depuis le vote de la loi du 2 août 1923, qui atteignent 534.192.026 francs, a permis l'installation de réseaux de distribution d'électricité dans 1.176 communes comprenant une population desservie de 3.751.575 habitants.

En ajoutant à cette somme le montant des soixante avances à long terme qui avaient été accordées à des collectivités d'électrification rurale sous le régime de la loi du 5 août 1920, on voit que le total des prêts consentis par la Caisse Nationale de Crédit Agricole pour faciliter la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes égale 561.300.876 francs au 31 décembre 1935.

Le montant des prêts accordés par la Caisse Nationale de Crédit Agricole a été mis à la disposition des collectivités bénéficiaires dans les conditions prévues par l'article 21 du décret du 13 décembre 1923. Au 31 décembre 1935 les versements effectués ayant été de 506.091.266 francs il restait à mandater une somme de 28.100.800 francs.

A cette même date, les remboursements effectués sur les prêts réalisés atteignaient 64.991.600 fr. 95 et les prêts en cours s'élevaient ainsi à 441.099.565 fr. 05.

Le montant total des avances pouvant être consenties par l'Etat à la Caisse Nationale de Crédit Agricole en vue de faciliter la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes a été fixé par l'article 4 de la loi du 2 août 1923 à 600 millions de francs. Sur ce crédit, une somme de 44 millions 652.124 francs seulement reste disponible, et ne paraît pas suffisante, pour que la Caisse Nationale de Crédit Agricole ait la possibilité de donner l'aide qui serait encore nécessaire pour permettre l'extension des réseaux actuels aux écarts susceptibles d'être desservis dans des conditions économiques acceptables.

En vue de pouvoir satisfaire les demandes, importantes et justifiées dont la Caisse Nationale de Crédit Agricole est déjà

saisie et de celles qui parviendront encore, il paraît indispensable qu'un crédit supplémentaire soit mis prochainement à sa disposition.

Voici le relevé des collectivités visées par l'article premier de la loi du 2 août 1923 ayant obtenu des prêts à la Caisse Nationale de Crédit Agricole depuis la promulgation de la loi du 2 août 1923 jusqu'au 31 décembre 1935 :

|                                                                           | Nombre de<br>collecti-<br>vités | Montant<br>des ressources<br>propres | Population<br>desservie | Prêts<br>accordés  |
|---------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|-------------------------|--------------------|
| Départements . . . . .                                                    | 9                               | 85.709.348,59                        | 90.123.1                | 90.707.500         |
| Syndicat de commu-<br>nes . . . . .                                       | 268                             | 333.004.894,04                       | 2.140.549               | 370.663.024        |
| Communes . . . . .                                                        | 557                             | 37.090.122,40                        | 258.576                 | 24.883.452         |
| Association syndicale                                                     |                                 |                                      |                         | 80.500             |
| Sociétés coopératives<br>et d'intérêt collectif<br>agricole d'électricité | 46                              | 65.263.148,50                        | 447.267                 | 47.857.550         |
|                                                                           | <u>901</u>                      | <u>521.162.014,53</u>                | <u>3.750.953</u>        | <u>534.192.026</u> |

### 3° CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE

A la fin de l'année 1935, 98 caisses régionales de Crédit agricole avaient obtenu des avances de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Au 31 décembre 1935, le nombre des Caisses locales affiliées aux Caisses régionales ayant reçu des avances de l'Etat était de 6.114 et le montant du capital social versé des Caisses locales de Crédit Agricole dépassait, à cette même année, 137 millions de francs, et celui de leurs réserves s'élevait à plus de 69 millions de francs.

Le tableau ci-après montre que le capital social versé et les réserves des Caisses régionales se sont développés régulièrement et d'une façon parallèle au cours de ces dernières années (20).

(20) et (21) J. O. Annexe 29 novembre 1936, p. 1387.

| <i>Années</i> | <i>Capital social versé</i> | <i>Réserves</i> |
|---------------|-----------------------------|-----------------|
| 1921 .....    | 31.884.587                  | 26.042.736      |
| 1922 .....    | 34.947.729                  | 29.953.960      |
| 1923 .....    | 39.593.264                  | 34.463.926      |
| 1924 .....    | 45.908.753                  | 39.946.056      |
| 1925 .....    | 53.588.997                  | 46.930.430      |
| 1926 .....    | 63.333.094                  | 55.937.523      |
| 1927 .....    | 77.554.505                  | 68.197.102      |
| 1928 .....    | 95.694.046                  | 85.141.092      |
| 1929 .....    | 117.715.816                 | 100.831.614     |
| 1930 .....    | 143.419.177                 | 124.884.808     |
| 1931 .....    | 167.576.569                 | 149.929.246     |
| 1932 .....    | 186.740.755                 | 177.694.534     |
| 1933 .....    | 199.559.283                 | 205.996.803     |
| 1934 .....    | 205.306.342                 | 233.128.535     |
| 1935 .....    | 209.342.348                 | 259.049.255     |

En application de l'article 14 de la loi du 5 août 1920, les Caisses de crédit agricole mutuel peuvent recevoir de toute personne des dépôts de fonds.

Le taux de l'intérêt des dépôts à vue effectués dans les Caisses de crédit agricole mutuel varie entre 1,50 et 3 0/0 et celui des dépôts à échéance entre 2,25 et 4 0/0.

Malgré la crise actuelle, leur montant s'est maintenu au cours de l'année 1935 avec une grande stabilité, les retraits de fonds n'ayant pas accusé d'accroissement sensible pendant cette période.

Le tableau ci-après fait ressortir l'importance du développement des dépôts de fonds au cours de ces dernières années.

On voit avec quelle rapidité s'accroissent les dépôts reçus par la Caisse Nationale. Une augmentation encore plus rapide est à prévoir du fait notamment de la circulaire récente du Garde des Sceaux, autorisant les notaires à confier leurs fonds disponibles aux Caisses régionales des crédits agricoles (21).

| <i>Années</i> | <i>Total des dépôts<br/>reçus dans l'année</i> | <i>Solde des dépôts</i> |
|---------------|------------------------------------------------|-------------------------|
| 1921 .....    | 151.000.000                                    | 33.000.000              |
| 1922 .....    | 168.000.000                                    | 47.000.000              |
| 1923 .....    | 233.000.000                                    | 57.000.000              |
| 1924 .....    | 298.000.000                                    | 83.000.000              |
| 1925 .....    | 467.000.000                                    | 155.000.000             |
| 1926 .....    | 748.000.000                                    | 269.000.000             |
| 1927 .....    | 1.181.000.000                                  | 440.000.000             |
| 1928 .....    | 1.785.000.000                                  | 633.500.000             |
| 1929 .....    | 2.341.000.000                                  | 795.500.000             |
| 1930 .....    | 2.623.800.000                                  | 999.400.000             |
| 1931 .....    | 3.561.700.000                                  | 1.245.200.000           |
| 1932 .....    | 3.822.600.000                                  | 1.257.600.000           |
| 1933 .....    | 4.112.200.000                                  | 1.241.300.000           |
| 1934 .....    | 4.545.900.000                                  | 1.141.500.000           |
| 1935 .....    | 4.429.600.000                                  | 1.064.100.000           |

L'examen des organes de crédit nous conduit à l'étude des différentes sortes de prêts qu'ils sont appelés à consentir. Leur classification est du reste bien arrêtée ; ils comprennent les prêts à court terme.

### I. — *Prêts à court terme.*

Les prêts à court terme sont accordés pour une durée qui ne doit pas dépasser celle de l'opération à laquelle ils s'appliquent, sans excéder un an.

Le montant des prêts à court terme en cours dans les Caisses locales de crédit agricole au 31 décembre 1934 était de 1.179.591.751 francs. Le montant des prêts à court terme nouveaux a été, en 1935, de 817.589.097 francs. Les remboursements sur prêts à court terme s'étaient élevés en 1935 à 990.745.831 francs.

D'autre part, le montant des effets à court terme escomptés par les caisses régionales de crédit agricole, en cours au 31 décembre 1934, était de 1.248.234.768 francs.

Et celui des effets à court terme nouveaux escomptés par elles en 1935, de 937.025.295 francs.

Les remboursements sur effets à court terme escomptés s'étant élevés en 1935, à 1.167.116.924 francs.

Si l'on ajoute aux effets nouveaux les renouvellements escomptés par les caisses régionales de crédit agricole pendant l'année 1935 on constate que l'ensemble des prêts à court terme s'est élevé au total de 2.632 millions de francs.

Le tableau suivant indique le montant des effets à court terme escomptés par les caisses régionales de crédit agricole et les remboursements effectués sur ces effets de 1899 à 1935 inclus (22) :

| Année               | Effets à court terme<br>nouveaux escomptés,<br>renouvellement non<br>compris | Remboursements<br>effectués au cours<br>de l'année |
|---------------------|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Antérieurement à la |                                                                              |                                                    |
| Caisse Nationale. . | 872.509.984                                                                  | 790.535.287                                        |
| 1921 .....          | 108.904.670                                                                  | 98.570.476                                         |
| 1922 .....          | 132.881.977                                                                  | 99.550.520                                         |
| 1923 .....          | 172.648.200                                                                  | 143.406.001                                        |
| 1924 .....          | 223.254.111                                                                  | 185.123.390                                        |
| 1925 .....          | 287.672.738                                                                  | 242.109.923                                        |
| 1926 .....          | 361.439.489                                                                  | 300.439.370                                        |
| 1927 .....          | 453.539.713                                                                  | 338.650.490                                        |
| 1928 .....          | 579.775.679                                                                  | 459.229.738                                        |
| 1929 .....          | 735.707.360                                                                  | 574.778.714                                        |
| 1930 .....          | 768.980.645                                                                  | 674.011.731                                        |
| 1931 .....          | 905.353.008                                                                  | 727.688.788                                        |
| 1932 .....          | 920.339.169                                                                  | 843.913.868                                        |
| 1933 .....          | 956.495.344                                                                  | 877.137.357                                        |
| 1934 .....          | 1.181.911.508                                                                | 1.058.032.974                                      |
| 1935 .....          | 937.025.295                                                                  | 1.167.116.924                                      |
| Totaux ...          | 8.725.928.906                                                                | 7.789.760.464                                      |

(22) J. O. Annexe 29 novembre 1936, p. 1388.

Comme la Caisse Nationale de Crédit Agricole les y a engagées, les Caisses régionales ont effectué la plus grande partie de leurs opérations à court terme presque uniquement avec leurs ressources propres (capital social, réserves), avec leurs dépôts de fonds et par les réescomptes de leur portefeuille, notamment à la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Le montant des avances pour prêts à court terme sur la dotation du crédit agricole à la date du 31 décembre 1935 était, en effet, seulement de 73.148.000 francs.

Le montant des effets et warrants réescomptés par les Caisses régionales de crédit agricole s'est élevé, pendant l'année 1936, à 641 millions de francs, dont 354 millions ont été réescomptés à la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Au 31 décembre 1935, le montant des effets réescomptés en cours était de 149 millions dont 94 millions dans le portefeuille de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

## II. — *Prêts à moyen terme.*

Les prêts à moyen terme ont un rôle social important à remplir en permettant à des travailleurs agricoles de se procurer le capital d'exploitation qui leur est nécessaire pour devenir fermiers ou pour exploiter une petite propriété.

La durée de remboursement des prêts à moyen terme, qui avait été fixée à dix années par la loi du 5 août 1920, a été portée à quinze années au maximum par le décret-loi du 28 septembre 1935.

La loi du 15 juillet 1928, la loi du 30 mars 1931 et la loi du 20 juillet 1932 ont, comme il est indiqué plus haut, facilité l'attribution de prêts à moyen terme en portant chacune ouverture d'un crédit de 500 millions. Ces crédits ne sont toutefois mis à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole que par tranches successives. Ceux qui ont été ouverts par les deux premières lois sont épuisés et les sommes accordées en application de la loi du 20 juillet 1932 atteignaient, au 31 décembre 1935, 254 millions de francs.

Sur les 114.798 prêts à moyen terme consentis depuis

l'origine de ce mode de crédit, le montant des prêts en cours au 31 décembre 1934 était de 838.505.185 francs. 4.945 prêts à moyen terme nouveaux ont été consentis en 1935, pour 60.612.347 francs. Les remboursements effectués en 1933 s'étaient élevés à 168.987.390 francs.

Le tableau ci-après indique le nombre et le montant des prêts à moyen terme consentis par les caisses de crédit agricole, et les remboursements effectués sur ces prêts jusqu'au 31 décembre 1935 inclus (23) :

| Années   | Prêts nouveaux<br>consentis au<br>cours de<br>l'année | Prêts en cours<br>au 1er janvier | Remboursements<br>effectués au<br>cours de<br>l'année |
|----------|-------------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------------|
| 1920.... | 3.295.960                                             | »                                | 261.824                                               |
| 1921.... | 4.782.403                                             | 3.034.136                        | 1.131.963                                             |
| 1922.... | 11.836.079                                            | 6.684.576                        | 3.738.965                                             |
| 1923.... | 20.346.402                                            | 14.781.690                       | 4.123.572                                             |
| 1924.... | 30.108.866                                            | 31.004.520                       | 7.919.660                                             |
| 1925.... | 49.229.671                                            | 53.193.726                       | 12.600.909                                            |
| 1926.... | 63.117.643                                            | 98.822.488                       | 20.830.123                                            |
| 1927.... | 87.687.443                                            | 132.110.008                      | 27.010.084                                            |
| 1928.... | 137.686.796                                           | 192.787.367                      | 49.606.792                                            |
| 1929.... | 262.244.575                                           | 280.867.371                      | 100.164.624                                           |
| 1930.... | 259.240.180                                           | 442.947.322                      | 98.309.133                                            |
| 1931.... | 363.959.471                                           | 603.878.369                      | 183.286.423                                           |
| 1932.... | 335.286.396                                           | 783.552.417                      | 160.115.199                                           |
| 1933.... | 173.827.935                                           | 958.723.614                      | 174.452.023                                           |
| 1934.... | 57.957.878                                            | 959.099.526                      | 177.262.219                                           |
| 1935.... | 60.612.347                                            | 838.505.185                      | 168.987.390                                           |

### III. — Prêts individuels à long terme.

Les prêts individuels à long terme ont pour but de faciliter l'accession à la petite propriété rurale. Les lois des 4 août 1929 et 22 juillet 1932 ont facilité les fonctionnements de ce mode de crédit en mettant chacune une somme de 250 millions à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Ces crédits ne sont toutefois mis à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole que par tranches successives. Ceux qui ont été ouverts par la première loi sont épuisés

(23) J. O. Annexe 29 novembre 1936, p. 1389.

et les sommes accordées en application de la loi du 22 juillet 1932 atteignaient, au 31 décembre 1935, 173 millions 614.000 francs.

a) *Prêts individuels à long terme ordinaires.* — Le montant des prêts individuels à long terme ordinaires en cours au 31 décembre 1934 était de 754.481.689 francs.

Le montant des prêts individuels à long terme ordinaires nouveaux consentis en 1936 a été de 49.120.900 francs. Les remboursements effectués en 1935 s'étant élevés à 76 millions 502.492 francs.

Le tableau suivant indique le montant des prêts individuels à long terme ordinaire consentis par les caisses de crédit agricole et les remboursements effectués sur ces prêts de 1910 à 1935 inclus (24) :

| Année    | Prêts consentis<br>au cours<br>de l'année | Prêts<br>en cours au<br>31 décembre | Remboursements<br>afférents à<br>l'année |
|----------|-------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------------|
| 1910-20  | 23.312.988                                | 14.611.812                          | 8.701.185                                |
| 1921.... | 15.512.485                                | 27.593.487                          | 2.530.782                                |
| 1922.... | 37.033.582                                | 60.854.750                          | 3.772.321                                |
| 1923.... | 44.452.903                                | 98.296.980                          | 7.010.672                                |
| 1924.... | 48.227.278                                | 135.304.475                         | 11.220.385                               |
| 1925.... | 45.270.387                                | 164.379.802                         | 16.195.057                               |
| 1926.... | 45.086.199                                | 189.024.595                         | 20.441.406                               |
| 1927.... | 61.460.899                                | 228.467.022                         | 28.018.471                               |
| 1928.... | 49.020.994                                | 250.910.911                         | 26.577.105                               |
| 1929.... | 128.026.962                               | 344.981.896                         | 34.045.976                               |
| 1930.... | 168.375.806                               | 472.680.663                         | 40.587.039                               |
| 1931.... | 182.077.981                               | 605.358.432                         | 49.400.211                               |
| 1932.... | 170.977.933                               | 712.612.694                         | 63.725.671                               |
| 1933.... | 121.167.748                               | 764.129.985                         | 69.650.457                               |
| 1934.... | 65.470.106                                | 754.481.689                         | 75.118.401                               |
| 1935.... | 49.120.900                                | 727.100.097                         | 76.502.492                               |
|          | <hr/> 1.231.282.736                       |                                     | <hr/> 518.794.446                        |

b) *Prêts individuels à long terme spéciaux.* — Les prêts individuels à long terme spéciaux sont en faveur des pensionnés militaires et des victimes civiles de la guerre.

Le montant des prêts individuels à long terme spéciaux en cours au 31 décembre 1934 était de 315.845.918 francs. Le montant des prêts individuels à long terme spéciaux consentis en 1935 a été de 17.176.744 francs. Les remboursements effectués en 1935 s'étaient élevés à 32.718.269 francs.

Le tableau suivant indique le montant des prêts individuels à long terme spéciaux consentis par les Caisses de crédit agricole et les remboursements effectués sur ces prêts de 1918 à 1935 inclus (25) :

Les prêts à long terme ont été accordés soit pour l'acquisition de petites propriétés rurales, soit pour leur aménagement, leur transformation ou leur reconstitution. 81.492 prêts ont été accordés pour l'acquisition de petites exploitations rurales dont 64.103 l'ont été pour l'acquisition d'exploitations comprenant également une maison d'habitation. 25.201 prêts ont été accordés pour l'aménagement, la transformation ou la reconstitution de petites exploitations rurales, dont 19.547 l'ont été pour des propriétés comprenant également une maison d'habitation. Par ailleurs, 801 prêts ont été accordés pour l'amélioration d'habitations de travailleurs ruraux.

Depuis l'année 1920, date à laquelle les institutions de crédit agricole ont été autorisées à apporter leurs concours financiers aux artisans ruraux, jusqu'au 31 décembre 1935, soit en quinze ans le total des prêts qui leur ont été accordés par les caisses de crédit agricole a atteint environ 9.500, se montant près de 73 millions de francs.

Le tableau ci-après indique, par catégorie d'artisans ruraux, les prêts qui leur ont été consentis par les caisses de crédit agricole mutuel pendant 1935. (26)

---

(26) J. O. Annexe 29 novembre 1936, p. 1391.

| Catégorie d'artisan ruraux           | Total des prêts |                  |
|--------------------------------------|-----------------|------------------|
|                                      | Nombre          | Montant          |
| Maréchaux ferrants .....             | 128             | 700.850          |
| Forgerons .....                      | 62              | 309.800          |
| Charrons .....                       | 110             | 600.350          |
| Réparateurs de machines agricoles .. | 43              | 412.650          |
| Menuisiers .....                     | 41              | 277.850          |
| Charpentiers .....                   | 27              | 213.800          |
| Maçons .....                         | 30              | 134.800          |
| Couvreurs .....                      | 15              | 49.200           |
| Bourreliers .....                    | 35              | 193.950          |
| Savotiers .....                      | 19              | 126.500          |
| Tonneliers .....                     | 19              | 67.200           |
| Scieurs .....                        | 14              | 38.000           |
| Vanniers .....                       | 2               | 13.050           |
| Serruriers .....                     | 1               | 5.000            |
| <b>Totaux .....</b>                  | <b>546</b>      | <b>3.203.000</b> |

#### IV. — PRETS COLLECTIFS A LONG TERME

La loi du 3 août 1920 énumère à son article 22 les institutions qui peuvent être affiliées aux caisses de crédit agricole mutuel et bénéficier notamment des avances à long terme de la caisse nationale. Ce sont :

1°) Les sociétés coopératives constituées en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant la population, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles.

2°) Les sociétés coopératives d'achats en commun et d'approvisionnement.

3°) Les associations syndicales ayant un but exclusivement agricole.

4°) Les sociétés d'intérêt collectif agricole (sociétés coopératives d'électricité).

5°) Les chambres d'agriculture, les syndicats agricoles, les sociétés d'élevage etc...

Les opérations de crédit collectif ont continué, à se développer en 1935. Les agriculteurs reconnaissent toujours de plus en plus les bienfaits de l'association qui leur procure des avantages très appréciables pour la transformation ou pour l'achat des matières et de l'outillage qui leur sont nécessaires. L'association leur permet aussi d'effectuer en commun des opérations telles que le battage des céréales à des conditions plus avantageuses, ce qui contribue à l'abaissement des prix de revient.

Le montant des prêts collectifs à long terme en cours au 31 décembre 1934 était de 339.695.403 francs. Le montant des prêts collectifs à long terme nouveaux consentis en 1935 a été de 30.329.500 francs. Les remboursements effectués au titre de l'année 1935 ayant atteint 29.944.535 francs. Le solde des prêts collectifs à long terme accordés déduction faite des remboursements au 31 décembre 1935 était de 338.205.367 francs.

Le tableau suivant indique le montant des prêts collectifs à long terme consentis et les remboursements effectués sur ces prêts de 1906 à 1935 inclus.

| Année        | Prêts consentis<br>au cours de l'année | Prêts en cours<br>au 31 décembre | rembourse-<br>ments (27) |
|--------------|----------------------------------------|----------------------------------|--------------------------|
| 1906-1920 .. | 42.424.773                             | 29.210.804                       | 13.213.968               |
| 1921 ....    | 28.420.536                             | 50.984.712                       | 6.646.627                |
| 1922 ....    | 21.994.500                             | 68.132.325                       | 4.846.887                |
| 1923 ....    | 28.044.000                             | 89.221.997                       | 6.954.327                |
| 1924 ....    | 25.167.950                             | 108.469.032                      | 5.920.915                |
| 1925 ....    | 41.247.300                             | 141.522.957                      | 8.193.375                |
| 1926 ....    | 28.179.600                             | 159.961.532                      | 9.741.024                |
| 1927 ....    | 28.194.300                             | 173.259.366                      | 14.896.466               |
| 1928 ....    | 29.677.000                             | 187.961.119                      | 14.975.247               |
| 1929 ....    | 59.694.550                             | 229.972.200                      | 17.693.469               |
| 1930 ....    | 47.480.000                             | 258.989.691                      | 18.462.508               |

(27) J. O. Annexe, 29 novembre 1936, p. 1392.

|           |            |             |            |
|-----------|------------|-------------|------------|
| 1931 .... | 50.146.000 | 287.027.371 | 22.109.220 |
| 1932 .... | 58.305.400 | 320.268.006 | 25.062.764 |
| 1933 .... | 51.615.700 | 343.189.517 | 28.695.189 |
| 1934 .... | 29.312.578 | 339.695.403 | 32.806.691 |
| 1935 .... | 28.454.500 | 338.205.367 | 29.944.535 |

---

555.934.813

---

246.940.244

Le montant maximum des avances a consentir à la Caisse Nationale de crédit Agricole pendant l'année 1936, en application des lois des 20 et 22 juillet 1932 a été fixé par la loi de Finances du 31 décembre 1935 à 40 millions pour le crédit à long terme.

L'augmentation de la période d'amortissement des prêts à moyen terme et à long terme prévue par le décret-loi du 28 septembre 1935, ne pouvait être effectuée que si des ressources nouvelles étaient attribuées à la caisse Nationale de Crédit Agricole, pour une durée plus longue que celle des avances dont elle disposait jusque là. C'est dans ce but que le Parlement a voté la loi du 24 Mars 1936, relative à l'amortissement différé des prêts consentis par les Caisses de Crédit Agricoles.

Cette loi a stipulé que la durée d'amortissement des avances consenties à la Caisse Nationale de Crédit Agricole postérieurement à la date de promulgation du Décret-Loi du 28 septembre 1935 en application des lois des 20 et 22 juillet 1932, est fixée à quinze années pour le moyen terme et à trente années pour le long terme.

La loi du 24 mars 1936 a prévu d'autre part, des mesures analogues en ce qui concerne les prêts à court terme.

La date extrême du remboursement des avances d'un montant de 800 millions de francs, que le Ministre des Finances est autorisé à mettre à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, est aussi fixée par l'application de cette loi.

Malgré la crise que subit l'économie de la France et tout particulièrement l'agriculture, le fonctionnement des Institutions de Crédit et de Coopération Agricoles a fait des progrès.

Les emprunteurs ont fourni en 1935, comme les années précédentes, pour s'acquitter de leurs engagements, un effort d'autant plus méritoire que la baisse des prix, la mévente des produits agricoles, n'avaient fait que s'accroître. La gestion des administrateurs des caisses de Crédit Agricole a donc été prudente en général, puisque tout en apportant une aide précieuse aux agriculteurs, ils ont su sauvegarder les intérêts des Institutions qui leur étaient confiées.

Le crédit agricole joue, on le voit, un rôle de plus en plus important dans l'amélioration de la situation matérielle et morale des agriculteurs et dans le redressement économique de la France.

### 3. — QUELQUES EXEMPLES DE FONCTIONNEMENT DE CAISSES DE CREDIT AGRICOLE

Pour mieux connaître la situation actuelle du crédit agricole, prenons des exemples montrant le fonctionnement en France, de quelques-unes des principales caisses régionales et locales.

Ainsi dans le Doubs : La Caisse régionale de Crédit Agricole a été fondée en 1904 avec un capital de 160.000 francs.

En ce qui concerne les prêts à court terme, la Caisse a reçu 350.000 francs d'avances. Les effets, qu'elle a escomptés n'ont pas dépassé, de 1904 à 1925, un chiffre moyen annuel de 500.000 francs, pour s'élever à 960.000 francs en 1926, et ensuite jusqu'en 1928 à 1.560.000 francs.

Les prêts à moyen terme n'ont pas été pratiqués jusqu'en 1928. Les avances reçues et employées pour prêts à long terme, de 1904 à 1928, soit en 24 années, se totalisent ainsi :

Pour prêts individuels à long terme ordinaires, 1.010 mille francs ; spéciaux 375.000 francs.

Pour prêts à des collectivités 1.905.000 francs. Son capital était encore, en 1927, de 193.400 francs.

Les résultats comparatifs progressivement obtenus on été les suivants : (28)

| Année                         | 1928          | 1932          |
|-------------------------------|---------------|---------------|
| Prêts à court terme . . . . . | 1.684.592 fr. | 4.006.650 fr. |
| Prêts à moyen terme ...       | 100.000 fr.   | 1.220.000 fr. |
| Prêts à long terme . . . . .  | 200.000 fr.   | 1.700.000 fr. |
| Prêts à long terme spéciaux   | 150.000 fr.   | 350.000 fr.   |
| Prêts aux collectivités ..    | 350.000 fr.   | 350.000 fr.   |

Ces chiffres prouvent les progrès d'années en années du crédit agricole du Doubs.

2° Salins (Jura) : En 1933, il y a 63 caisses de crédit agricole mutuel et 3.273 membres à Salins faisant partie de l'union des syndicats agricoles et des caisses rurales du Doubs. Voici la citation au hasard des dates de création de quelques caisses :

En 1894 : Arc-et-Senans, Athore, Lantenne, Vertière.

En 1895 : Damprichard, Frasne, Belleherbe.

En 1896 : Flangebouche, Passonfontaine.

En 1897 : Fuans, Orchamps-Vennes.

Les créations se sont poursuivies jusqu'à 1914, avec régularité. Elles ont été reprises après la guerre :

En 1922, les Fontenelles ;

En 1926, Cour-Saint-Maurice ;

En 1928, Monthebon ;

En 1929, Les Fourgues, La Grand'Combe.

Selon les lois de 1894 et de 1899 et du 5 août 1920, les caisses rurales de l'Union du Doubs sont inspectées annuellement, et maintenant par les inspecteurs de la caisse régionale

---

(28) Compte rendu du 21<sup>e</sup> Congrès National de la Mutualité et de la Coopération. Rapport de M. Bonnefoy.

de Bourgogne et de Franche-Comté. La caisse régionale de Bourgogne et Franche-Comté était par ailleurs soumise aux inspections des inspecteurs de la Caisse Nationale de Crédit Agricole et des inspecteurs des Finances.

*Prêts à court terme, à moyen terme ordinaire ou spéciaux, à long terme ordinaire à 3 0/0, à long terme spécial pour pensionnés militaires à 1 0/0.*

Le taux des prêts à court terme est de 4 à 5 0/0. Le montant des dépôts dans les Caisses rurales dépendant de l'Union du Doubs était, au 31 décembre 1932, de 20.384.555 francs. A la même date le montant des prêts à court terme s'élevait à 18.483.914 francs. Toujours au 31 décembre 1932, les comptes de prêts à moyen terme s'élevaient à 2.605.450 frs, les comptes de prêts à long terme à 5.270.607 francs et les comptes de prêts à pensionnés militaires à 964.460 francs.

Au total, pour les prêts avec avances de l'Etat, la Caisse Nationale a avancé aux diverses caisses rurales du Doubs 8 millions 840.517 francs. Ces prêts sont tous solidement garantis, le plus grand nombre par hypothèque de premier rang ou par des cautions très solvables. Il est à noter qu'au 31 décembre 1932 les 3.273 ressortissants des Caisses rurales du Doubs avaient déposés 20.500.000 francs environ. Le montant des prêts à court terme était de 185.000.000 francs et, comparativement, l'aide de l'Etat était de 9.000.000 de francs à peine (29).

### 3. — BOUCHES-DU-RHONE

La création de la Caisse régionale de crédit agricole des Bouches-du-Rhône remonte au 30 avril 1910. Cette date marque un résultat heureux après plusieurs tentatives infructueuses. Son capital social, souscrit par 41 membres, était de 110.000 francs. Les opérations commencèrent aussitôt. En

---

(29) La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Salins (Communication de M. Lance).

1910, la Caisse régionale escompte 286.532 francs. Elle avait, au 31 décembre 1910, un solde dépôts à vue de 10.922 fr. 10 et le compte Pertes et Profits se solde par 1.340 fr. 16. Plus tard, en 1923, en accord avec la Caisse Nationale de crédit agricole, fut décidé l'absorption, par Arles, de la Caisse régionale aixoise, dans le but de centraliser à Arles les opérations de crédit agricole du département. Les caisses locales qui s'affilièrent à Arles, en 1910, étaient au nombre de sept, et en 1932 elles étaient quatre-vingt-quatre. Le capital social de 110.000 francs à la création, en 1910, s'élève à 140.000 francs en 1914.

Depuis 1923 on a réalisé des prêts dont le montant en cours ressort qu'il s'élève à 33.000 francs en 1923 et à 10 millions 011.029 francs 61 en 1931. Et la progression des prêts à long terme est annoncée chaque année (30) :

| Années     | Long terme<br>ordinaire | Long terme<br>spécial | Long terme<br>collectif |
|------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|
| 1921 ..... | 291.810 35              | 56.824 40             | 185.125                 |
| 1931 ..... | 4.780.142 70            | 2.140.686 45          | 1.440.207.391           |

La situation difficile dans laquelle vont se trouver les institutions de crédit agricole par suite d'insuffisance des fonds mis à leur disposition par la loi de finances pour les prêts à moyen et à long terme, fonds déjà absorbés, exige des mesures adéquates. Il faudra leur procurer d'urgence les ressources qui leur sont absolument nécessaires pour fonctionner normalement. Il faut que le Gouvernement recherche immédiatement de nouveaux moyens de se procurer ces ressources au taux prévu par les lois des 20 et 22 juillet 1932.

Lorsque le projet de loi de finances de 1933 est venu récemment devant le Sénat, deux articles fixaient le montant des avances susceptibles d'être consenties par la Caisse des Dépôts

---

(30) Historique de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel des Bouches-du-Rhône, par M. Mistral, 1932.

et Consignations pour le Crédit agricole à long terme et à moyen terme. Les chiffres prévus étaient de 40 millions pour le long terme et de 60 millions pour les moyens termes. Or cette somme de 60 millions ne correspondait même pas au total des crédits déjà accordé par les lois de douzièmes provisoires, atteignant 64 millions. La Caisse Nationale de crédit agricole avait d'ailleurs déjà utilisé ces 65 millions.

Le crédit agricole tel qu'il est organisé actuellement est unitaire en ce sens qu'il existe, dans tous les départements, des caisses régionales et des caisses locales de crédit, toutes conçues sur le même modèle et avec des statuts semblables. Les caisses reçoivent les avances d'un organisme central officiel (Caisse Nationale de crédit agricole), qui peut donner des directives et les conseils utiles à toutes les sociétés agricoles. Le but poursuivi est unique. C'est l'augmentation et l'amélioration de la production agricole. Le crédit agricole s'adresse en effet indistinctement à tous les agriculteurs, aux grands comme aux petits, puisque à chacun il offre des formes de crédit différentes suivant ses besoins.

#### 4. — LES RESSOURCES DU CREDIT AGRICOLE

Le Crédit agricole dispose d'une dotation d'avance octroyée par le Parlement. Il peut aussi emprunter, escompter et recevoir des dépôts de fonds.

##### 1° *La dotation du Crédit Agricole.*

La dotation affectée au Crédit agricole par la loi du 31 mars 1899 est constituée par une avance remboursable de la Banque de France de 40 millions. La loi du 19 décembre 1926 stipule que les sommes portées à un compte spécial du Trésor seront attribuées pour les cinq sixièmes à la Caisse Nationale de crédit agricole. Cette somme est donc essentiellement variable, puisque les redevances sont fixées d'après le chiffre d'affaires de la Banque de France. La redevance pour le deuxième semestre 1932 s'est élevée à 23 millions, celle du premier semestre 1933 à 20 millions. Au 31 décembre

1933, 1.266 millions avaient été remis à la Caisse Nationale de crédit agricole. La Caisse Nationale de crédit agricole peut recevoir des dons et legs, par exemple, au début de l'année 1935 un riche Vendéen a remis 200 millions à la Caisse Nationale de crédit agricole pour la constitution de petites exploitations paysannes.

Au 31 décembre 1933, la dotation du crédit agricole s'élevait à 1.398 millions. Cette dotation est répartie entre les différentes formes de prêts par décret, la majeure partie est attribuée au crédit individuel à long terme.

### *2° Avances de l'Etat.*

Pour les prêts à court terme, sur un chiffre d'affaires de 1.150 millions, 65 millions seulement de la dotation leur ont été affectés.

Pour les prêts à moyen terme, le Parlement a mis à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit agricole, par les lois des 15 juillet 1928, 30 mars 1931 et 20 juillet 1932, trois avances de 500 millions chacune. Avec leurs réserves propres, les Caisses régionales de crédit agricole ont consenti 158 millions de prêts à moyen terme.

Pour les prêts à long terme, les 250 millions accordés par la loi du 4 août 1929 ont été épuisés ; un nouveau crédit de 250 millions a été consenti par la loi du 22 juillet 1932 ; la loi du 18 avril 1935 accorde 50 millions sur ce crédit.

### *3° Emprunts.*

Dans la loi du 5 août 1920, il est noté : « Les Caisses régionales de Crédit agricole mutuel peuvent contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leur fonds de roulement » (31). Un emprunt remboursable par annuités est toujours une opération délicate, et le taux de l'argent serait trop élevé, aussi les Caisses régionales de crédit agricole n'ont-elles pas fait appel aux emprunts.

#### 4° Dépôts.

Il est écrit également dans la loi du 5 août 1920 que « les Caisses de crédit agricole mutuel peuvent recevoir de toute personne des dépôts en compte courant, avec ou sans intérêt, et tout dépôt de titres » (32).

Un décret du 4 avr il 1929 prévoit la fixation périodique du taux servi aux déposants, par arrêté des Ministres de l'Agriculture et des Finances. On a limité ce taux à 3,50 0/0. Le taux d'intérêt des dépôts à vue effectués dans les Caisses régionales de crédit agricole varie entre 2 et 2,50 0/0, celui des dépôts à échéance entre 2,50 % et 3,50 %. Les dépôts se sont développés de façon constante. Au 1er janvier 1932, le solde créditeur atteignait 1.258 millions ; 2.885 millions furent déposés au cours de l'année 1933 et les retraits atteignirent 2.871 millions.

La Caisse Nationale de Crédit agricole peut recevoir des dépôts de toutes personnes, mais en général, elle reçoit les excédents des caisses régionales de crédit agricole. Au 31 décembre 1933, elle gérait 402 millions de dépôts.

Voici pour en terminer l'étude du crédit agricole officiel quelques exemples de l'état actuel des dépôts dans des caisses régionales de crédit agricole (33). La caisse régionale de crédit agricole de Vaucluse possédait 125 millions de dépôts, celle du Loir-et-Cher en détenait 128. La caisse régionale de crédit agricole du Morbihan a accordé 93 millions de prêts à long terme, celle du Finistère 67.

En 1933, la caisse régionale de crédit agricole de l'Eure-et-Loir a réescompté 200 millions d'effets et possédait au 31 décembre un portefeuille de 72 millions.

La caisse régionale de crédit agricole de l'Île-de-France avait, au 31 décembre 1933, un capital supérieur à 7 millions, 34 millions de dépôts et avait prêté 28 millions à court terme.

---

(31) et (32) Texte de la loi du 5 août 1920.

(33) Maurice Grécy : Le Crédit Agricole en France 1935, p. 41.

## 5. — LES UNIONS DE COOPERATIVES AGRICOLES ET LE CREDIT AGRICOLE

Les unions de coopératives ont besoin de prêts à court terme pour les aider à constituer leur fonds de roulement et de prêts à long terme pour couvrir le montant des immobilisations et des frais d'organisations administrative et commerciale. Enfin les unions ont besoin aussi de prêts à moyen terme pour couvrir les dépenses complémentaires d'installation qui ne sont pas susceptibles d'être incorporées dans les frais généraux d'un exercice.

Etant donné que les ressources du crédit agricole sont déjà insuffisantes pour faire face aux besoins actuels, il est évident qu'une dotation nouvelle devra être mise à la disposition de la Caisse Nationale de crédit agricole, en ce qui concerne le crédit à moyen ou à long terme aux unions de coopératives. Le crédit agricole est, à l'heure actuelle, tenté de prêter aux coopératives adhérentes aux unions, plutôt qu'aux unions elles-mêmes.

Pour inciter le crédit agricole à consentir des crédits directs aux Unions de coopératives, il y aurait lieu de pourvoir à la constitution d'un fonds de garantie, que l'on pourrait alimenter au moyen d'un prélèvement sur les opérations des Unions de Coopératives ayant reçu des avances. C'est en raison de ces diverses considérations que la Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération Agricole avait préparé, il y a quelques années déjà, un projet de loi visant plus spécialement les meuneries, boulangeries coopératives. Ce projet avait d'ailleurs été soumis aux grandes associations agricoles et aux coopératives de consommation et il avait obtenu leur assentiment.

Il faut tout d'abord que nous considérions l'importance du rôle qu'ont à jouer les Unions de coopératives pour faciliter l'écoulement des produits agricoles. Puisque nous considérons aussi que les unions de coopératives ne pourront prendre un

large essor que le jour où des mesures auront été prises pour organiser leur financement par l'intermédiaire du Crédit Agricole Mutuel. C'est, en effet, nécessaire pour fixer le statut juridique des Unions des coopératives agricoles. Il faut qu'une dotation spéciale soit mise à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, pour lui permettre de pourvoir aux besoins des coopératives, et qu'un premier fonds soit créé pour garantir les prêts consentis aux Unions de Coopératives.

---

## CHAPITRE IV

### COOPERATIVES AGRICOLES DE PRODUCTION ET DE VENTE

#### *PARTIE I*

Les petits cultivateurs groupés en coopératives offrent leurs produits en plus grande quantité ; ils peuvent rechercher des débouchés nouveaux, et entrer en relation avec des acheteurs plus nombreux et plus importants. Ils obtiennent aussi des prix plus rémunérateurs et peuvent même traiter directement avec les consommateurs associés eux-mêmes en coopératives.

Les coopératives ont fait en même temps réaliser de remarquables progrès techniques en ce qui concerne la transformation des produits agricoles. Elles ont enfin contribué à la création de richesses nouvelles provenant de l'agriculture en traitant des sous-produits qui étaient autrefois inutilisés ou mal utilisés. Le séchage de la caséine par les laiteries et caséineries coopératives, et l'extraction de l'huile de pépins de raisins par les distilleries coopératives, en sont des exemples probants.

En France, parmi les sociétés coopératives agricoles qui sont particulièrement développées, on peut citer les coopératives de battage. Dans le domaine de l'outillage agricole, les coopératives ont une œuvre considérable à accomplir pour permettre aux agriculteurs d'utiliser les instruments perfectionnés.

Il existe quelques coopératives de production de semences, notamment dans la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise, le Pas-de-Calais.

L'utilisation de l'électricité à la campagne a exercé une influence sensible sur la transformation des procédés jusqu'alors employés et a beaucoup amélioré les conditions d'existence des travailleurs agricoles. Dans ce domaine aussi, les sociétés coopératives et plus spécialement les sociétés d'intérêt collectif

agricole rendent de grands services. En France une cinquantaine de sociétés de ce genre ont été constituées, qui desservent 1.200 communes rurales peuplées de près de 350.000 habitants.

Les coopératives de vente proprement dites cherchent à écouler dans les meilleures conditions les produits provenant des récoltes de leurs adhérents. Citons les coopératives bretonnes qui vendent les pommes de terre, les choux-fleurs, les oignons, les artichauts, les fraises, etc., les coopératives de ramassage et de vente des œufs du Poitou, etc...

Les laiteries coopératives des Charentes et du Poitou réunissent aujourd'hui 80.000 familles possédant un cheptel de 234.000 vaches, qui fournissent actuellement 415 millions de litres de lait et 19 millions de kilogrammes de beurre. La vente du beurre et de la caséine assure aux coopérateurs une juste rémunération et aux consommateurs des produits de choix universellement appréciés.

Dans la Franche-Comté, la Savoie, le Jura, les coopératives fruitières (on peut en compter plus de 1.500 en plein fonctionnement) permettent d'utiliser aux meilleures conditions de grandes quantités de lait. Elles transforment 400 millions de litres de lait en beurre et en fromage.

Les viticulteurs, de leur côté, recherchent dans les caves coopératives les moyens d'atténuer les crises viticoles. On compte à l'heure actuelle 450 caves coopératives dans la métropole et une centaine en Algérie. Près de 50.000 petits viticulteurs, groupés dans leurs associations, fabriquent et vendent annuellement en commun 4 millions d'hectolitres de vin. Les oléiculteurs s'associent à leur tour pour la fabrication d'huile d'olive dans les pressoirs coopératifs, ainsi que les producteurs de résine pour la distillation et la vente en commun de gomme, et les cultivateurs de betteraves traitent en commun leurs récoltes.

Il n'existe que quelques exemples de magasins à blé coopératifs en Alsace et dans l'Aude; par contre, de nombreux docks ont été créés et leur fonctionnement est satisfaisant. Dans

certain **des départements**, notamment à Condom (Gers), on a créé aussi **des meuneries coopératives**. Mais ces organisations exigent **des locaux assez vastes et coûteux à construire**. Et c'est une **des principales raisons** pour lesquelles elles sont jusqu'ici en **nombre restreint**.

On peut citer encore l'exemple de simples ouvriers jardiniers qui, dans la région de Paris, se sont groupés en **coopératives pour exploiter le sol acquis en commun** et sont ainsi arrivés à **des résultats intéressants**.

## LES COOPERATIVES LAITIÈRES

La France tient dans le monde la troisième place de la production laitière, après les Etats-Unis et l'Allemagne. **2 millions et 500 mille familles françaises tirent leur principal revenu de 8 millions de vaches laitières en 1936, 160 millions d'hectolitres de lait, d'une valeur de 10 milliards de francs, 2 millions et demi de quintaux de beurre (34).**

M. Queuille, ancien Ministre de l'Agriculture, a écrit dans la préface d'un document très instructif : « La France Laitière », publié en 1934 par l'Office National de Propagande du Lait, avec le concours du Comité National de l'Élevage :

« Dans le cycle des diverses productions agricoles, celle du lait est au premier rang, représentant pour le paysan français un rapport annuel supérieur à 12 milliards de francs.

« On peut dire que toute la France, à l'exception de 3 ou 4 départements, se consacre à la production laitière, que toutes les fermes ont leur vache et que la production du lait est une exploitation essentiellement familiale, constituant la plupart du temps l'occupation principale de la fermière... Plus de 1 million 530.000 foyers ruraux sont occupés chaque jour par la traite et l'entretien des vaches. »

En effet, la production laitière est particulièrement impor-

---

(34) Document ud « Central Rural » de l'Exposition 1937 à Paris.

tante en France, et la laiterie coopérative joue un rôle remarquable depuis cinquante années.

La laiterie coopérative française est issue tout entière du mouvement d'organisation agricole, qui commença en 1884 avec la loi sur les syndicats. La première laiterie coopérative des Charentes date de 1887 ; la première laiterie coopérative du bassin parisien date de 1920.

A Paris, à l'heure actuelle, la consommation du lait atteint chaque jour 1.100.000 de litres environ, dont 50.000 litres sont fournis par des fermiers et 1.050.000 litres par des sociétés laitières industrielles et coopératives.

## IMPORTANCE PAR DEPARTEMENT DU MOUVEMENT COOPERATIF LAITIER

(Statistique dressée par la Fédération Nationale  
des Coopératives Laitières, 1933.)

| <i>Départements</i>           | <i>Production<br/>laitière</i> | <i>Nombre de<br/>Coopératives</i> |
|-------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| <b>Ain</b> .....              | 2.263.800                      | 111                               |
| <b>Aisne</b> .....            | 2.805.000                      | 2                                 |
| <b>Allier</b> .....           | 2.805.000                      | 2                                 |
| <b>Basses-Alpes</b> .....     | 751.241                        | 1                                 |
| <b>Hautes-Alpes</b> .....     | 265.750                        | —                                 |
| <b>Alpes-Maritimes</b> .....  | 244.695                        | 5                                 |
| <b>Ardèche</b> .....          | 577.500                        | 1                                 |
| <b>Ardennes</b> .....         | 1.732.500                      | 6                                 |
| <b>Ariège</b> ..              | 429.000                        | 1                                 |
| <b>Aube</b> .....             | 1.214.400                      | 4                                 |
| <b>Aude</b> .....             | 98.785                         | —                                 |
| <b>Aveyron</b> .....          | 589.700                        | 4                                 |
| <b>Bouches-du-Rhône</b> ..... | 451.192                        | —                                 |
| <b>Calvados</b> .....         | 4.776.750                      | 3                                 |
| <b>Cantal</b> .....           | 3.682.734                      | 25                                |
| <b>Charente</b> .....         | 6.270.000                      | 6                                 |

| <i>Départements</i>       | <i>Production<br/>laitière</i> | <i>Nombre de<br/>Coopératives</i> |
|---------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| Charente-Inférieure ..... | 3.135.000                      | 55                                |
| Cher .....                | 908.500                        | —                                 |
| Corrèze .....             | 858.000                        | —                                 |
| Corse .....               | 320.000                        | —                                 |
| Côte-d'Or .....           | 1.056.000                      | 12                                |
| Côtes-du-Nord .....       | 6.365.700                      | —                                 |
| Creuse .....              | 1.848.000                      | —                                 |
| Dordogne .....            | 1.237.500                      | 3                                 |
| Doubs .....               | 1.778.700                      | 148                               |
| Drôme .....               | 426.525                        | 4                                 |
| Eure .....                | 1.893.375                      | 3                                 |
| Eure-et-Loir .....        | 2.798.400                      | 4                                 |
| Finistère .....           | 3.036.000                      | 1                                 |
| Gard .....                | 120.450                        | —                                 |
| Haute-Garonne .....       | 308.269                        | 2                                 |
| Gers .....                | 175.956                        | 1                                 |
| Gironde .....             | 1.108.800                      | 7                                 |
| Hérault .....             | 160.050                        | —                                 |
| Ille-et-Vilaine .....     | 7.296.300                      | —                                 |
| Indre-et-Loire .....      | 2.214.300                      | 21                                |
| Indre .....               | 882.750                        | 1                                 |
| Isère .....               | 2.326.500                      | 10                                |
| Jura .....                | 2.310.000                      | 420                               |
| Landes .....              | 808.500                        | 1                                 |
| Loir-et-Cher .....        | 1.237.500                      | 1                                 |
| Loire .....               | 1.608.750                      | 1                                 |
| Haute-Loire .....         | 2.060.025                      | 4                                 |
| Loire-Inférieure .....    | 1.887.600                      | 4                                 |
| Loiret .....              | 1.831.500                      | 8                                 |
| Lot .....                 | 82.500                         | 1                                 |
| Lot-et-Garonne .....      | 280.500                        | 3                                 |
| Lozère .....              | 577.500                        | —                                 |

| <i>Départements</i>         | <i>Production<br/>laitière</i> | <i>Nombre de<br/>Coopératives</i> |
|-----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| Maine-et-Loire .....        | 2.001.450                      | 6                                 |
| Manche .....                | 5.940.000                      | 12                                |
| Marne .....                 | 1.350.327                      | 2                                 |
| Haute-Marne .....           | 1.117.050                      | 36                                |
| Mayenne .....               | 1.947.000                      | —                                 |
| Meurthe-et-Moselle .....    | 1.650.000                      | 1                                 |
| Meuse .....                 | 1.578.340                      | 3                                 |
| Morbihan .....              | 2.952.345                      | —                                 |
| Moselle .....               | 3.712.500                      | 4                                 |
| Nièvre .....                | 660.000                        | —                                 |
| Nord .....                  | 6.105.000                      | 2                                 |
| Oise .....                  | 1.716.000                      | 3                                 |
| Orne .....                  | 2.546.676                      | 1                                 |
| Pas-de-Calais .....         | 3.052.500                      | 1                                 |
| Puy-de-Dôme .....           | 2.234.430                      | 8                                 |
| Basses-Pyrénées .....       | 1.155.000                      | —                                 |
| Hautes-Pyrénées .....       | 231.000                        | —                                 |
| Pyrénées-Orientales .....   | 82.500                         | —                                 |
| Bas-Rhin .....              | 3.875.025                      | —                                 |
| Haut-Rhin .....             | 2.011.152                      | —                                 |
| Territoire de Belfort ..... | 462.627                        | —                                 |
| Rhône .....                 | 1.500.675                      | —                                 |
| Haute-Saône .....           | 1.725.075                      | 50                                |
| Saône-et-Loire .....        | 2.128.500                      | 19                                |
| Sarthe .....                | 1.980.000                      | 5                                 |
| Savoie .....                | 1.237.500                      | 154                               |
| Haute-Savoie .....          | 2.854.500                      | 447                               |
| Seine .....                 | 252.450                        | —                                 |
| Seine-Inférieure .....      | 6.105.000                      | 4                                 |
| Seine-et-Marne .....        | 1.340.130                      | —                                 |
| Seine-et-Oise .....         | 1.114.707                      | 2                                 |
| Deux-Sèvres .....           | 2.805.000                      | GT                                |
| Somme .....                 | 2.023.065                      | 2                                 |

| <i>Départements</i>   | <i>Production<br/>laitière</i> | <i>Nombre de<br/>Coopératives</i> |
|-----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| Tarn .....            | 1.176.165                      | 2                                 |
| Tarn-et-Garonne ..... | 122.760                        | —                                 |
| Var .....             | 204.352                        | —                                 |
| Vaucluse .....        | 81.856                         | —                                 |
| Vendée .....          | 1.815.000                      | 15                                |
| Vienne .....          | 1.089.000                      | 5                                 |
| Haute-Vienne .....    | 336.270                        | 1                                 |
| Vosges .....          | 2.202.750                      | 24                                |
| Yonne .....           | 2.456.520                      | 8                                 |
| <b>Totaux .....</b>   | <b>155.582.077</b>             | <b>1.746</b>                      |

Selon le tableau donné par la Fédération nationale des Coopératives laitières, il existait donc en France, au cours de l'année 1933, 1.746 laiteries, beurreries, fromageries coopératives travaillant 13.877.091 hectolitres de lait.

D'après le rapport du Ministère de l'Agriculture, il existait en France, à la fin de 1935, plus de 2.200 coopératives laitières qui traitent ou vendent 14 % environ de la production de lait. Ce pourcentage atteint 52 % en Vendée, 61 % dans le Doubs, 69 % en Indre-et-Loire, 79 % en Savoie, 81 % en Haute-Savoie, 91 % dans les Deux-Sèvres et la Charente-Inférieure et 93 % dans le Jura (35).

Dans la Haute-Savoie, il y a 351 fruitières qui fonctionnent d'une manière permanente. Leur production annuelle de gruyère monte à 8.100.000 kilogrammes, et celle de beurre à 1.500.000 kilogrammes.

Les coopératives sont le plus souvent réunies en Fédérations ou en Unions. La Caisse Nationale de Crédit agricole, dans son rapport annuel sur les caisses régionales de crédit agricole mutuel, les énumère comme suit : « La Fédération

(35) Revue des Agriculteurs de France, mars 1937.

des coopératives et syndicats laitiers de la région de Paris comprend 39 coopératives avec 20.000 sociétaires, 18 syndicats avec 12.200 membres et 6 unions ou fédérations départementales comptant 17.000 adhérents » (36).

Le nombre de vaches possédées par l'ensemble des adhérents à ces différents groupements s'élève à 209.600 et leur production, qui a atteint en 1935, 408 millions de litres de lait, est presque en totalité écoulée en nature à Paris.

La Fédération des laiteries coopératives de Touraine, du Maine et de l'Anjou groupe actuellement 19.000 agriculteurs répartis entre les 26 coopératives laitières et possédant 75.000 vaches, qui ont donné en 1935, 126 millions de litres de lait. Ces coopératives laitières ont produit plus de 5 millions de kilogrammes de beurre. Leur vente de caséine, de beurre, de fromage et de lait en nature dépasse 71 millions de francs.

L'Association centrale des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou réunit au total 87.000 petits agriculteurs répartis entre les 137 laiteries et possédant plus de 281.000 vaches, soit en moyenne 3 vaches par sociétaires. En 1935, ces laiteries ont traité 499 millions de litres de lait et ont obtenu plus de 22 millions de kilogrammes de beurre.

En ce qui concerne la fabrication de la caséine, l'union coopérative des caséineries des Charentes et du Poitou, fondée en 1912 à Surgères (Charente-Inférieure), groupe 36 laiteries qui ont produit en 1935, 3.304.000 kilogrammes de caséine représentant une valeur de 7 millions et demi de francs environ.

La Fédération coopérative des caséineries d'Aunis et de Saintonge, créée en 1928 à Taillebourg (Charente-Inférieure), groupe 15 coopératives qui ont produit en 1935, 1.358.000 kilogrammes de caséine d'une valeur de 2.700.000 francs.

Parmi les autres fédérations, on peut citer la fédération des coopératives laitières de la Champagne, la fédération d'Alsace et de Lorraine, ainsi que les fédérations départementales du Jura et de la Savoie, de l'Ain, de la Manche, du Cantal,

---

(36) Journal Officiel, Annexe du 26 novembre 1936, p. 1393

de la Haute-Marne, du Loiret, de la Somme, de l'Eure-et-Loir, de l'Yonne et du Territoire de Belfort. La plupart de ces organisations régionales ou départementales sont adhérentes à la Fédération Nationale des Coopératives Laitières, dont le siège est à Paris.

La crise laitière, particulièrement grave depuis 1932, semble devoir arrêter le développement du mouvement coopératif. Les débouchés se ferment à toute tentative nouvelle, les qualités moyennes ou médiocres trouvent de plus en plus difficilement preneurs à des prix satisfaisants et le mouvement coopératif manque des techniques scientifiques nécessaires.

*La Laiterie Coopérative des Charentes et du Poitou.*

Le rapport de l'Association centrale des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou annonçait 54 sociétés adhérentes à l'Association centrale dans la Charente-Inférieure, 5 dans la Charente, 44 dans les Deux-Sèvres, 15 dans la Vendée, 5 dans la Vienne, 5 dans l'Indre-et-Loire, 1 dans la Gironde, 1 dans l'Indre, 2 dans la Loire-Inférieure et 1 dans la Dordogne. On considère qu'à l'heure actuelle l'Association centrale des laiteries coopératives réunit 134 sociétés, régies par des statuts similaires, comprenant 88.000 chefs de famille ou d'exploitation. On comprend aisément l'importance qu'occupent les laiteries dans la vie quotidienne des départements de l'Ouest.

La première laiterie coopérative a été fondée au mois de novembre 1887, à Chaillé, commune de Saint-Georges-du-Bois (Charente-Inférieure), par Eugène Biraud, qui en fut le premier président. La laiterie de Chaillé commença à fonctionner le 13 janvier 1888, avec 60 sociétaires ; ils achetèrent les premiers instruments indispensables, tels que écrémeuse, baratte, malaxeur primitif, qui constituent aujourd'hui une curiosité et sont exposés dans une des salles de l'Ecole de Laiterie de Surgères. Chaque sociétaire écrémait le lait qu'il apportait.

En 1928, la production annuelle a été de 19.647.223 kilogrammes de beurre pour 445.572.439 litres de lait four-

nuis par 263.303 vaches laitières avec un chiffre d'affaires de 496.385.539 francs. Les 134 sociétés comptent 87.694 chefs d'exploitations agricoles. Le siège social de l'Association est à Niort. 134 sociétés fédérées chargent l'Association de veiller sur leurs intérêts économiques et commerciaux, de passer des marchés d'ensemble, de traiter les questions du jour avec les pouvoirs publics.

L'Association passe, en gros, aux meilleurs prix, les marchés de charbon, calicot, matières nécessaires aux laiteries.

Deux fois par an les présidents de toutes les laiteries coopératives des Charentes et du Poitou se réunissent au siège social, à Niort, en assemblée générale, pour discuter toutes les questions de coopération laitière. Tous ces présidents réunis ne représentent, en effet, ni un département en particulier, ni un groupe de communes ; ils sont l'ensemble de la province laitière, formée de trois départements très différents d'aspect, de cultures, d'intérêt, mais étroitement liés sur ce terrain de l'industrie du beurre, qui assure l'aisance à leurs habitants.

Il va sans dire que la présidence, le bureau et le conseil d'administration de l'Association centrale, sortie des votes de l'assemblée des présidents des 134 laiteries coopératives, reproduisent rigoureusement les mêmes conditions de mandat essentiellement gratuit et de dévouement à la chose publique.

L'Association centrale a été présidée à sa fondation par M. le Docteur Martineau ; ont été ensuite présidents : M. Rouvier, sénateur de la Charente-Inférieure ; M. Disleau, député des Deux-Sèvres, et M. Girard, sénateur des Deux-Sèvres, ancien Garde des Sceaux.

Les chiffres prouvent le résultat actuel de l'œuvre magnifique d'espoir et de vitalité qu'est l'Association des laiteries coopératives dont nous venons d'examiner brièvement le rouage, et montrent bien l'importance prépondérante de l'industrie laitière dans son pays d'élection.

#### *L'école de Laiterie.*

On en vint donc, en janvier 1906, à la création d'une école d'industrie laitière, installée dans les bâtiments mis à la

disposition de l'Etat par l'Association Centrale des Laiteries Coopératives. Son budget est formé par une subvention annuelle du département de la Charente-Inférieure de 3.000 francs, venant de l'Association des laiteries coopératives ; l'Etat fournit le complément. Le personnel est composé du directeur et de quatre professeurs donnant six cours par semaine : Technologie laitière, Chimie, Microbiologie, Zootechnie, Mécanique laitière, Comptabilité et des travaux pratiques à la laiterie coopérative de Surgères.

De l'école de Surgères en particulier sort le personnel appelé à la direction de nombreuses laiteries industrielles de Normandie et d'autres régions, et d'un grand nombre de laiteries coopératives de l'Ouest.

#### *La caséinerie coopérative de Surgères.*

L'industrie de la caséine en France date de 1904. C'est cette année-là que M. Kirchner vint s'établir à Surgères pour y faire de la caséine. Les laiteries coopératives d'Aigre-feuille-sur-Aunis et de Saint-Soulle n'hésitèrent cependant pas à sécher elles-mêmes leur caséine et à la vendre directement. Puis l'union des caséineries coopératives a débuté en août 1912, dans les bâtiments de la glacière de l'Association, et s'est installée en mai 1914 dans l'usine construite près de la gare de Surgères.

La caséine alimentaire a une très grande valeur nutritive ; mais en dehors de produits de régime, son emploi ne s'est pas généralisée. L'industrie des boutons et des parures pour les vêtements de dames use largement de la caséine. Avec la caséine on fabrique aussi des colliers, des porte-mines, des porte-plumes, des fume-cigarettes, des jetons, des bracelets, des peignes, etc...

#### *Les Coopératives fruitières du Jura.*

En Franche-Comté on désigne sous le nom de « Fruitière » l'association de plusieurs cultivateurs dans le but de mettre en commun le lait de leurs vaches pour le transformer

Le fromage de gruyère. Les associations fromagères du Jura sont les plus anciennes organisations coopératives en France. On fait remonter la fabrication du « fromage de fruitière » à l'année 1288, à Déserville. Au XV<sup>e</sup> siècle, de nombreuses fruitières sont en pleine activité dans le Jura et jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle les fromages sont appelés « vacherines ». L'appellation gruyère est donc relativement récente.

La production du gruyère est le pivot de l'économie agricole de toute la région, et dans bien des villages, surtout dans la montagne, c'est presque l'unique ressource.

On compte près de 500 sociétés de fromagerie dans le département du Jura produisant environ 7.500.000 kilogrammes de fromage de gruyère. Généralement, la fromagerie est approvisionnée par les cultivateurs d'un même village, dans un faible rayon. On évite autant que possible les transports, surtout s'ils sont longs. La quantité maxima journalière de lait ne dépasse guère 2.500 à 3.000 litres dans les plus grosses sociétés, et 1.000 à 1.500 litres dans les moyennes.

La fabrication du gruyère est très délicate et demande des laits de premier choix. Les règlements intérieurs des coopératives stipulent les conditions auxquelles doit satisfaire un bon lait. Il y a peu de fraudes, mais des amendes peuvent être infligées aux producteurs négligents. Cette surveillance des laits est faite pour le compte des fruitières par des contrôleurs, anciens élèves diplômés de l'Ecole de Laiterie de Poligny. Ce service est subventionné par le Conseil général du Jura.

L'Ecole de Laiterie de Poligny a été créée par le Conseil général du Jura en 1888. Elle est ensuite devenue, en 1892, établissement d'Etat et placée sous l'autorité du Ministère de l'Agriculture comme école nationale d'industrie laitière. Il y a aussi dans l'Est central deux autres écoles nationales analogues : l'école de Mamirolle, dans le Doubs, également très ancienne, et l'école de la Roche-sur-Foron (Haute-Savoie), toute récente. De plus, à côté de l'Ecole de Poligny, une station régionale de recherches laitières a été créée en 1924 par l'Institut des recherches agronomiques.

Une fabrication qui présente un grand intérêt pour la région montagneuse des environs de Saint-Claude est celle du fromage bleu du Haut-Jura. Une école de fromagerie spécialisée dans l'enseignement de la fabrication du bleu y fonctionne pendant l'hiver.

Depuis 1930, les producteurs de gruyère se sont groupés pour former le « syndicat national des producteurs français de gruyère ». Il représente les producteurs de 50.000.000 de kilogrammes de gruyère.

En terminant cette étude de la coopérative laitière, nous ne sommes guère optimistes, car depuis 1933 la coopérative laitière n'avait pas fait son progrès idéal et son résultat n'atteint que 14 % de la production laitière française. La cause en est le développement des trusts de l'industrie ou du commerce des produits laitiers qui bouche chaque jour davantage les voies de développement de la coopérative.

Il faut que les producteurs de lait s'unissent pour développer leurs organisations, resserrer leurs liens intercoopératifs. Il faut qu'ils constituent la grande force paysanne qui, traitant d'égal à égal avec les puissances industrielles et commerciales, constituera la base solide pour supprimer les spéculateurs et les trusts capitalistes.

## LES COOPERATIVES VITICOLES

La production du vin en France atteint 60 millions d'hectolitres, ce qui représente plus du tiers de la production totale mondiale. Il y a environ 270.000 exploitations viticoles. Le régime de la petite et la moyenne propriétés est le plus fréquent. 1.000 exploitations seulement dépassent 50 hectares, alors qu'il y a plus de 130.000 exploitations de moins d'un hectare (1). Elles couvrent en tout plus de 730.000 hectares.

Dans de nombreux départements viticoles, notamment : l'Ardèche, l'Aude, les Bouches-du-Rhône, la Côte-d'Or, le Gard, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales, la Haute-Saône,

---

(37) Documents du « Central Rural » de l'Exposition 1937 à Paris

la Saône-et-Loire, le Var, le Vaucluse, la Vendée, les producteurs se sont groupés en coopératives afin de réaliser en commun le travail de la vendange et du vin pour obtenir une meilleure vinification et assurer la vente et éventuellement le stockage, dans des conditions plus avantageuses.

Depuis 1880, les crises viticoles se succédèrent presque sans interruption, mais sans arriver cependant à décourager le vigneron, qui a mis tout en œuvre pour sauver un des plus beaux fleurons de la production nationale française.

Les premiers essais indirects de coordination des efforts dans la viticulture se présentèrent sous la forme de syndicats. Les uns s'occupaient de l'agriculture en général et la viticulture était une branche de leur activité; les autres étaient des syndicats purement viticoles. Leur base juridique reposait sur la loi du 21 mars 1884.

Les premiers essais furent faits en Champagne en 1893, mais ce n'est qu'en 1901 que ces coopératives furent établies sur des bases solides et donnèrent des résultats encourageants (38).

La première cave coopérative de vinification et de vente fut créée en 1901 à Maraussan près de Béziers. Elle organisa, avec la fabrication du vin, la vente directe au consommateur. Le succès de l'entreprise conduisit à créer de nombreuses caves coopératives dans les différentes régions viticoles de la France.

La loi du 29 décembre 1906 contribua à faire des caves coopératives les groupements importants qu'elles sont devenues aujourd'hui. En effet, cette loi autorisa la Caisse nationale de Crédit agricole à faire des avances à long terme aux coopératives qui purent acquérir des immeubles et du matériel vinaires perfectionnés, remplaçant avantageusement la main-d'œuvre, et donnant un gros rendement.

Le nombre des caves coopératives ayant reçu des avances

---

(38) Hubert Clique : « Les Caves Coopératives de Vinification en Bourgogne, ainsi que dans les autres régions de la France. »

à long terme du Crédit agricole s'élevait à 423 au 1<sup>er</sup> janvier 1930, et le montant total des sommes mises à leur disposition atteint près de 192 millions de francs (39).

Après la guerre, et surtout à partir de 1920, le mouvement coopératif reprend sa marche, car c'est à partir de cette année que la viticulture française entre dans une crise d'où elle n'est pas encore sortie. Mais cette situation favorisa le développement des caves coopératives dont le nombre était de 512 en 1929 pour la France et l'Algérie, groupant environ 50.000 petits viticulteurs traitant en récolte normale 300 millions de kilogrammes de raisins et vendant environ 4 millions d'hectolitres de vin.

C'est ainsi que se sont développées, à côté d'elles, des distilleries coopératives. Ces dernières s'occupent de distiller les marcs, les lies et les vins de mauvaise qualité; quelques-unes se chargent de l'extraction des tartres et de l'huile de pépins. D'après les renseignements fournis par la Caisse Nationale de Crédit agricole, le nombre de distilleries coopératives était de 252 au 1<sup>er</sup> janvier 1930, dont 12 avaient reçu des avances de l'Etat.

## DISTILLERIES COOPERATIVES

Dès 1903, en France, furent créés des « ateliers communs de distillation » reconnus par la régie. Ils permirent de créer un peu plus tard les distilleries coopératives dont ils étaient l'embryon. La loi de 1903 créait aussi les acquits blancs d'origine (article 23 de la loi), qui distinguaient les alcools de fruits. La première distillerie coopérative fut celle de Lespignan en 1905. Elle concorde avec la naissance des premières coopératives de vinification en 1903. Un mouvement coopératif apparaît, joue des coudes dans la masse des institutions qui l'enserrent. Le viticulteur, se sentant petit et abandonné, se joint à ses semblables. Grâce à la forme coopérative dont on lui cite les bienfaits, il espère se mieux défendre. Actuel-

---

(39) De « la Caisse Nationale de Crédit Agricole ».

lement la distillerie-coopérative est l'une des plus importantes et des mieux outillées.

On avait sous les yeux l'exemple attirant de Lespignan. Dès lors, des distilleries coopératives se créèrent. Le mouvement de 1916, imbu de l'idée de séparation des alcools, a donné une impulsion nouvelle aux distilleries coopératives de vins et de marcs en leur garantissant l'accès du marché libre. De nouvelles distilleries coopératives se sont fondées de ce fait. La loi du 5 juillet 1920 leur donne une consécration et une formule légale. Avant cette consécration légale, ces distilleries coopératives avaient trouvé un fondement juridique dans les concepts exposés dans les articles 1832 à 1875 du Code Civil et dans les lois du 24 juillet 1897 et 1<sup>er</sup> août 1893, qui permettent la création de sociétés à capital variable. La distillerie-coopérative « La Catalane » date de 1914. Récente, somme toute, elle est, au point de vue technique, l'un des types les plus évolués. Les statuts ont été rédigés avec soin.

Les distilleries coopératives ont présenté une rédaction fort imparfaite de leurs statuts. Certaines imitaient bien les modèles publiés par les services du Ministère de l'Agriculture. Les principes généraux des distilleries coopératives qui président à leur fondation, sont les suivants :

1° Les distilleries coopératives appartiennent au type dit « Coopérative agricole ». Cette formation relativement récente a permis à certains producteurs de se défendre. Elle a un particulier développement dans les industries laitières et viticoles.

2° Elles ont toutes pris la forme civile.

3° Toutes ont imposé à leurs membres de faire partie d'un syndicat professionnel agricole ; ceux-ci furent fondés par la loi du 21 mars 1884. Excellente pétition de principes, qui permet une harmonie plus grande dans les rapports des viticulteurs, un enchaînement plus étroit, plus stable et plus fécond entre les institutions qui les régissent.

4° Elles ont toutes décidé de ne réaliser en aucune façon

de bénéfices commerciaux. Les frais de fabrication payés, les intérêts des obligations versées, les réserves constituées, reste un reliquat. Il est réparti entre les coopérateurs. Pour répondre à ce principe, les apports des sociétaires sont des obligations à intérêt limité sans spéculation.

5° En conséquence, ce sont des « sociétés de personnes et non des sociétés de capitaux ». Elles ont toujours respecté scrupuleusement ce principe. On peut affirmer en toute certitude, que ces distilleries coopératives sont bien des associations de viticulteurs poursuivant en commun la transformation et la vente de leur récolte, à l'exclusion de tous les autres et continuant ainsi à faire en commun acte de propriétaires récoltants.

Le plus grand nombre de ces coopératives est affilié à une caisse locale de Crédit agricole, mais un certain nombre en est resté indépendant. Grâce à des crédits à court terme, facilement consentis, une avance importante est faite aux coopérateurs momentanément gênés (40).

## CAVES COOPERATIVES

Les caves coopératives viticoles offrent de grands avantages aux petits et moyens viticulteurs, qu'elles libèrent de la charge très lourde que représentent l'achat et l'entretien d'un matériel vinaire coûteux. Comme les coopératives laitières, les caves coopératives ont créé plusieurs unions ou fédérations pour l'étude et la défense de leurs intérêts et pour la recherche de nouveaux débouchés.

Les distilleries coopératives vinicoles forment le complément normal des caves coopératives, car elles permettent aux viticulteurs de tirer le meilleur parti possible des vins de qualité médiocre, des lies et des marcs. On en compte actuellement 360 environ.

Les distilleries coopératives de betteraves ont été créées dans plusieurs régions et notamment dans le Nord de la France

---

(40) Lafforgue « Les Distilleries Coopératives Méridionales et le Problème de l'Alcool », p. 52.

où la betterave occupe une place importante dans les assolements. Elles permettent aussi aux producteurs de retirer de leurs récoltes un prix de vente plus avantageux et sont au nombre d'une quarantaine.

Après la création des distilleries coopératives méridionales, à la suite de la reconstitution du vignoble, ont été créées des caves coopératives. Ce mouvement s'étendit dans les départements du Var, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales, puis le Gard, les Bouches-du-Rhône.

Plus récemment, la Côte-d'Or, la Saône-et-Loire, la Drôme, l'Ardèche, le Rhône, l'Isère, l'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher ont vu se développer l'organisation professionnelle des viticulteurs, et les vignerons bordelais étudient actuellement la possibilité d'étendre le mouvement à leur région.

Les distilleries coopératives ont complété l'action des caves ; dans certains départements (Loire-et-Cher par exemple), elles ont précédé l'édification de celles-ci.

Le tableau ci-après montrera mieux que des paroles l'emplacement de ces coopératives, l'importance de récolte des départements dans lesquels elles se trouvent et, par conséquent, le nombre de coopératives qui pourraient être installées en complément dans chacune de ces régions :

Né en 1900, le mouvement de la coopération vinicole dans la région méridionale s'épanouit entre 1920 et 1930, avec 98 caves pour le Gard, 27 l'Hérault, 31 l'Aude, 45 les Pyrénées-Orientales. Jusqu'aux dernières mesures législatives, la crise a freiné ce mouvement de développement qui atteint aujourd'hui 110 caves dans le Gard, 45 Hérault, 70 Aude, 72 Pyrénées Orientales.

Pour harmoniser les diverses caves, un comité départemental de coopération est souhaitable. Présidé par le préfet, il comprendrait l'ingénieur du génie rural, le directeur des services agricoles, le directeur de la station œnologique départementale, le délégué de la caisse de Crédit, cinq représentants des associations coopératives. Remarquons, en passant,

**TABEAU COMPARATIF, INDICANT L'IMPORTANCE DE L'ORGANISATION COOPERATIVE VINICOLE DANS LES DEPARTEMENTS LES PLUS GROS PRODUCTEURS PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE DE LEUR RECOLTE. (CHIFFRES ARRONDIS EN MILLE ET MILLIONS (ANNEE 1936) :**

| Département                  | Recolte 35<br>totale<br>(millions) | Nombre<br>total de<br>récoltants | Nombre de<br>récoltants<br>artisans | Nombre<br>de<br>"Caves" | Capacité<br>actuelle | Capacité<br>à<br>construire | Nombre de caves<br>à<br>construire |
|------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------|----------------------|-----------------------------|------------------------------------|
| Aude . . . . .               | 0,2                                | 39.500                           | 36.000                              | 90                      | —                    | —                           | —                                  |
| Ardèche . . . . .            | 0,930                              | 39.000                           | 39.000                              | 17                      | 1.200.000            | 4.000.000                   | 270                                |
| Aube . . . . .               | 0,146                              | 6.000                            | —                                   | 3                       | 944.500              | 200.000                     | 20                                 |
| Aveyron . . . . .            | 0,435                              | 27.000                           | —                                   | 1                       | —                    | —                           | —                                  |
| Bouches-du-Rhône . . . . .   | 1,700                              | 26.700                           | 26.000                              | 44                      | —                    | 100.000                     | 10                                 |
| Côte-d'Or. . . . .           | 0,472                              | 20.800                           | 20.800                              | 18                      | 595.000              | 400.000                     | 30                                 |
| Charente . . . . .           | 1,950                              | 48.000                           | 47.500                              | 1                       | —                    | —                           | —                                  |
| Charente-Inférieure. . . . . | 1,523                              | 30.000                           | 29.000                              | —                       | —                    | 1.000.000                   | 60                                 |
| Basses-Alpes . . . . .       | 0,094                              | 92.000                           | 9.200                               | 6                       | —                    | 1.000.000                   | 60                                 |
| Drôme. . . . .               | 0,493                              | 34.500                           | 34.500                              | 6                       | 38.000               | —                           | —                                  |
| Dordogne. . . . .            | 1,050                              | 40.000                           | 40.000                              | 4                       | *100.000             | —                           | 10                                 |
| Gard. . . . .                | 5,3                                | 47.000                           | 45.000                              | 110                     | 400.000              | 400.000                     | 40                                 |
| Gironde . . . . .            | 4,3                                | 69.000                           | 66.500                              | 44                      | 1.059.000            | 2.500.000                   | 200                                |
| Hérault. . . . .             | 15,3                               | 67.000                           | 64.000                              | 38                      | 500.000              | —                           | 200                                |
| Haut-Rhin . . . . .          | 0,527                              | 23.000                           | 23.000                              | 4                       | 1.000.000            | 7.000.000                   | 350                                |
| Hauts-Alpes . . . . .        | 0,058                              | 5.300                            | 5.300                               | 2                       | —                    | —                           | —                                  |
| Indre-et-Loire. . . . .      | 1,000                              | 39.000                           | 39.000                              | 5                       | 46.500               | 300.000                     | 300                                |
| Isère. . . . .               | 0,736                              | 54.000                           | 54.000                              | 4                       | 58.000               | —                           | 20                                 |
| Jura. . . . .                | 0,152                              | 15.000                           | 15.000                              | 5                       | —                    | 50.000                      | 8                                  |
| Loir-et-Cher. . . . .        | 1,110                              | 32.000                           | 32.000                              | 2                       | 50.000               | 400.000                     | 40                                 |
| Loiret . . . . .             | 0,239                              | 17.500                           | 17.500                              | 2                       | 25.000               | —                           | —                                  |
| Marne. . . . .               | 0,536                              | 14.000                           | 14.000                              | 6                       | —                    | —                           | 20                                 |
| Puy-de-Dôme. . . . .         | 0,605                              | 37.000                           | 37.000                              | 1                       | —                    | 200.000                     | 25                                 |
| Pyrénées-Orientales. . . . . | 4,395                              | 30.000                           | 28.000                              | 67                      | 1.100.000            | 1.500.000                   | 100                                |
| Rhône. . . . .               | 1,089                              | 23.000                           | 23.000                              | 7                       | 30.000               | 200.000                     | 25                                 |
| Saône-et-Loir. . . . .       | 1,097                              | 47.000                           | 47.000                              | 20                      | 200.000              | 200.000                     | 25                                 |
| Var. . . . .                 | 2,522                              | 33.800                           | 33.500                              | 97                      | 1.700.000            | —                           | —                                  |
| Vaucluse . . . . .           | 1,690                              | 33.200                           | 33.000                              | 41                      | 500.000              | 500.000                     | 40                                 |
| Yonne. . . . .               | 0,223                              | 13.000                           | 13.000                              | 1                       | —                    | —                           | —                                  |
| Tarn. . . . .                | 1,378                              | 30.800                           | 30.700                              | —                       | —                    | 500.000                     | 40                                 |
| Gers. . . . .                | 1,562                              | 35.700                           | 35.000                              | —                       | —                    | —                           | —                                  |
| <b>Totaux. . . . .</b>       |                                    |                                  |                                     | 646                     | 8.100.000            | 25.100.000                  | 1.663                              |

(\*) « Revue de Viticulture N° 2200, Paris le 27 août 1936, page 151, Rapport de M. Boulay.



que les Fédérations départementales se sont réunies en 1932 en confédération générale. (41).

Le décret du 23 octobre 1935 a conféré au gage constitué par le vin en cave, inscrit en garantie, la valeur certaine, réelle et stabilisée qui supprime tout risque de variation quelconque de la valeur de la marchandise. Une affiche explicative est éditée par le syndicat des vignerons des Pyrénées-Orientales.

## ORGANISATION DE LA DEFENSE DU MARCHE VINICOLE PAR LA COOPERATION

Les premières Caves coopératives ne datent guère que du commencement du XX<sup>e</sup> siècle, époque qui marque la première crise viticole de surproduction, du fait de la reconstitution rapide et intensive du vignoble français à la suite de sa destruction par le phylloxera. (42).

Il est à remarquer que la coopération viticole permet une application intégrale et inéluctable de la législation viticole en vigueur, et que la coopération est même en avance sur ces lois, en ce sens que par exemple, dans les coopératives pratiquant la vente en commun — et elles sont les plus nombreuses — l'article 7 de la loi de blocage de 1933 joue pour tous les vignerons sans abattement, puisque, par définition même et par principe, la Coopération fait une vente de vin, non pas massive, mais échelonnée de mois en mois.

En ce qui concerne l'article 10 de la même loi de 1933 « Distillation obligatoire » la Coopération en facilite beaucoup l'application, car le rassemblement de vin de toute une commune, quelquefois même de plusieurs communes, dans un seul Etablissement permet des calculs plus rapides et plus faciles et un contrôle absolument parfait en supprimant toute inquisition et tout ennui, aussi bien pour la production que pour l'Administration.

---

(41) Revue de Viticulture N° 2200, 27 août 1936.

(42) Rapport présenté à la Commission des Boissons, le 29 juillet 1936, et au Congrès de Montpellier du 9 août 1936.

Enfin, ce qui est vrai pour le blocage est vrai aussi pour l'échelonnement des ventes. La coopération, sur ces points, peut être considérée comme un instrument parfait.

Sa situation est encore plus nettement favorable aux intérêts généraux en ce qui concerne la qualité. Il ne faut pas oublier, en effet, que la coopération vinicole de production reçoit les raisins de ses adhérents et que par conséquent toute fraude est rendu pratiquement impossible du fait de la vinification en commun.

La Coopération poursuit également, sur un autre plan, une politique de qualité. Par ses soins, ont été établis les « bans de vendage ». Elle assure une juste répartition à ses sociétaires, en tenant compte de la qualité du raisin puisque, dès l'arrivée de la vendange à la cave, on prend note du poids du chargement et de son degré mustimétrique.

Le problème du logement est résolu et, par conséquent, les ventes forcées, de vins, faute de fûts sont supprimées. Mais en plus, les dispositions si importantes concernant le financement de la récolte jouent d'une façon parfaite dans le système coopératif. L'avance sur récolte, soit à titre individuel soit à titre collectif, est faite automatiquement par la cave coopérative sans aucun risque pour la Caisse de Crédit Agricole responsable, le contrôle étant parfait. De ce fait également pour les ventes de vins aux acheteurs divers, la Coopération présente incontestablement un progrès considérable : Les frais généraux sont de beaucoup diminués, un grand nombre de caves coopératives recevant les wagons-réservoirs, ou se chargeant de leur remplissage dans la gare la plus proche.

Il faut tenir compte d'abord qu'actuellement il existe sur le territoire métropolitain environ 600 caves coopératives réparties dans toutes les régions viticoles. Ces organismes groupent approximativement 140.000 vignerons qui récoltent, bon an mal an, de six à sept millions d'hectolitres de vins de toutes qualités.

## COMMENT FONDER UNE CAVE COOPERATIVE ?

Actuellement, compte tenu des hausses issues des dernières lois sociales, on peut admettre qu'il est possible de construire normalement une cave coopérative de 10.000 hectolitres pour une dépense totale de 750.000 francs. Il s'agit donc de trouver cette somme. Nous allons en indiquer les moyens :

L'actif disponible, au départ, lors de la construction d'une coopérative se divise en trois parties :

a) Le capital social versé par les sociétaires :

b) L'avance de la Caisse Nationale de Crédit agricole (limitée pour le moment au double du capital social versé, avec plafond de 800.000 francs) ;

c) La subvention du Génie Rural.

Dans le cas prévu ci-dessus, si le capital social est fixé par exemple à 250.000 francs, l'avance possible du Crédit Agricole est de 500.000 francs, ce qui donne un total de 750.000 francs égal à la dépense. La subvention du Génie Rural fixée actuellement à un dixième de la dépense totale, doit être disponible comme roulement de caisse.

## OBSERVATION SUR LES CHIFFRES

Capital social :

Le chiffre de 250.000 francs, fixé pour ce capital, apporte une charge de souscription de 25 francs par hectolitre pour chacun des sociétaires. Ce capital est gratifié d'un intérêt de 4 % à l'heure actuelle en moyenne, porté annuellement par la cave à l'actif d'un sociétaire en plus de ses apports. Par les temps actuels et à la suite des années catastrophiques subies par les vignerons, bien peu d'entre eux sont de taille à faire cet effort. Il y a donc lieu pour nous d'examiner les moyens qui nous permettraient de tourner cette difficulté.

Premier moyen : La Caisse Nationale de Crédit Agricole peut, dans la réglementation actuelle, faire pour les

sociétaires défaillants l'avance complémentaire à court terme de la somme qui lui manque pour parfaire son capital. Les dispositions légales en cours permettent facilement cette imposition. Ce qu'il faut, par contre, obtenir, c'est que ces prêts spéciaux consentis à des viticulteurs faisant partie d'une coopération, soient au moins échelonnés sur quatre ou cinq années pour leur remboursement et que l'intérêt qui leur est pratiquement appliqué ne soit pas supérieur au taux de celui qui est pratiqué pour la Caisse coopérative qui le libérera petit à petit de sa dette contractée au Crédit Agricole.

Deuxième moyen :

Un deuxième moyen existe actuellement : des Associations de constructeurs (association ouvrière de production, société de construction et de travaux publics se sont adressées au bureau de la Confédération Nationale pour participer au financement du capital aux lieu et place de la Caisse Nationale de Crédit Agricole et dans les conditions presque analogues à celles imposées par elle pour le remboursement des avances qu'elle consent.

Il y a là une formule nouvelle très intéressante qui associerait les constructeurs et les sociétés coopératives ouvrières de construction à l'installation des coopératives agricoles de production. Les charges issues de cette méthode sont parfaitement supportables par les coopératives.

## AVANCES DE LA CAISSE NATIONALE

Il est indispensable de faire jouer dans toute leur ampleur les dernières dispositions législatives votées en mars dernier. Il faudrait donc arriver à obtenir l'avance complémentaire pour une durée d'au moins 25 ans et, de toute façon, il ne faut pas que l'amortissement de cette avance dépasse 2,50 à 2,60 par hectolitre vinifié. Il y aurait lieu, vu la baisse du taux de l'escompte, de ramener l'intérêt de cette avance à 2 % comme il était avant 1927. Pour toutes ces raisons, il est indispensable de mettre à la disposition de la Caisse Na-

tionale les sommes nécessaires pour qu'elle puisse être à même de répondre aux demandes qui lui seront adressées.

## SUBVENTION ACCORDEE PAR LE GENIE RURAL

En ce qui concerne la subvention accordée par le Service du Génie Rural, il serait opportun de la porter de 10 à 20 %. C'est, du reste, le chiffre qu'elle atteignait en 1926.

Par ce moyen, un encouragement sérieux serait apporté au début, à toutes les coopératives agricoles qui s'installeraient. L'expérience actuelle que nous vivons chaque jour de l'organisation du marché du blé nous montre qu'il ne faut pas attendre au dernier moment pour prévoir l'installation des **organisations agricoles** capables d'appliquer les mesures de **production nécessaires** à la vie normale des travailleurs de la terre.

Puisque, sur le plan coopératif, la viticulture bénéficie d'une position favorable en ce sens que déjà les coopératives viticoles ont une organisation nationale et régionale puissante et coordonnée, il lui appartient de marcher carrément de l'avant pour compléter cette organisation et arriver au stade prévu par les chiffres donnés plus haut. Toutes les dispositions viticoles concernant la protection du marché, édictées aussi bien dans l'intérêt du producteur que dans celui du consommateur joueront en totalité et avec le minimum de difficultés de contrôle et par conséquent de personnel. Le plancher à la baisse sera indiscutablement établi, la défense du **prix fixé** étant absolue toutes les crises viticoles seront supprimées ou fortement atténuées.

## POUR LA CREATION DE NOUVELLES CAVES COOPERATIVES

Le Congrès de la Confédération nationale des caves coopératives, qui a lieu à Montpellier au début du mois d'août 1935, et dont la Revue de Viticulture a donné un compte rendu détaillé, nous fait voir l'important effort qui a été fait

depuis 30 ans par les viticulteurs dans le domaine coopératif puisque l'on compte en France plus de 600 caves coopératives. (43)

Ayant pris naissance dans l'Hérault et dans l'Aube où il s'est rapidement développé après la guerre, le mouvement coopératif viticole s'est répandu ensuite dans le Gard, le Var, les Pyrénées-Orientales et les vallées de la Saône et du Rhône. Plus récemment il a gagné les vignobles de grands crus. La Bourgogne possédait déjà des coopératives avec des caractères distincts de ceux des caves du Midi, et le Bordelais, à son tour, a vu se créer un grand nombre de groupements depuis deux ou trois ans. C'est dans les départements du Gard, du Var et de l'Aude qu'il y a le plus de caves coopératives, Gard 110, Var 97, Aude 90, viennent ensuite les départements des Pyrénées-Orientales 67, des Bouches-du-Rhône 44, de la Gironde 44, du Vaucluse 41 et de l'Hérault 38. Ces chiffres, tout en soulignant l'importance de ce qui a été fait, indiquent qu'il reste encore beaucoup à faire. Dans l'Hérault en particulier il n'y a qu'une faible proportion de viticulteurs qui soient coopérateurs et la capacité globale des caves coopératives (1.000.000 hl.) reste inférieure au quinzième de la production globale du département...

Par un arrêté du 25 juillet 1936, la proportion des subventions accordées par l'État a été portée à 20 % du montant des dépenses d'installation régulièrement approuvées par le Service du Génie Rural. Ce nouveau pourcentage est d'ailleurs applicable à toutes les subventions accordées postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1936.

Les Caves Coopératives, du fait de ce nouveau régime des subventions auront une aisance plus grande pour réaliser l'équilibre de leurs ressources et de leurs dépenses de premier établissement.

D'autre part, la Caisse Nationale de Crédit Agricole ac-

---

(43) Voir « Revue de Viticulture », n° 2209, 22 oct. 1936.  
Article de M. D. Cramois.

cordait, jusqu'à maintenant, au moment de la création d'une cave coopérative, une avance à long terme limitée à deux fois le capital versé de la société.

Dans sa dernière réunion le conseil d'Administration de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, soucieux de permettre dans une plus large mesure la création de nouvelles coopératives viticoles, a décidé que le montant des avances pourrait désormais atteindre trois fois le capital versé.

Considérons à titre d'exemple le projet de constitution d'une cave coopérative de 10.000 hectolitres. Les dépenses à prévoir dans la situation économique actuelle peuvent être évaluées à 600.000 francs.

La coopérative peut espérer obtenir une subvention de 120.000 francs par application de l'arrêté du 25 juillet 1936.

Avec un capital social souscrit de 180.000 francs, dont 120.000 francs immédiatement versés, la coopérative remplira les conditions nécessaires pour pouvoir demander au Crédit Agricole une avance à long terme de 360.000 francs. Cette coopérative se trouvera ainsi en mesure de faire face à l'ensemble de ses dépenses en ne demandant à ses sociétaires comme apport immédiat, qu'une somme de 120.000 francs ne dépassant pas 12 francs par hectolitre. Une telle contribution paraît entrer aisément dans les possibilités actuelles des viticulteurs.

---

CHAPITRE V

COOPERATIVES AGRICOLES  
DE PRODUCTION ET DE VENTE

PARTIE II

COOPERATIVES DU BLE

Le blé est la principale production de la France qui représente le plus fort tonnage et la plus grosse valeur. Il produit généralement de 70.000.000 à 90.000.000 quintaux par an, valant de 9 à 12 millions de francs. Le blé intéresse environ 1.600.000 familles françaises dans toutes les régions. Parmi elles il y a 82 % des producteurs qui produisent de 0 à 50 quintaux, 16 % de 50 à 200 quintaux et 2 % au-dessus de 200 quintaux. (44)

Selon les statistiques officielles, la récolte du blé en France s'est élevée en 1913 à 87 millions de quintaux pour une superficie de 6.542.000 hectares.

La moyenne de la récolte pour la décade 1904-1913 a été de 88.430.000 quintaux. Depuis la guerre pour la période décennale 1925-1934, la moyenne a atteint seulement 81.200.000 quintaux. La diminution de la récolte atteint donc une moyenne annuelle de 7 millions 200.000 quintaux par rapport à la période d'avant guerre. (45)

La récolte de 1934 se répartit de la manière suivante entre les huit régions agricoles :

---

(44) Documentation du « Centre Rural » de l'Exposition Internationale 1937, à Paris.

(45) Annuaire National de l'Agriculture 1936-1937, p. 860.

# RECOLTE DU BLE PAR REGIONS AGRICOLES

ANNEE 1934

ANNEE 1934

| REGIONS             | SURFACE<br>Milliers hect. | PRODUIT<br>Milliers quint. | RENDEMENT<br>quintaux |
|---------------------|---------------------------|----------------------------|-----------------------|
| Nord.....           | 1.185                     | 28.850                     | 24.33                 |
| Est.....            | 540                       | 9.440                      | 17.30                 |
| Ouest.....          | 1.090                     | 17.290                     | 15.86                 |
| Centre.....         | 785                       | 12.190                     | 15.53                 |
| Est-Central.....    | 430                       | 6.570                      | 15.30                 |
| Sud-Ouest.....      | 865                       | 11.200                     | 14.10                 |
| Massif Central..... | 275                       | 3.600                      | 13.09                 |
| Midi.....           | 235                       | 2.990                      | 12.72                 |
| Totaux .....        | 5.405                     | 92.130                     | 128.23                |

Cependant entre 1934 et 1937, la production du blé en France a baissé sous la triple influence de la réduction des surfaces consacrées à cette culture, des conditions météorologiques défavorables et aussi de la diminution des quantités d'engrais employées.

Pour la raison que la production de blé est en majeure partie vendue en France, on a tenté, à plusieurs reprises, d'en organiser la vente. Un comité permanent de la vente du blé a été fondé en 1900. (46)

Au Congrès de l'organisation commerciale de la vente du blé, en 1931 à Paris, on envisageait la coopération sous deux formes, avec le grenier rural recevant le blé des petits producteurs et le magasin régional emmagasinant le grain des cultivateurs importants.

Il existe dans la Moselle et dans le Pas-de-Calais des magasins coopératifs du blé. La coopérative agricole de la Moselle dispose de quatre silos jumelés et de magasins établis à Metz permettant d'emmagasiner 300 à 400 tonnes de blé. Elle a traité un chiffre d'affaires de plus de 5 millions

(46) A. Leribé : Syndicat et Coopérative Agricole, p. 125.

de francs en 1926 et 1927, d'environ 6 millions en 1928. (47)

Le but que doivent poursuivre les coopératives est double : 1° assurer l'écoulement régulier du blé, 2° stabiliser les prix à un niveau qui doit correspondre aux charges du producteur.

Le groupement des produits pour la vente ne peut avoir d'action que s'il s'accompagne de magasins. Le producteur qui dépose ses grains dans un magasin coopératif fait une économie notable de frais de manutention : le nettoyage, le criblage, la ventilation ayant lieu mécaniquement et par quantités importantes, les déchets sont aussi fatalement inférieurs.

Les grandes difficultés des coopératives agricoles du blé sont donc de trouver les fonds nécessaires pour construire les magasins. C'est justement pour résoudre cette question financière que M. Queuille, ancien ministre de l'Agriculture, a déposé en juin 1929 sur le bureau de la Chambre des Députés une proposition de loi tendant à améliorer les conditions de vente des blés indigènes. En voici les principales dispositions :

Article Premier. — L'Etat peut mettre à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole des avances destinées à permettre à cet établissement d'accorder des prêts spéciaux, dont la durée ne dépasse pas quarante ans aux associations de producteurs de blé, constituées en vue d'organiser la vente méthodique des blés indigènes par la création et entretien de magasins coopératifs.

Art. 2. — Le taux des avances de l'Etat à la Caisse Nationale est de 2 frs 30. L'intérêt des prêts accordés aux associations ne pourra être supérieur à 3 %.

Art. 3. — Le montant des prêts ne peut en aucun cas dépasser le double du capital réuni par les intéressés et effectivement versé. Les paiements de l'intérêt et l'annuité d'amortissement des prêts seront assurés par des prélèvements sur le produit des ventes de céréales qui devront s'effectuer mensuellement par douzième.

---

(47) Dix-huitième Congrès National de la Mutualité et de la Coopérative Agricole, rapport de M. Malpeaux.

Art. 6. — Les associations ayant obtenu des prêts ou avances dans les conditions ci-dessus, sont assujetties au contrôle de l'inspection générale des Finances pour l'ensemble de leurs opérations. Elles sont soumises en outre au contrôle permanent de l'Inspection générale des associations agricoles et des institutions de crédits et de la Caisse Nationale.

Art. 7. — Les magasins coopératifs groupant exclusivement des producteurs pourront obtenir, dans des conditions qui seront déterminées par décret, le droit d'importer en franchise les quantités exportées par eux.

Art. 8. — Les Caisses de crédit agricole pourront consentir des avances sur la valeur des blés déposés dans les magasins.

La proposition de M. Queuille contient, comme on le voit, un ensemble de dispositions intéressantes. C'est ainsi qu'elle prévoit l'intervention du Crédit Agricole à long terme pour la construction des magasins coopératifs. M. Queuille voit d'autre part dans l'organisation du warrantage des blés apportés à la coopérative le moyen de satisfaire par des avances à court terme les besoins d'argent immédiats des cultivateurs. Enfin une disposition originale consiste à permettre aux magasins coopératifs d'importer en franchise des blés exotiques en contre partie des blés qu'ils pourraient exporter à l'étranger.

Il n'est n'est douteux que l'adoption de la proposition de M. Queuille exercerait le plus heureux effet sur la création des greniers coopératifs.

Au point de vue de la constitution, les coopératives de blé ne peuvent plus se constituer librement. Elles sont soumises à l'agrément de toute une série d'organisations telles que le Comité départemental, éventuellement Office Central, et le Conseil supérieur de la coopération agricole. Il ne s'agit pas là seulement de formalité de constitution mais il s'agit bien d'un agrément et ces organismes ont le pouvoir discrétionnaire de donner ou de refuser l'autorisation. Par conséquent, les

coopératives peuvent être empêchées dans leur création si ces organismes en décident ainsi.

D'ailleurs les Comités départementaux du blé sont pratiquement dirigés par le Bureau des Comités : il se compose en principe, d'un Président, de trois Vice-présidents dont un producteur, d'un transformateur et d'un consommateur, du Directeur des services agricoles et du Directeur des Indirectes. Donc sur six personnes composant le Bureau de ces Comités, il y a au maximum deux producteurs. Voilà des coopératives de blé qui veulent se créer : elles sont obligées de demander l'agrément d'un Comité départemental qui est pratiquement entre les mains du Bureau et dans lequel les producteurs se trouvent en minorité. C'est pourquoi il faut demander la liberté pour les coopératives de se constituer, sinon la liberté intégrale, du moins la liberté avec laquelle les producteurs peuvent défendre leurs intérêts par une coopérative.

Au point de vue du fonctionnement, les coopératives de blé ne sont plus du tout des coopératives. Il suffit de lire le texte de la loi. A toutes les lignes on voit : « Les coopératives achètent du blé, les coopératives vendent du blé. » Achat et vente, cela figure à toutes les lignes de la réglementation, lois, décrets, et même modèles d'effets transmis par la Caisse nationale. Achat et vente, c'est une opération qui n'a rien de coopératif. N'a-t-on pas lutté pendant des années pour obtenir que les coopératives travaillent aux prix moyens ? Le Ministère de l'Agriculture donnait des conseils et des encouragements pour obtenir que les coopératives paient les producteurs au prix moyen. Maintenant la vapeur est renversée. Il s'agit d'acheter et de vendre, et non plus payer un prix moyen. Il y a bien eu, dans la pratique, des atténuations forcées au principe d'achat et de vente. On l'a appliqué seulement pour les 50 premiers quintaux livrés par les producteurs, avec également comme atténuation l'autorisation aux coopératives d'effectuer une retenue provisionnelle pour frais de gestion. Ce sont là des atténuations de fait qu'on a été obligé de consentir aux coopératives. Par conséquent il faut demander aussi de

la liberté pour la coopérative du blé, travaillant et fonctionnant avant tout sous le contrôle de ses adhérents et de ses administrateurs. Dans tous les contrôles successifs qu'on a établis pour les coopératives, on a perdu de vue que la véritable doctrine mutualiste consistait à faire faire le contrôle de la marche du groupement par les producteurs qui nommaient librement leurs administrateurs. De cela il n'est plus question dans la réglementation nouvelle.

### LE STOCKAGE DU BLE

Les coopératives de stockage du blé permettront de reporter d'une année sur l'autre les excédents de récolte. Elles visent à substituer une organisation rationnelle aux caprices de la nature. Le rapporteur de la loi de juillet 1933 s'exprime ainsi à ce sujet :

« L'examen des tableaux statistiques de la récolte des blés en France, depuis un siècle, montre que notre pays est normalement importateur de cette céréale, car il est très rare, en effet, que deux récoltes successives aient dépassé les besoins de la consommation; seules font exception, les années 1898 et 1899 qui ont fourni l'une et l'autre, plus de 100 millions de quintaux. L'année 1907 avec 103 millions de quintaux a été suivie d'une année moyenne et d'une année excédentaire 1909. Mais en général, une forte récolte ne se constate pas deux années de suite. Sans doute les progrès réalisés en ces derniers temps dans les méthodes de culture du blé sont peut-être susceptible de modifier cet état de chose, mais jusqu'à plus ample informé, il convient pour asseoir la méthode à suivre en cette matière de s'en tenir à l'expérience acquise et aux leçons du passé. Une politique française du blé tendant à organiser le report des récoltes excédentaires sur les campagnes ultérieures est donc parfaitement justifiée. » (48)

Le stockage tel qu'il doit être entendu c'est-à-dire dans sa forme coopérative, va permettre aussi la réunion des pro-

---

(48) Chambre des Députés, 1930, n° 3485, p. 117.

ducteurs. Cette communauté d'intérêts qui va naître renforce les liens de solidarité entre les cultivateurs, et lorsque les divers groupements coopératifs régionaux seront réunis dans la même association, les producteurs de blé auront, comme presque toutes les grandes productions, des organes officiels de défense.

Dans l'économie organisée dans laquelle nous vivons, le cultivateur isolé ne compte pas. Il importe de lui substituer des organes représentant sa corporation. Les coopératives de stockage en créant cette mentalité d'intérêt commun représenté et défendu aidera puissamment à ce mouvement, tout en organisant la vente. M. Abel Gardey disait, le 28 septembre 1932, dans un discours prononcé à Verdun sur le Doubs :

« Stockage, pour éviter la mise à profit par la spéculation des offres précipitées des cultivateurs au lendemain de la récolte, stockage pour empêcher que quelques millions de quintaux d'exédent — exédent que la consommation de l'année suivante résorberait souvent — ne viennent sur le marché et ne désaxent le cours. »

La plupart des coopératives se chargent simplement de la vente des blés de leurs adhérents, mais certaines se chargent aussi de moudre le grain et de le panifier.

Avant 1930, il n'existait qu'un nombre très limité de coopérative de vente et de meunerie. En 1930, M. Fernand David ministre de l'Agriculture, instituait le système des Contrats de stockage poussant les producteurs à la création de coopératives de vente destinées à favoriser l'échelonnement régulier des ventes du début à la fin de la campagne.

A partir de 1930, le nombre des coopératives allait en augmentant d'une façon continue. En 1930-1931, on comptait une vingtaine de coopératives ayant passé des contrats pour 400 mille quintaux environ. En 1931-1932 cinquante coopératives avaient souscrit des contrats pour un million de quintaux environ. En 1932-1933, trois millions de quintaux étaient souscrits par 150 coopératives. Puis brusquement à la fin de 1933, on assistait à la création fébrile de coopérati-

vés. Devant la mévente du blé, à la suite de deux récoltes excédentaires, les producteurs cherchaient à créer des coopératives pour trouver des facilités de vente. L'obligation d'emploi imposée à la meunerie pour les blés sous contrats facilitait évidemment le placement de ces blés. En 1934, avec l'organisation du report, le nombre des coopératives allait atteindre près de 1.100 et le volume des blés stockés de 1934 s'élevait à 21 millions de quintaux. A partir de ce moment, les mesures prises par le gouvernement pour la défense du marché du blé ont encouragé la formation de sociétés pour le stockage et la vente échelonnée des céréales. On en compte 1.000 environ. (49) Mais 1935 seulement 650 avec une capacité totale de 8 millions de quintaux avaient signé des contrats de stockage. En mars 1937, 15 nouvelles coopératives de blé ont reçu des prêts à long terme s'élevant ensemble à 5 millions de francs. Dans plusieurs coins de la France, les producteurs de blé ont formé des meuneries dont certaines exploitant des boulangeries. Il existe présentement 113 sociétés de meuneries et de boulangeries dont 54 ont reçu des prêts à long terme. La formation de ces sociétés est pourtant interdites par le décret d'octobre 1935 qui s'oppose à la création ou à la réouverture des anciens moulins fermés depuis 1929.

Les coopératives de stockage ont maintenant à jouer un rôle essentiel dans l'avenir, c'est de contribuer à la régularisation des cours par l'échelonnement régulier des ventes. Au cours de ces dernières années, on les a chargées de l'élimination des stocks excédentaires soit par exportation, soit par transformation. On les a chargées également de reporter les excédents non éliminés d'une campagne sur l'autre. Elles ont été amenées à mettre en œuvre la réglementation touffue et complexe élaborée pour la défense du marché du blé. C'est là une œuvre d'un caractère exceptionnel. La besogne normale des coopératives dans les années futures, et cela aussi

---

(49) Revue de la Coopération Internationale, n° 3, 30<sup>e</sup> année, mars 1937.

bien en année déficitaire qu'excédentaire, c'est de stocker les offres qui se produisent chaque année, après la moisson, par suite des besoins d'argents de la culture ou de logement, et d'échelonner la vente de ce stock d'une façon régulière dans le cadre de la campagne.

Pour fixer les capacités de logement dont disposent les coopératives, les services du Génie Rural du ministère de l'Agriculture possèdent un état des silos existant en France au 1<sup>er</sup> août 1935. D'après cette étude, le nombre des silos existant s'élèverait à 242 pour une capacité de 4 millions de quintaux. Mais cet état est très incomplet. Il ne mentionne d'une part que les silos, alors que beaucoup de coopératives utilisent des magasins construits par elles ou en location et, d'autre part, il ne tient pas compte des possibilités de logement que les coopératives possèdent en dehors de chez elles, et notamment dans les magasins généraux.

En ce qui concerne les magasins généraux, on possède quelques documents : D'une enquête faite en 1932 par le syndicat de la Bourse de commerce, il résulterait que la capacité de logement totale pour les magasins agréés et non agréés au marché de Paris, atteindrait 7 millions et demi de quintaux. Ainsi la capacité de logement des magasins généraux dans les quinze centres les plus importants représente 6.245.000 quintaux sur un total de 7 millions et demi. (50)

Dans une étude sur les possibilités de travail des coopératives, il faut tenir compte des capacités de logement des magasins généraux, encore que l'utilisation de ceux-ci risque de varier beaucoup d'une année à l'autre. Mais leur capacité de logement peut être utilisée d'une façon importante comme appoint les années où les coopératives veulent accroître leur travail.

Enfin, dernier document qui permet de se faire une idée

---

(50) Les quinze centres sont : Le Havre, Marseille, Bordeaux, Paris, Rouen, Cambrai, Tourcoing, Nantes, Calais, Nancy, la Rochele, Orléans, Reims, Niort et Strasbourg.

des possibilités de logement des coopératives : c'est celui établi d'après les contrats de stockage souscrits entre l'Etat et les coopératives.

En prenant les chiffres des contrats de stockage des coopératives en 1934 et 1935, et en tenant compte des conditions imposées par le cahier des charges, le service du Génie Rural du Ministère de l'Agriculture a établi le tableau suivant sur les capacités de logement minime dont disposaient les coopératives :

| Departement       | Moyenne des<br>Récoltes 1934-35 | Nombre de coopé-<br>ratives | Capac. de logement<br>d'après le volume<br>des contrats de<br>stockage 1934 | Capac. de logement<br>d'après le volume<br>des contrats de<br>stockage 1935 | Nomb. de Coopérat.<br>ratives |
|-------------------|---------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Ain.....          | 835.000                         | 2                           | 131.000                                                                     | 4.000                                                                       | 1                             |
| Aisne.....        | 2.984.000                       | 57                          | 418.000                                                                     | 423.000                                                                     | 45                            |
| Allier.....       | 1.432.000                       | 3                           | 32.000                                                                      | 37.000                                                                      | 3                             |
| Alpes (Basses)... | 396.000                         | 2                           | 5.000                                                                       | 27.000                                                                      | 2                             |
| Alpes (Hautes)... | 169.000                         | 1                           | 250                                                                         |                                                                             |                               |
| Alpes (Mar.)....  | 43.000                          |                             |                                                                             |                                                                             |                               |
| Ardèche.....      | 2.14.000                        | 1                           | 8.000                                                                       | 3.000                                                                       | 1                             |
| Ardennes.....     | 855.000                         | 11                          | 80.000                                                                      | 48.000                                                                      | 9                             |
| Ariège.....       | 258.000                         | 1                           | 11.000                                                                      | 4.000                                                                       | 1                             |
| Aube.....         | 1.109.000                       | 55                          | 82.000                                                                      | 68.000                                                                      | 15                            |
| Aude.....         | 336.000                         | 6                           | 70.000                                                                      | 46.000                                                                      | 3                             |
| Aveyron.....      | 875.000                         | 1                           | 61.000                                                                      | 7.000                                                                       | 2                             |
| Belfort.....      | 29.000                          |                             |                                                                             |                                                                             |                               |
| Bouches du Rhône  | 258.000                         | 2                           | 60.000                                                                      | 50.000                                                                      | 1                             |
| Calvados.....     | 514.000                         | 2                           | 26.000                                                                      | 10.000                                                                      | 1                             |
| Cantal.....       | 85.000                          |                             |                                                                             |                                                                             |                               |
| Charente Inf..... | 980.000                         | 37                          | 98.000                                                                      | 196.000                                                                     | 26                            |
| Charente.....     | 1.262.000                       | 4                           | 96.000                                                                      | 75.000                                                                      | 3                             |
| Cher.....         | 1.770.000                       | 3                           | 62.000                                                                      | 30.000                                                                      | 3                             |
| Corrèze.....      | 271.000                         |                             |                                                                             |                                                                             |                               |
| Corse.....        | 32.000                          |                             |                                                                             |                                                                             |                               |
| Côte-d'Or.....    | 1.135.000                       | 17                          | 120.000                                                                     | 117.000                                                                     | 16                            |
| Côte-du-Nord...   | 1.569.000                       | 22                          | 95.000                                                                      | 45.000                                                                      | 12                            |

|                     |           |    |         |         |    |
|---------------------|-----------|----|---------|---------|----|
| Creuse.....         | 740.000   | 3  | 25.000  | 37.000  | 3  |
| Dordogne.....       | 1.400.000 | 25 |         | 39.000  | 15 |
| Doubs.....          | 274.000   | 1  | 6.000   | 2.000   | 1  |
| Drôme.....          | 831.000   | 8  | 209.000 | 36.000  | 2  |
| Eure.....           | 1.692.000 | 12 | 164.000 | 104.000 | 8  |
| Eur-et-Loir.....    | 2.386.000 | 55 | 361.000 | 438.000 | 26 |
| Finistère.....      | 1.275.000 | 28 | 85.000  | 100.000 | 5  |
| Gard.....           | 143.000   |    |         | 3.000   | 1  |
| Garonne (Haute) ..  | 1.127.000 | 6  | 74.000  | 71.000  | 5  |
| Gers.....           | 881.000   | 22 | 54.000  | 48.000  | 12 |
| Gironde.....        | 484.000   | 4  | 18.000  |         | 2  |
| Hérault.....        | 28.000    |    |         |         |    |
| Loire.....          | 321.000   | 6  | 34.000  |         |    |
| Loire (Haute).....  | 226.000   |    |         |         |    |
| Loire-Infér.....    | 1.867.000 | 6  | 322.000 | 44.000  | 3  |
| Loiret.....         | 1.561.000 | 21 | 198.000 | 230.000 | 17 |
| Lot.....            | 492.000   | 9  | 4.000   | 1.000   | 1  |
| Lot-et-Gar.....     | 970.000   | 24 | 56.000  | 16.000  | 8  |
| Lozère.....         | 56.000    |    |         |         |    |
| Maine-et-Loire ..   | 1.545.000 | 41 | 413.000 | 108.000 | 14 |
| Manche.....         | 401.000   | 1  | 3.000   |         |    |
| Marne.....          | 1.823.000 | 30 | 183.000 | 181.000 | 20 |
| Marne (Haute) ..    | 683.000   | 5  | 73.000  | 47.000  | 3  |
| Mayenne.....        | 1.430.000 | 7  | 37.000  | 49.000  | 6  |
| Meurthe-et-Mos. .   | 709.000   | 6  | 65.000  | 30.000  | 3  |
| Meuse.....          | 821.000   | 11 | 76.000  | 48.000  | 10 |
| Morbihan.....       | 683.000   | 3  | 199.000 | 12.000  | 3  |
| Moselle.....        | 963.000   | 11 | 46.000  | 55.000  | 7  |
| Nièvre.....         | 722.000   | 11 | 69.000  | 54.000  | 7  |
| Nord.....           | 3.066.000 | 30 | 378.000 | 569.000 | 19 |
| Oise.....           | 2.371.000 | 49 | 213.000 | 243.000 | 38 |
| Orne.....           | 486.000   | 4  | 15.000  | 11.000  | 3  |
| Pas-de-Calais. .    | 3.344.000 | 29 | 264.000 | 248.000 | 23 |
| Puy-de-Dôme. .      | 934.000   | 1  | 63.000  | 22.000  | 1  |
| Pyrénées (Basses).  | 733.000   |    |         |         |    |
| Pyrénées (Hautes).  | 260.000   |    |         |         |    |
| Pyrénées (Orient.). | 15.000    |    |         |         |    |
| Rhin (Bas).....     | 629.000   | 3  | 12.000  |         |    |
| Rhin (Haut).....    | 332.000   | 3  | 19.000  | 2.000   | 1  |
| Rhône.....          | 381.000   | 2  | 62.000  | 30.000  | 1  |
| Saône (Haute)....   | 515.000   | 4  | 26.000  | 35.000  | 3  |
| Saône-et-Loire ..   | 1.224.000 | 12 | 22.000  | 7.000   | 3  |
| Sarthe.....         | 1.137.000 | 26 | 77.000  | 59.000  | 8  |
| Savoie.....         | 204.000   |    |         |         |    |
| Savoie (Haute)...   | 324.000   |    |         |         |    |
| Seine.....          | 32.000    |    |         |         |    |
| Seine-Infér. ....   | 1.865.000 | 16 | 147.000 | 71.000  | 15 |
| Seine-et-Marne ..   | 2.423.000 | 34 | 207.000 | 182.000 | 29 |
| Seine-te-Oise. .... | 1.798.000 | 21 | 195.000 | 147.000 | 19 |

|                   |           |    |         |         |    |
|-------------------|-----------|----|---------|---------|----|
| Sèvres (Deux). .. | 314.000   | 22 | 89.000  | 75.000  | 21 |
| Somme. ....       | 2.411.000 | 70 | 314.000 | 280.000 | 43 |
| Tarn. ....        | 826.000   | 6  | 25.000  | 14.000  | 3  |
| Tarne-et-Garon .. | 633.000   | 33 | 77.000  | 39.000  | 15 |
| Var. ....         | 99.000    |    |         |         |    |
| Vaucluse. ....    | 354.000   | 4  | 9.000   |         |    |
| Vendée ....       | 1.563.000 | 4  | 139.000 | 193.000 | 3  |
| Vienne. ....      | 1.571.000 | 37 | 182.000 | 257.000 | 34 |
| Vienne (Haute)... | 722.000   | 4  | 17.000  | 20.000  | 2  |
| Vosges. ....      | 399.000   | 4  | 37.000  | 23.000  | 3  |
| Yonne. ....       | 1.238.000 | 29 | 49.000  | 67.000  | 23 |

---

Totaux..... 83.912.000 1.085 7.573.450 6.221.000 666

On remarquera les variations importantes entre 1934 et 1935. Cela tient à plusieurs raisons :

1° à la diminution du nombre des coopératives. En effet beaucoup de coopératives de façade ont disparu à la suite du travail d'épuration :

2° au fait que beaucoup de coopératives ont volontairement limité le volume de leurs contrats de stockage voulant réserver une partie de leur activité et de leurs magasins pour le travail et la vente de blé libre.

3° au fait que certaines coopératives qui avaient, en 1934, utilisé des moyens temporaires (locations provisoires ou logement dans des magasins généraux) ne l'ont pas renouvelé en 1935.

Les chiffres de capacité de logement que nous avons indiquée dont disposent les coopératives sont les chiffres minima. On peut estimer, la capacité dont elles disposent à 8 millions de quintaux environ. Celle-ci peut être augmentée en cas d'accou, grâce au logement du blé dans les magasins généraux.

Cette capacité de logement permet aux coopératives de travailler de 24 à 30 millions de quintaux. Nous basant même sur le chiffre minimum de 24 millions de quintaux, cela représente le tiers de la consommation annuelle.

Il n'est pas exagéré de conclure que les coopératives ont

la possibilité de manipuler la moitié des stocks de blé vendus à la meunerie. On voit les conséquences que cela peut avoir au point de vue de l'évolution du marché.

Les coopératives ont maintenant un développement suffisant pour jouer un rôle de premier plan sur le marché du blé.

Toutes les mesures qui pourront être prises, dans quelque domaine que ce soit pour organiser le marché du blé, qu'il s'agisse de l'élimination des excédents, de l'amélioration des variétés et de la valeur boulangère, de la réorganisation du marché à terme, etc., toutes ces mesures devront tenir compte de l'importance du mouvement coopératif. (51)

## OFFICE DU BLE ET COOPERATIVE

Le 15 août 1936, le Parlement a voté la loi sur les blés, cette loi institue l'Office National interprofessionnel du blé. Vu le caractère essentiel de cet Office, il aurait été préférable de l'appeler « organisation interprofessionnelle de la vente du blé ». Cet Office constitue un établissement public, jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé, pour ses opérations financières, sous le contrôle du Ministère des Finances et, pour sa gestion technique, sous le contrôle du Ministère de l'Agriculture (52).

Le directeur de l'Office est nommé et révoqué par décret pris sur la proposition du Ministre de l'Agriculture.

L'Office National du Blé est administré par un Conseil central de cinquante et un membres. Il est institué dans chaque département un comité d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales. Le Comité départemental est composé de représentants des producteurs de blé, de représentants des consommateurs de la meunerie, de la boulangerie, du commerce, de représentants de l'administration

---

(51) Sur les Documents du « Stokage Coopérative de blé ». On peut voir l'article de M. Louis Leroy : Journal d'Agriculture pratique du 6 juin 1936.

(52) Art 1, Loi du 15 août 1936.

désignés par le préfet dans les mêmes proportions et dans les mêmes conditions que les membres du Conseil central (53).

Les Comités départementaux décident s'il y a lieu de provoquer et de faciliter la création de nouvelles coopératives de blé partout où le besoin s'en fera sentir et interviendront pour régler les différends pouvant se produire au sujet de la zone d'action des coopératives de blé. Les coopératives créées après le 1er janvier 1936 devront être agréées par le Comité départemental. Le Conseil central arbitrera les désaccords qui se produiraient.

Les coopératives pourront modifier leurs statuts et accepter comme usagers tous producteurs de blé, propriétaires et exploitant eux-mêmes ou à mi-fruits fermiers ou métayers qui ne seraient pas membres de la coopératives, ainsi que tout détenteur de blé reçu en paiement de fermage ou de service, sans perdre pour cela le bénéfice du décret-loi du 8 août 1935. Les usagers participeront aux charges de gestion de la coopérative proportionnellement aux quantités livrées par eux (54).

Les cultivateurs, non encore coopérateurs, auront la possibilité de le devenir pourvu qu'ils s'engagent à remplir les obligations statutaires.

Chaque producteurs aura la faculté de s'adresser à la coopérative de blé de son choix, mais il ne pourra appartenir qu'à une seule coopérative par exploitation. Toutefois, les membres d'une coopérative de stockage auront la faculté d'adhérer également à une coopérative de semences.

Les gérants des coopératives ne pourront directement ou indirectement, par personnes interposées, se livrer à aucune exploitation commerciale.

Toutes les coopératives de blé pourront recevoir de l'Office National des subventions leur permettant de faire face à leurs frais de gestion.

---

(53) Art. 3 et 4 de la Loi du 15 août 1936.

(54) Art. 5 de la Loi du 15 août 1936

Dans les communes mixtes des départements algériens où n'existerait pas de coopérative, les sociétés indigènes de prévoyance créées par la loi du 14 avril 1893 seront éventuellement habilitées par le Comité départemental à remplir le rôle dévolu aux coopératives.

Sous l'approbation du Comité départemental, les coopératives de blé et les organismes désignés à cet effet par le Comité départemental et contrôlés par l'Office National, pourront confier au commerce local, si celui-ci n'opère pas pour son propre compte, réception, logement, stockage, conservation des blés ou autres opérations, ou laisser en dépôt chez les cultivateurs tout ou partie des blés qu'ils auront pris en charge.

Le contrôle de l'Office National s'exercera effectivement sur les Comités départementaux, les coopératives de blé, les moulins coopératifs, les négociants et les organismes prévus ci-dessus pour assurer la stricte application des dispositions de la présente loi, et notamment le respect de l'échelonnement des ventes, la régularité des prix et des qualités de blé. Une somme de 15 centimes sera prélevée sur chaque quintal de blé vendu par les coopératives et les négociants. Elle sera perçue pour une moitié au profit des Comités départementaux et pour l'autre moitié au profit de l'Office National du Blé, par les soins des Comités départementaux auprès des coopératives dans les conditions prévues à l'article 25 et par l'administration des contributions indirectes auprès des négociants en grains.

L'Office National aura le monopole de l'importation et de l'exportation des blés, des farines et des céréales panifiables, des semoules et des sous-produits de trituration. Il ne recourra à l'importation des blés étrangers qu'en cas d'insuffisance quantitative ou qualitative des blés français dûment reconnue par le Conseil central. En particulier pour l'obtention des farines de coupage et pour les besoins de la semoulerie ou de la fabrication des pâtes alimentaires, il utilisera les blés tendres de force et les blés durs nord-africains (55).

---

(55) Art. 16 de la loi du blé.

Les coopératives de blé et les organismes visés par l'article 5 seront tenus de se porter acquéreurs au prix et dans les conditions fixées par l'Office National, sous réserve de respecter l'échelonnement prévu par l'article 15, de tous les blés qui leur seront offerts. Les coopératives seront tenues de régler en espèces ou par chèque le prix des blés à leur livraison jusqu'à concurrence de 50 quintaux au minimum, pour le surplus un acompte des deux tiers de leur valeur devra être accordé (56).

Après la création de l'Office du Blé, les opinions publiques se livrèrent à de différentes critiques, cherchant surtout à montrer les défauts et les lacunes de cette nouvelle organisation. En voici d'ailleurs quelques exemples :

M. Lucien Boudehan, président du Syndicat agricole de Gaillon, en a écrit un volume intitulé *Etude et commentaire de la loi sur l'Office du Blé*. « Il aurait donc été préférable, y lit-on, de dire organisation interprofessionnelle de la vente du blé, ou encore pour rendre hommage à la vérité, monopole interprofessionnel de la vente du blé... » La loi sur les blés crée une situation toute nouvelle puisque les producteurs de cette céréale ne pourront la vendre que par l'intermédiaire d'organismes déterminés et de négociants agréés. Les coopératives légales et en possession d'Etat ne peuvent pas, dans l'intérêt général, faire preuve de particularisme et refuser systématiquement des services rendus obligatoires par le monopole. D'autre part, il serait injuste qu'un afflux de cultivateurs indésirables ou hostiles à l'idée d'association puissent forcer les pores de la société et de substituer aux administrateurs qui l'on fait vivre et prospérer. »

A la fin de son livre, l'auteur ajoute : « La loi actuelle (sur l'Office du Blé) est imparfaite comme toutes les choses humaines, plus imparfaite même à cause des passions politiques qui se sont donné libre cours. Il appartient aux intéressés de l'améliorer, au Conseil général, aux Comités départemen-

---

(56). Art. 17 de la loi du blé.

taux et aux coopératives de proposer les modifications nécessaires ; à toute la culture de ne pas opposer cette résistance passive qui tue les initiatives et de ne pas refuser des avantages réels pour des mirages. Déjà dans la pratique, les organismes sont obligés de donner des entorses à la loi pour appliquer le reste et cela avec l'agrément du ministre...

« Pour la culture, l'union est nécessaire, mais ne peut être obtenue que par l'obligation. Il suffit de 10 % de dissidents pour que les prix normaux du blé, du lait et de toutes les denrées agricoles ne puissent être assurés aux travailleurs de la terre. »

M. Dupont, directeur de l'Essor Agricole, à Lille, fait un exposé le 20 janvier 1937, dont voici quelques passages :

« Violation flagrante de la loi (sur l'Office du Blé), plaçant les coopératives financées par les Caisses libres en état d'infériorité ! Celles-ci auraient dû, avec une loi de larges crédits, bénéficier au moins du droit commun dont elles jouissaient quand le marché n'était pas protégé par l'Etat et récompter directement leurs effets auprès des Banques, et notamment de la Banque de France.

« Par coïncidence, la Banque de France venait d'être étatisée et avaient tendance à ne plus financer qu'administrativement.

« Quant aux banques qui, dans cette période précédant la dévaluation, vivaient dans la crainte de retraits massifs de leurs dépôts, elles n'étaient plus en état de nourrir elles-mêmes leurs papiers. En sorte que les coopératives qui auraient dû, plus que jamais, bénéficier des flots d'argent que l'Etat prétendait faire ruisseler sur le pays par son Office et par sa Banque, se trouvaient n'avoir plus rien du crédit des années précédentes... » (57).

Certes, l'Office du Blé est une organisation tout à fait nouvelle ayant pour but principal la suppression du marché spéculatif.

---

(57) Compte rendu de la journée d'Etude organisée par l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de vente et de transformation du blé, p. 35.

latif des Bourses de Commerce par la force gouvernemental. Il est donc naturel qu'il y ait des défauts et des lacunes, comme dans toutes les expériences au début. Il s'agit de modifier et améliorer peu à peu sa loi organique selon la nécessité qui se fera jour.

Le 5 juin 1937 on annonçait le prochain dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 15 août 1936, et on soulignait que ses principales dispositions avaient été énoncées au Comité d'administration de l'Office du Blé. Le projet a été effectivement déposé le 12 juin sur le Bureau de la Chambre des Députés. Entre ces deux dates des modifications se sont produites. Il touche à la composition et au fonctionnement de l'Office, au rôle des coopératives et des négociants et au financement des opérations. Voici ses articles et les observations auxquelles il donnent lieu :

*Article VI.* — Prévoit le recensement des stocks en fin de campagne chez les meuniers, les commerçants, les coopératives et en général tous les détenteurs autres que les producteurs. Il y aurait lieu de préciser si les propriétaires dont les fermages sont payés en blé sont astreints à cette déclaration. D'autre part, deux hypothèses se présentent : si les prix de la nouvelle campagne sont supérieurs à ceux de l'ancienne, tous les déclarants sont astreints à verser au profit de l'Office la différence existant entre ces deux prix : si le prix de la nouvelle campagne est inférieur à celui de l'ancienne, les stocks anciens seront obligatoirement achetés par les meuniers au prix de fin de campagne, par le jeu de pourcentage d'emploi obligatoire. On se trouvera donc en présence de deux sortes de prix, ce qui renouvelle un système condamné par le Ministre de l'Agriculture, l'année précédente. Enfin faire un sort différent aux coopératives et aux producteurs, c'est méconnaître le caractère mutualiste de ces deux organisations qui, en droit, sont le prolongement de l'individu, le blé détenu par les coopératives étant la propriété commune des producteurs.

*Article VII.* — Contient trois dispositions nouvelles qui atteignent autant les producteurs que les meuniers. Il comporte

le pouvoir donné au conseil central d'obliger : tous les producteurs de blé à livrer leurs marchandises avant le 30 juin ; les coopératives de blés ou les négociants à la vendre ; les transformateurs autrement dit les meuniers à l'acheter.

Ces trois dispositions modifient profondément la structure de la loi du 15 août 1936, qui jusqu'à présent était une loi de réquisition et qui, du fait de leur introduction, va devenir une loi de réquisition soit chez le producteur, soit dans les magasins des coopératives. La disposition peut rendre l'acquisition obligatoire, ce qui sera une innovation dans le code. Ce même article prévoit la distribution des blés de départements à départements, ce qui implique une question de transport et, par suite, de prix. Les meuniers produiront de ce fait des farines à des prix différents, selon qu'il leur sera imposé de les acheter dans leur rayon le plus proche ou dans des centres éloignés.

Le Conseil central pourra fixer les conditions dans lesquelles les blés destinés à la consommation humaine seront obligatoirement libérés par les coopératives et organismes assimilés ou les négociants inscrits, ou reçus par les « industries utilisatrices ». Des sanctions, allant jusqu'au paiement d'une amende de 50 francs par quintaux de blé, sont prévues.

*Article VIII.* — Dit que l'Office du Blé pourra acheter du blé et il aura la faculté de « se faire consentir des avances » nécessaires au financement de ses achats qu'il effectuera sur le marché intérieur ou extérieur par des établissements publics ou privés avec l'autorisation des Ministres de l'Agriculture et des Finances.

*Article IX.* — Dit que l'Office du Blé est autorisé à réclamer à l'appui des demandes d'autorisation d'exportation et d'importation un versement provisionnel qui sera restitué lors de la réalisation définitive de l'opération.

*Article X.* — Le nombre de quintaux de blés devant être payé intégralement à la livraison pourra être porté de 50 à 75.

*Article XI.* — Les coopératives de blé pourront faire moudre à façon les blés de leurs adhérents en se conformant au rythme de livraison.

Cette disposition créera des différences entre les coopératives selon qu'elles seront plus ou moins à même de disposer d'un moulin dans leur voisinage immédiat ou éloigné.

*Article XII.* — Les coopératives agricoles de meunerie ou de meunerie-boulangerie seront considérées comme coopératives de blé au regard de la présente loi.

*Article XIII.* — Un titre de mouvement devra accompagner les blés depuis les centres de stockage.

*Article XI.* — L'Office aura un privilège pour le recouvrement de ses créances en principal et en intérêt contre les personnes ou les sociétés à l'égard desquelles il pourra exercer un recours.

*Article XV.* — Le personnel permanent de l'Office aura le bénéfice de la loi du 4 avril 1924 sur les pensions civiles (58).

Nous tenons à signaler que le *Journal Officiel* du 26 octobre 1937 a publié deux décrets portant la date du 17 octobre, ayant pour but d'appliquer certaines clauses du décret du 26 septembre 1936 concernant l'organisation financière de l'Office National interprofessionnel du blé.

Le premier fixe les conditions dans lesquelles seront attribuées par l'Office du Blé, des subventions aux coopératives pour participation aux frais de financement des blés à livraison différée. Le second fixe les conditions d'attribution par l'Office National interprofessionnel du blé, des subventions pour frais de gestion aux coopératives de blé. Il nous semble que ces deux décrets permettraient à l'Office National du Blé de fonctionner dans les meilleures conditions pour défendre efficacement les intérêts des producteurs de blé.

---

(58) Bulletin Quotidien n° 135 (le 18 juin 1937).

## MOULINS COOPERATIFS ET MEUNERIES-BOULANGERIES COOPERATIVES

Les moulins coopératifs et même les meuneries-boulangeries coopératives sont déjà nombreux en France. On cite parmi les organisations de meuneries coopératives, celles de l'Aube, qui groupaient en 1930 plus de 2.500 cultivateurs et ont une capacité d'écrasement de 1.000 quintaux par jour. La meunerie coopérative de Brienne-le-Château, qui songe à augmenter ses moyens d'action, fonctionne depuis 1921 ; elle reçoit tous les grains de ses adhérents et vend le surplus au commerce. Les coopérateurs, au nombre de près de 700, représentent une production annuelle de 70.000 à 80.000 quintaux. La coopérative de Romilly-Méry a des moulins dont le débit journalier s'élève à plus de 550 quintaux ; elle a des magasins dont quatre silos en bois peuvent contenir 10.000 quintaux. Deux autres moulins existent, l'un à Arcis-sur-Aube, travaillant 200 quintaux, l'autre à Survannes, de 40 quintaux par jour.

La société coopérative de meunerie d'Anjou a acheté en 1926 deux importants moulins à Angers et à Château-Gontier, qui travaillent respectivement 400 et 200 quintaux par jour. Les développements de la coopérative de Maine-et-Loire, qui fut créée par une souscription de deux millions, couverte par 2.000 cultivateurs, sont considérables.

Grâce à l'application du système coopératif, la Société coopérative de meunerie d'Anjou a pu payer le blé, pendant le premier trimestre de la présente campagne, 135 francs le quintal, alors qu'il valait en Maine-et-Loire 123 à 127 francs. Ces résultats montrent qu'il y a dans la coopération un progrès très appréciable que l'État se doit d'encourager.

A côté des moulins coopératifs, il y a les meuneries-boulangeries coopératives, qui offrent un cycle complet de coopération. La meunerie de Condom, dans le Gers, en est un

exemple. Elle comporte magasin à blé, meunerie et boulangerie et compte plus de 1.300 sociétaires avec des modes de livraisons différents.

M. Vimeux, dans un rapport présenté au Congrès des syndicats agricoles, à Arras en 1904, signalait l'existence de 143 de ces organismes dans les Deux-Sèvres et de 60 dans la Vendée. Celle de Saujon, créée en 1867, et qui groupe près de 300 sociétaires, possède un vaste immeuble, un matériel perfectionné et, tout en vendant le pain à dix centimes moins cher que les boulangers, a pu distribuer dans certains exercices jusqu'à 5.500 francs de ristournes. Voulant compléter leurs œuvres, les conseils d'administration d'une douzaine de panifications, disséminées dans la région de Saujon, ont créé en 1921, avec le concours du Crédit Agricole et du Génie Rural, une minoterie qui groupe plus de 1.000 agriculteurs affiliés déjà aux sociétés de panification. C'est ainsi que l'Union sur le domaine coopératif de la minoterie et de la boulangerie, a pu réaliser, dans un pays de petite propriété où les récoltes en céréales n'excèdent pas les besoins en farine de la population, le double but suivant : maintenir le prix du blé à un cours rémunérateur pour l'agriculteur et provoquer la baisse du prix du pain (59).

En principe, plusieurs meuneries coopératives se sont adjointes des boulangeries-coopératives. Au commencement de 1937, selon les chiffres officiels (60), il existait 110 meuneries ou meuneries-boulangeries en France, mais il faut noter que la formation de nouvelles meuneries coopératives est entravée par les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 qui interdit la création de nouveaux moulins ou la réouverture des moulins fermés depuis le 1er janvier 1930, sans prévoir de régime spécial pour les coopératives. Pour connaître le fonc-

---

(59) Peysscherie : Les Annales de la Mutualité et de la Coopérative Agricole.

(60) Journal Officiel. Annexe 11 avril 1937.

tionnement de la coopérative meunerie-boulangerie et moulin coopératif, nous allons étudier ici deux sociétés les plus connues : celle de Condom et celle du Nord.

*La Coopérative de Meunerie et de Boulangerie  
de Condom.*

Elle est fondée en 1908 avec un capital de 20.000 francs (800 parts à 25 francs), porté en 1930 à 64.750 francs.

La Société a pour objet :

1° De moudre les blés, maïs, fèves et autres grains provenant exclusivement des associés et de vendre les produits ainsi obtenus ;

2° De transformer en pain la farine du blé et de vendre le pain ainsi fabriqué ;

3° De vendre directement les blés, maïs, fèves et autres produits agricoles provenant des associés ;

4° De les emmagasiner et de faciliter les opérations de warrantage (61).

Les modes de livraison du blé sont nombreux. Le cultivateur peut d'abord donner à la coopérative toute sa récolte, moins les quantités représentant sa consommation et ses semences ; on lui donne une avance à la livraison, et le reste lui est payé au prix moyen. Il peut apporter son blé à n'importe quel moment de l'année : la ristourne est alors proportionnelle au temps à courir entre la livraison et le 30 juin. Le coopérateur peut enfin exiger le paiement immédiat, en livrant son blé ou simplement apporter ce qui est nécessaire à sa consommation. Dans ce dernier cas, il reçoit en échange des bons d'un hectolitre qui s'échangent contre du pain d'une valeur correspondante à la valeur du blé et dans la proportion suivante :

*Pour un hectolitre :*

|   |                                                  |       |           |
|---|--------------------------------------------------|-------|-----------|
| 1 | bons de pain d'une valeur de 8 kg. de blé pesant | 7 kg. | 210       |
| 2 | bons                                             | »     | 3 kg. 500 |
| 4 | bons                                             | »     | 1 kg. 500 |
| 8 | bons                                             | »     | 0 kg. 700 |

---

(61) Jean Sirol : Les problèmes français du blé, p. 349.

En échange d'un quintal de blé, la coopérative donne 83 kg. 125 de pain. La coopérative travaille 220 quintaux de blé par jour et produit 160 quintaux de farine; elle fabrique 4.600 kg. de pain.

### *Les Moulins Coopératifs du Nord.*

Les coopératives des Flandres, de l'Artois, de l'Escaut et de la Sambre ont acheté pour exploiter en commun trois moulins, dont la puissance d'écrasement dépassait en 1929 1.000 quintaux par jour et qui fournissaient en farine les boulangeries coopératives associées.

Pour marquer l'importance de ce mouvement, notons que la seule coopérative de Sambre et d'Escaut produisaient en 1932 plus de 138.000 quintaux de pain par semaine et ses bénéfices pour l'année 1931 étaient de 11 à 12 centimes au-dessous de la taxe préfectorale, compte tenu de la distourne (62).

Il est certain que ces coopératives, qui assurent toute la suite des opérations du producteurs au consommateur, sont de nature à aider puissamment à l'organisation du marché, tout en réduisant le prix du pain. Malheureusement, tant par suite des conditions de milieu que du manque d'esprit coopératif, on doit se contenter le plus souvent de coopératives de vente.

Les coopératives, en l'absence des dispositions législatives, peuvent se constituer sous forme de sociétés civiles ou anonymes. L'inconvénient des premières est que la responsabilité des sociétaires est illimitée. Dans les sociétés anonymes, au contraire, chaque sociétaire n'est responsable que dans la limite des parts dont il est titulaire.

Il faut que le coopérateur sente que son intérêt le fait solidaire du succès de la coopérative. Il faut faire partie obligatoirement d'un certain nombre d'années de la coopérative. Le projet sur les statuts des coopératives, déposé à la Chambre le 28 mai 1931 (Chambre des Députés, n° 5.034) prévoyait pour le sociétaire l'obligation de ne pas se retirer avant l'expiration d'un certain délai.

---

(62) Prache : Du blé au pain, juillet-août 1922, p. 36.

## LA COOPERATIVE DE FRUITS ET MARAICHÈRE

Avant d'aborder ce chapitre, nous devons avouer que, malgré tous nos efforts, nous n'avons pu trouver beaucoup de documents capables de satisfaire notre curiosité. La vérité est que la coopérative de fruits et maraîchère est un mouvement relativement récent en France et, par conséquent, encore peu développé.

Cependant, nous constatons que la France est un pays de fruits et de légumes variés. Du Sud au Nord chaque région a ses spécialités dans différentes saisons. Mais elle est aussi essentiellement un pays de petites cultures fruitières et maraîchères dont la majeure partie de production est consommée dans le pays même et qui ne permettent guère l'exportation en grande échelle, comme sa voisine l'Italie, par exemple, qui en inonde tous les marchés européens. Ceci explique l'absence de grands trusts de fruits et légumes qui pourraient encourager d'une part la production et d'autre part le rapprochement entre les producteurs français.

Nous constatons également que le Français n'est pas un grand consommateur de fruits et légumes conservés, en ayant de frais à chaque saison dans toutes les régions. C'est aussi une raison du peu de développement de l'industrie de fruits et maraîchère. Comme dans tous les domaines de culture dont la production ne se prête pas à la conservation ni à une grande exportation, le mouvement coopératif horticole n'est pas non plus très développé en France, car les fleurs ne sont pas une marchandise à conserver.

En 1937, il y avait en France à peine un millier de coopératives ou syndicats fruitiers et maraîchers dont deux cents seulement ont donné leur adhésion à une Fédération nationale. Faute d'un centre de documentation complète, telle qu'une fédération nationale englobant toutes les organisations régionales, il nous a été impossible de recueillir des renseignements détaillés sur la grande partie du mouvement coopératif fruitier

et maraîcher en France. Nous sommes donc obligés de nous en contenter ci-après de quelques études sommaires.

• • •

Depuis une cinquantaine d'années, les cultures maraîchères et fruitières se sont largement développées en France. Un million d'hectares environ sont consacrés à la culture fruitière, maraîchère et florale. La valeur des produits obtenus représente près de 4 milliards de francs pour les légumes, 2 milliards pour les fruits, près d'un milliard pour l'horticulture florale, soit un total de 7 milliards de francs.

## 1° PRODUCTION DE FRUITS

Le fruit est cultivé en France sous toutes ses latitudes, depuis le Nord jusqu'à la Méditerranée. Ses principales productions sont les pommes, les poires, les raisins, les prunes, les noix, des pêches, les cerises, les abricots et les fraises.

*Pommes et poires.* — On peut estimer la production de pommes et de poires d'après la statistique du Ministère de l'Agriculture, ci-dessous indiquée :

|               | <i>Production</i>  |                      |
|---------------|--------------------|----------------------|
| <i>Années</i> | <i>en quintaux</i> | <i>Valeur en Fr.</i> |
| —             | —                  | —                    |
| 1928 .....    | 1.015.960          | 219.877.250          |
| 1929 .....    | 4.095.460          | 650.084.640          |
| 1930 .....    | 1.227.500          | 253.752.950          |
| 1931 .....    | 2.123.490          | 225.764.410          |
| 1932 .....    | 2.163.660          | 271.370.090          |
| 1933 .....    | 1.822.930          | —                    |

Les variétés cultivées sont très nombreuses et diffèrent suivant les régions. Citons tout particulièrement pour les pommes : les diverses Reinettes et la Calville ; pour les poires : les Beurrées, la Williams, la Passe-Grassane, la Louisebonne.

*Le raisin.* — La culture du raisin de table est importante en France ; depuis plusieurs années, on constate une augmen-

tation sensible de la production que l'on pourra examiner de façon plus approfondie sur le tableau ci-dessous :

| Année      | Surf. en hecta. | Prod. en quint. | Val. en fr. |
|------------|-----------------|-----------------|-------------|
| 1928 ..... | 22.160          | 1.111.800       | 260.845.800 |
| 1929 ..... | 25.670          | 1.483.980       | 310.308.800 |
| 1930 ..... | 24.530          | 927.750         | 258.393.050 |
| 1931 ..... | 26.570          | 1.200.610       | 203.416.900 |
| 1932 ..... | 26.560          | 986.770         | 158.489.750 |
| 1933 ..... |                 | 1.394.670       |             |

Les grandes régions productrices en France sont le Languedoc, la Provence, le Roussillon, le Sud-Ouest, la Touraine, la Région parisienne. Parmi les variétés cultivées, citons : le Chasselas, le Muscet, les Clairettes, l'Ceillade.

*Les prunes.* — Voici un tableau, pris dans la statistique agricole en France, qui nous montre le rendement de la culture de la prune au cours de ces dernières années :

| Années     | Production en quintaux | Valeur en Fr. |
|------------|------------------------|---------------|
| 1928 ..... | 350.450                | 75.510.910    |
| 1929 ..... | 844.160                | 161.027.460   |
| 1930 ..... | 618.770                | 124.263.300   |
| 1931 ..... | 375.880                | 65.049.050    |
| 1932 ..... | 631.640                | 103.100.470   |
| 1933 ..... | 357.680                | —             |

Les régions spécialement productrices sont l'Alsace et la Lorraine. La variété la plus cultivée est la Mirabelle.

*La pêche.* — Elle est cultivée dans un grand nombre de départements, mais de façon intensive surtout dans l'Ardèche, la Vallée du Rhône, la Région Méditerranéenne et le Roussillon. Voici le tableau de sa production annuelle au cours de ces dernières années, production qui est en progression :

| <i>Années</i> | <i>Production en quintaux</i> | <i>Valeur en Fr.</i> |
|---------------|-------------------------------|----------------------|
| 1928 .....    | 146.470                       | 66.491.670           |
| 1929 .....    | 406.400                       | 133.453.650          |
| 1930 .....    | 193.980                       | 69.438.900           |
| 1931 .....    | 350.940                       | 105.898.050          |
| 1932 .....    | 495.740                       | 111.285.120          |
| 1933 .....    | 454.880                       | —                    |

Les principales variétés cultivées sont : Amaden, May Flover, Halée Early, Grosse Mignonne, Alexis Lepère, Reine des Vergers, etc...

*Les cerises.* — La cerise est cultivée dans les vergers de presque toutes les régions de France. Voici la statistique de la production de ces dernières années :

| <i>Années</i> | <i>Production en quintaux</i> | <i>Valeur en Fr.</i> |
|---------------|-------------------------------|----------------------|
| 1928 .....    | 254.170                       | 68.506.980           |
| 1929 .....    | 927.210                       | 221.831.400          |
| 1930 .....    | 572.600                       | 133.721.750          |
| 1931 .....    | 647.200                       | 128.946.050          |
| 1932 .....    | 517.670                       | 107.206.970          |
| 1933 .....    | 406.440                       | —                    |

Les variétés cultivées sont extrêmement nombreuses. Nous ne citons ici que les principales et plus particulièrement celles appréciées par les consommateurs : l'Anglaise hâtive, le Bigarreau Gaboulay, la Montmorency, le Bigarreau Napoléon, etc...

*L'abricot.* — L'abricot est cultivée surtout dans la région méditerranéenne et la Vallée du Rhône. Voici le tableau de la production au cours de ces dernières années :

| <i>Années</i> | <i>Production en quintaux</i> | <i>Valeur en Fr.</i> |
|---------------|-------------------------------|----------------------|
| 1928 .....    | 39.510                        | 15.022.150           |
| 1929 .....    | 180.260                       | 69.092.450           |
| 1930 .....    | 94.200                        | 32.030.400           |
| 1931 .....    | 79.750                        | 24.510.110           |
| 1932 .....    | 119.600                       | 57.006.180           |
| 1933 .....    | 93.080                        | —                    |

*La Fraise.* — De tous les petits fruits de table, la fraise occupe la première place quant à l'étendue de sa culture, l'importance de sa production et de son commerce. La fraise est cultivée dans toutes les régions de France. Certaines régions, comme Plougastel et Daoulas, dans le Finistère, lui doivent une véritable renommée.

## 2° PRODUCTION MARAÎCHÈRE

La production maraîchère de la France est très développée. D'après la statistique agricole publiée par le Ministère de l'Agriculture, les superficies de France consacrées à la culture des légumes frais sont les suivantes :

| <i>Années</i> | <i>Hectares cultivés</i> |
|---------------|--------------------------|
| 1928 .....    | 311.880                  |
| 1929 .....    | 417.890                  |
| 1930 .....    | 372.290                  |
| 1931 .....    | 364.520                  |
| 1932 .....    | 356.670                  |

Les centres de production maraîchère sont nombreux en France et répartis sur tous les points du territoire. Citons : la région de Saint-Omer, réputée pour ses choux-fleurs ; la région de Chalon-sur-Saône pour les épinards ; la Ceinture Dorée de Bretagne, qui produit en abondance des légumes et primeurs ; le Finistère avec ses artichauts et ses choux-fleurs ; la région de la Loire, où nous trouvons les maraîchers nantais et les

producteurs des asperges renommées de Vineuil-Saint-Claude ; la région méditerranéenne est le plus gros centre de production légumière.

Le tableau ci-dessous indique la superficie réservée à la production des légumes frais dans un certain nombre de départements, en 1932 :

| <i>Départements</i>         | <i>Hectares</i> |
|-----------------------------|-----------------|
| Allier .....                | 6.000           |
| Territoire de Belfort ..... | 11.440          |
| Charente .....              | 7.390           |
| Cher .....                  | 5.000           |
| Corrèze .....               | 5.000           |
| Dordogne .....              | 5.550           |
| Finistère .....             | 14.500          |
| Gironde .....               | 5.510           |
| Indre .....                 | 5.320           |
| Loir-et-Cher .....          | 6.200           |
| Loire-Inférieure .....      | 5.940           |
| Lot-et-Garonne .....        | 6.780           |
| Maine-et-Loire .....        | 11.190          |
| Manche .....                | 5.380           |
| Morbihan .....              | 5.340           |
| Nord .....                  | 13.550          |
| Oise .....                  | 8.420           |
| Pyrénées-Orientales .....   | 5.500           |
| Seine-Inférieure .....      | 6.460           |
| Seine-et-Marne .....        | 5.360           |
| Seine-et-Oise .....         | 16.710          |
| Var .....                   | 7.480           |
| Vaucluse .....              | 8.730           |
| Vendée (63) .....           | 7.340           |

(63) Les tableaux et les documents ci-dessus viennent du compte rendu des travaux du 22<sup>e</sup> Congrès National de la Mutualité et de la Coopération Agricole (rapport de M. Astier, 1934).

Il est à noter qu'il existe beaucoup moins de statistiques précises pour la production légumière que pour la production de fruits.

Les principales productions maraîchères sont le haricot vert, le petit pois, l'artichaut, l'asperge, le melon, la carotte, l'oignon, la tomate, etc...

### 3° PRODUCTION FLORALE

A l'heure actuelle, la production florale en France jouit dans le monde d'une très grande réputation. Les principales régions productrices sont les suivantes :

La Côte d'Azur, le nombre des variétés cultivées est très important. Il occupe environ 10.000 hectares. En 1931, la production s'est chiffrée à 140.000 quintaux dont 100.000 ont été expédiés sur les principaux centres d'achat en France et 40.000 quintaux ont été exportés.

Dans le Midi, citons la production renommée de la violette de Toulouse. La région d'Angers est un centre important de production de fleurs coupées. Dans la région parisienne, il y a un certain nombre de grands établissements qui se livrent à la production de nombreuses variétés de fleurs.

Il y a des trains spéciaux de Nice à Paris pour le transport des fleurs, et pour le transport des légumes du département du Vaucluse. Il y a même des syndicats qui ont construit des chemins de fer pour le transport de leurs produits. Par exemple, dans la Seine-et-Marne, le syndicat, après s'être transformé en coopérative de vente, a établi un chemin de fer à voie étroite, un Decauville, pour transporter les récoltes de ses membres à la station la plus proche.

Il y a de nombreuses coopératives qui transforment les fleurs en parfums ; à Grasse, par exemple, la coopérative des fleurs d'oranger, qui date de 1904 et groupe 1.400 producteurs. Non loin de là, une coopérative pour la fabrication de l'essence de rose. Il faut 1.000 kilogrammes de roses pour faire à peine un litre d'essence de rose ; aussi le prix serait-il presque inabordable si l'on n'avait recours à des essences chimiques pour réduire le coût de production.

Il existe aussi des coopératives pour la transformation des fruits en confiture, sans parler de celles pour l'expédition des fruits eux-mêmes. Les coopératives de fruits et maraîchères connaissent actuellement un important développement et elles ont créé des unions ou fédérations dont l'action paraît spécialement efficace sur le marché de ces produits essentiellement périssables étant difficilement praticable par les petits groupements isolés.

Jusqu'en 1937, il existait en France 900 coopératives ou syndicats groupant un million d'adhérents, produisant pour 9 milliards de francs en fruits et maraîchère. Parmi eux, il y a deux cents coopératives ou syndicats seulement qui participent à la Fédération Nationale des Coopératives et Syndicats de fruits, de primeurs, de fleurs et de produits divers, dont le siège général se trouve à Paris.

En matière de fruits et de primeurs en particulier, dans une période où le mot d'ordre doit être de tendre vers une qualité sans cesse meilleure des produits de la terre, il n'est pas douteux que la coopération soit l'outil idéal permettant d'atteindre le but.

La coopérative pourra imposer à ses adhérents le choix d'un petit nombre de variétés convenables et la mise en œuvre de procédés de lutte contre les ennemis des cultures, lutte facilitée d'ailleurs par la mise en commun d'appareils parfois coûteux et par l'acquisition à meilleur prix de produits efficaces et non fraudés.

Mais le rôle de la coopérative apparaît encore plus net dans les mesures qui ont trait au triage, au calibrage à la présentation et à l'emballage des produits. Ces opérations nécessitent tout d'abord une technique sûre, une connaissance des désirs de l'acheteur et, souvent, les installations et un matériel coûteux.

En effet, la coopérative pourra facilement se procurer et utiliser les installations coûteuses mais nécessaires. Il s'agit là d'immobilisations importantes que le cultivateur isolé ne peut pas réaliser. La coopérative, au contraire, peut s'outiller com-

plètement pour faire le travail de triage, calibrage, emballage de façon parfaite. Et si elle a su, au préalable, imposer à ses adhérents les règles convenables pour la production de bons bruits, en accord avec ce que demande l'acheteur, elle est capable alors de créer une marque et de la suivre.

La coopérative peut créer une marque et lui conserver son bon renom, à la condition d'exercer un contrôle rigoureux sur les produits en imposant à chaque coopérateur de marquer son colis d'un numéro qui l'identifie et permet de le retrouver en cas de réclamation de l'acheteur. Certes, il aurait été plus sûr et plus pratique si la coopérative préparait elle-même tous les envois et tous les colis avec les produits mélangés de ses adhérents. Il est donc nécessaire de vaincre avant tout l'esprit individualiste et la fierté naturelle du producteur qui s' imagine toujours que ses produits sont meilleurs, se vendraient plus cher et se distingueraient mieux en se trouvant au milieu des autres. Cette difficulté a été résolue déjà par maintes Caves coopératives et elle ne semble pas résister longuement à une propagande bien menée.

Loin des grands centres, dépourvue de renseignements, ignorante des tendances du marché et des besoins du consommateur, la coopérative qui commence seulement à fonctionner travaille en effet à l'aveuglette, expédiant sur un marché surchargé ou manquant au contraire de bonnes ventes possibles. Ne disposant que de renseignements commerciaux insuffisants, elle s'adresse parfois à des vendeurs peu consciencieux ou insolubles et éprouve de ce fait de nombreux déboires qui se retournent contre elle et contre le principe même de la Coopération.

La nécessité d'un organe national, coordonnant et facilitant les efforts des coopératives de production, s'est faite vivement sentir. C'est principalement la difficulté de trouver des débouchés pour les produits fruitiers et maraîchers, c'est la dépression de leurs prix à la production et la nécessité de faire un effort énergique en vue d'organiser coopérativement un système de distribution complétant l'action des groupements.

locaux ou régionaux, qui ont amené la Fédération nationale de la Mutualité et de la Coopération agricole à fonder, le 15 février 1933, une nouvelle filiale : *La Fédération Nationale des Coopératives et Syndicats de fruits, primeurs, fleurs et cultures similaires*. Celle-ci a pour but :

De répartir sur les principaux marchés français et étrangers les produits des groupements syndicaux et coopératifs régulièrement constitués ;

De mettre en harmonie l'offre et la demande, en dirigeant vers la consommation les marchandises dont elle a besoin ;

D'empêcher l'accumulation et la vente désordonnée, sur un même marché, de fruits et de primeurs de même catégorie, mais de provinces différentes.

La Fédération met à la disposition des groupements adhérents :

a) Un service central de renseignements qui a pour objet : de rassembler, puis de diffuser aux seuls groupements adhérents qui effectuent la vente de leurs produits par ses services de vente, des renseignements sur les cours, l'intensité des ventes et les possibilités des principaux marchés.

A l'heure actuelle, la Fédération reçoit tous les matins les renseignements provenant des principales places de France. Ces renseignements sont diffusés, soit directement, soit par l'intermédiaire des délégués régionaux, aux organisations intéressées qui les reçoivent dans la matinée. Elles ont ainsi tout le temps nécessaire pour préparer l'expédition qui partira le soir même sur le marché le plus intéressant pour leurs produits.

b) Un service de vente à la commission qui fonctionne sur les places suivantes : Paris, Bordeaux, Nantes, Lyon, Lille, Marseille, Strasbourg, Toulon, Dunkerque, Calais, Boulogne-sur-Mer, Amiens, Rouen, Le Havre, Caen, Abbeville, Saint-Omer, Saint-Etienne, Metz, Charleville, Longwy, Besançon, Grenoble, Béthune.

c) Un service de contrôle qui a pour mission :

De contrôler chaque jour les bordereaux de vente des produits des organisations adhérentes. Ceux-ci sont adressés dans

le plus bref délai aux Associations intéressées ;

De surveiller le règlement des ventes qui est effectué chaque semaine.

Pour leurs expéditions, elle procure aux organisations adhérentes un type unique d'étiquettes pour toute la France.

La Fédération a constitué un fonds de garantie destiné à indemniser les groupements de producteurs qui effectuent la vente de leurs produits sous le contrôle de ses services, des pertes qu'ils pourraient éprouver du fait du non-paiement par les vendeurs des produits expédiés. L'adhésion à ce fonds de garantie est facultative.

L'activité de la Fédération a porté ses efforts sur l'organisation des producteurs, ainsi que sur l'organisation de la consommation. Dans le Midi, le Sud-Est et le Sud-Ouest de la France, les délégués régionaux, dont l'action s'étend à plusieurs départements, ont pour mission de faire l'éducation des producteurs, de les engager à soigner leur plantation, de leur montrer les modes d'emballages qui sont préférables pour leurs produits, de les grouper en coopératives et syndicats et de guider leurs expéditions.

Les services de la nouvelle Fédération française fonctionnent depuis le mois de mars 1933. Déjà de nombreux syndicats et coopératives les ont utilisés.

Au Congrès national de la Mutualité et de la Coopération agricole du 28 juin 1934, M. Marcel Astier, président de la Fédération Nationale des Coopératives et Syndicats de Fruits et Primeurs, après son exposé, a proposé la motion suivante :

« Le Congrès,

« Considérant qu'il est urgent de faciliter l'écoulement de notre production fruitière, maraîchère et florale,

« Considérant que nos produits doivent, pour lutter utilement contre la concurrence étrangère, être sains, bien sélectionnés et bien présentés,

« Considérant que seule la coopérative peut permettre d'atteindre efficacement ces buts,

« Emet le vœu :

« Qu'avec le concours des directeurs des services agricoles, une propagande bien comprise soit organisée en vue de la création de coopératives dans tous les centres de production fruitière, maraîchère et florale ;

« Et approuve la création récente de la nouvelle filiale de la Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération agricole : la *Fédération Nationale des Coopératives et Syndicats de fruits, primeurs, fleurs et cultures similaires*, qui facilite l'écoulement dans les meilleures conditions possibles des produits centralisés par les coopératives et syndicats de producteurs, et qui agit en liaison avec la Ligue Nationale de lutte contre les ennemis des cultures. »

Depuis la dernière crise, un mouvement nouveau s'est très nettement manifesté et a compris l'intérêt d'une organisation nationale pour centraliser les services et les renseignements. Groupées sous la forme syndicale ou coopérative, les associations agricoles ont eu toutes le même souci de la recherche des débouchés. Et c'est pour elles que la Fédération Nationale des coopératives et syndicats de fruits, primeurs et produits divers s'est organisée en vue de faciliter leurs opérations. Parmi les multiples fonctions que la Fédération Nationale tient à remplir vis-à-vis de ses groupements affiliés, apparaît tout de suite l'importance du service des renseignements. C'est ainsi que, par les soins de la Fédération Nationale, on a déjà écoulé non seulement des fruits, primeurs, légumes provenant des organisations affiliées, mais également des conserves, fruits secs, légumes secs, huile d'olive, olives confites, pommes de terre, etc... La vente des œufs, beurres et fromages qui a exigé récemment la création d'un service spécial s'est développé avec une grande rapidité.

Mais il est évident que ce qui est nécessaire avant tout, c'est l'organisation des agriculteurs à la base, c'est la création de coopératives bien dirigées, bien disciplinées dans les centres de production.

Soutenue par la puissance de la Fédération Nationale de

la Mutualité et de la Coopération agricole, la Fédération Nationale des Coopératives et Syndicats de fruits, primeurs, fleurs et produits similaires apporte au producteur un moyen de libération. Elle met à sa disposition la possibilité d'une amélioration très sensible de sa situation, en même temps qu'elle permet et facilite l'amélioration de la technique de la production. Elle met en relief les forces morales de l'individu appliquant les principes de la solidarité. Elle indique la voie dans laquelle les populations agricoles doivent s'engager pour retrouver la confiance dont elles ont besoin pour envisager sans crainte les difficultés de l'avenir.

Il existe encore des coopératives pour la transformation et la vente de quelques autres produits agricoles, citons en particulier les huileries, cidreries, les distilleries de plantes à parfum, les distilleries de fruits, les féculeries, les coopératives linières, sericicoles, résinières et les coopératives d'élevage et d'alpage. Il y a aussi des coopératives de culture créées à la fin de la guerre pour la remise en production des terres abandonnées ou pour la reconstruction des régions dévastées. Il y a encore des groupements d'ouvriers jardiniers de la région parisienne organisés en coopératives. Mais on peut considérer toutes ces coopératives davantage comme des coopératives de production proprement dites que comme des coopératives de transformation et de vente.

---

CHAPITRE VI

RÉGIME JURIDIQUE

ET ASSURANCE MUTUELLE AGRICOLES

*RÉGIME JURIDIQUE*

*DE LA COOPERATION AGRICOLE*

Après l'étude que nous venons de faire sur la situation actuelle de la coopération agricole en France au double point de vue économique et social, nous traiterons maintenant de son régime juridique. « Toute histoire de droit coopératif agricole n'est qu'une suite de conflits de frontières entre deux domaines : le juridique et le fiscal », écrit M. André Durand. Certes, le régime juridique se modifiait de temps en temps selon le changement de la condition fiscale, et il est certain qu'il a contribué à l'évolution de la coopérative agricole (64).

En France, les sociétés coopératives ne revêtent pas une forme spéciale. Elles se constituent en application du droit commun en matière de sociétés ou d'associations. Cependant la législation a prévu des dérogations au régime des sociétés pour faciliter la constitution et le fonctionnement des sociétés coopératives et a fixé certaines conditions qu'elles doivent remplir.

Ces dérogations et conditions qui ont parfois été fixées sans tenir toujours suffisamment compte des caractères communs aux diverses formes de la coopération, sont spéciales à chacune de ces formes. Il en est résulté que la France, tout en n'ayant pas de statut juridique de la coopération, possède un recueil abondant et complexe de textes régissant les sociétés coopératives. Mais les milieux coopératifs ont senti peu à peu

---

(64) André Durant : Le Statut Juridique et Fiscal des Coopératives Agricoles, de Production, de Transformation et de Vente. 1936.

les inconvénients de cette situation dont la revision a été mise par suite à l'ordre du jour depuis quelques années.

La loi du 5 août 1920, qui est en même temps une loi sur le crédit agricole mutuel, aurait pu se borner à ne viser les sociétés coopératives qu'au point de vue de leurs rapports avec les institutions de crédit agricole en précisant les conditions auxquelles doivent satisfaire ces sociétés pour avoir le caractère coopératif.

Il existe ainsi à l'heure actuelle un régime juridique des sociétés coopératives agricoles qu'il est nécessaire de codifier et d'améliorer sur divers points en attendant l'adoption d'un statut d'ensemble de la coopération. Les sociétés coopératives agricoles constituées sous la forme civile ont une capacité juridique aussi étendue que celles qui sont créées sous la forme commerciale. Elles offrent plus de liberté dans l'élaboration de leurs statuts, aucune règle n'étant imposée pour la constitution du capital, les apports, l'administration et les assemblées générales, en dehors des dispositions qui caractérisent les coopératives agricoles.

Les caractères particuliers des coopératives agricoles sont de deux ordres :

A) Caractère d'ordre coopératif :

1° Le capital social ne peut être divisé en actions, mais doit être formé de parts souscrites par les sociétaires : parts nominatives, cession avec l'agrément de la société, intérêt limité, taux de remboursement invariable, interdiction de distribuer l'excédent d'actif à la liquidation ;

2° La répartition des excédents doit être faite en proportion des opérations faites avec la société par chacun des associés ;

3° Le nombre de voix de chaque sociétaire à l'assemblée générale est limité ;

4° Les fonctions d'administrateur sont gratuites ;

5° Les sociétaires doivent s'engager à fournir ou à acheter à la société tout ou partie de leurs produits ;

6° Le droit de retraite des sociétaires doit être réglementé.

B) Caractère d'ordre professionnel :

1° Les sociétaires doivent être agriculteurs. A ce caractère dérogent les sociétés d'intérêt collectif agricole, créées par la loi du 5 août 1920. Cette dérogation s'imposait pour permettre la réalisation ou l'exploitation sous la forme coopérative d'ouvrages destinés à satisfaire aux besoins de tous les habitants d'une région. En particulier l'exploitation sous le régime de la concession de distribution d'énergie électrique par une société coopérative agricole était rendue impossible, les cahiers des charges de concessions obligeant les distributeurs à fournir l'énergie électrique à tous les habitants.

Les usagers qui ne sont généralement pas agriculteurs peuvent devenir sociétaires s'ils souscrivent une ou plusieurs parts du capital ou s'ils s'engagent à remplir les obligations prévues par les statuts.

2° Les coopératives agricoles ne peuvent faire d'opérations qu'avec leurs sociétaires.

A ce caractère dérogent aussi les sociétés d'intérêt collectif agricole, puisqu'elles traitent avec des usagers qui ne sont pas des sociétaires au sens de la loi du 5 août 1920. Des lois récentes ont prévu de nouvelles dérogations à ce deuxième caractère d'ordre professionnel. La loi du 16 avril 1935 et la loi du 15 août 1936 ont en effet permis respectivement aux abattoirs coopératifs et aux coopératives de blé de faire des opérations avec des usagers.

Le contrat entre les coopératives de production et les coopératives de consommation est également un des points qui ont été retenus depuis longtemps par les gouvernements et les groupements économiques pour améliorer les marchés agricoles. Ce contrat existe déjà dans quelques pays européens. Sur le plan international, un comité international des relations économiques intercoopératives a été créé le 9 février, entre des délégués de la Commission internationale d'Agriculture et de l'Alliance Coopérative Internationale. En France, une

loi a adopté le régime juridique des unions mixtes de sociétés coopératives par le Sénat le 12 février 1931. Cette proposition, reprise ensuite par la Chambre des Députés, forme l'objet d'une partie de la loi du 26 août 1936. D'après l'article premier de cette loi, les unions de coopératives agricoles peuvent admettre comme membres des sociétés coopératives de consommation ou des unions de sociétés coopératives de consommation. La loi précise, en outre, que la majorité des voix aux assemblées générales et aux conseils d'administration de ces unions doit appartenir aux coopératives agricoles.

### *ASSURANCE MUTUELLE AGRICOLE OU MUTUALITE AGRICOLE*

A côté de la coopérative agricole, il existe l'assurance mutuelle agricole ou mutualité agricole. Cette institution, qui joue dans le cadre de la coopération le même rôle de l'entraide que celui de la coopérative agricole, est en vérité très importante. Elle n'est pas une coopérative de production ni de vente à proprement parler, puisqu'il n'y a pas d'entreprise, ni de capitaux. Mais elle est la société d'aide mutuelle entre les agriculteurs.

Que veut dire « assurance » ? M. Joseph Hémard la définit ainsi en des termes rigoureux, plus strictement juridiques : « L'assurance est une opération par laquelle une partie, l'assuré, se fait promettre, moyennant une rémunération, la prime, pour lui ou pour un tiers, en cas de réalisation d'un risque, une prestation par une autre partie, l'assureur qui, prenant en charge un ensemble de risques, le compense conformément aux lois de la société (65). La mutualité agricole est une institution organisée par les agriculteurs en vue de leur permettre de s'assurer économiquement contre les principaux risques de leur profession, tels que l'incendie, les accidents du travail, la mortalité du bétail, la grêle, et les assurances sociales sont

---

(65) M. J. Hémard : *Théorie et Pratique des Assurances terrestres.*

couvertes par un ensemble de sociétés constituées exclusivement par les agriculteurs et dont ceux-ci assument gratuitement l'administration.

L'application aux assurances agricoles des principes de la Mutualité permet, à l'heure actuelle, à l'agriculture de réaliser de sérieuses économies sur les primes à payer, pour les principales raisons suivantes :

1° La sélection des risques est facilitée, car tous les assurés se connaissent ;

2° Le recrutement des assurés ne sera nulle part plus aisé ;

3° Il n'y a aucun frais de propagande et de publicité ;

4° Les frais de bureau sont réduits au minimum ;

5° Les droits de timbre et d'enregistrement ne sont pas applicables aux Mutuelles ;

6° Les assurés peuvent bénéficier de ristournes qui viennent en déduction des cotisations.

L'idée de Mutualité mise au service du cultivateur doit être orientée vers deux buts :

1° Un objectif immédiat : l'aide matérielle aux sinistrés ;

2° Un objectif supérieur : l'organisation de la profession. par ses membres seuls, dans un cadre et avec des principes propres à améliorer la situation sociale des terriens.

## CARACTERISTIQUES GENERALES DES CAISSES D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES

### *Régime juridique.*

1° Les caisses d'Assurances Mutuelles agricoles qui gèrent les risques, incendie, accidents, grêle et mortalité du bétail, sont régies par la loi du 4 juillet 1900. Celles qui sollicitent des subventions de l'Etat se soumettent au décret du 2 août 1923, modifié par les décrets du 26 janvier 1930 et du 8 septembre 1933 ;

2° Les caisses de Secours Mutuel agricoles, qui gèrent

les risques assurances sociales (maladie, vieillesse, maternité, décès), sont régies par les lois du 1<sup>er</sup> avril 1898 et du 3 avril 1930.

### *Organisation*

Elle est caractérisée par l'existence de trois échelons qui sont les suivants : la caisse locale, la caisse régionale ou départementale et la caisse à cadre national.

1° La caisse locale groupe les agriculteurs ou artisans ruraux le plus souvent d'un même village. La caisse locale est l'élément principal de l'organisation, c'est elle qui assume sans frais le recrutement des adhérents et sélectionne les risques. Les assurés qui sont en même temps assureurs choisissent eux-mêmes les nouveaux adhérents et ont intérêt à écarter les cultivateurs d'une moralité douteuse, aimant les contestations, exerçant une surveillance défectueuse ou n'ayant pas soin de leur exploitation. Tout mutualiste a intérêt à ce que chez lui comme chez les autres membres de la caisse, les risques de sinistres soient réduits au minimum, que par conséquent des imprudences ne mettent pas un bâtiment assuré à la Mutuelle en danger d'incendie, que les maladies ou accidents du bétail soient effectivement écartés en prenant des mesures préventives, que les précautions soient suffisantes pour ne pas exposer les ouvriers à des accidents dus à des travaux dangereux.

Dans une commune complètement organisée, il existe 4 caisses locales d'assurances mutuelles agricoles : incendie, accidents, grêle et mortalité du bétail. De plus, une caisse locale de secours mutuels agricoles (assurances sociales) ;

2° La caisse régionale est constituée par l'union des caisses locales d'un ou plusieurs départements. Elle joue vis-à-vis des caisses locales le rôle que celles-ci jouent vis-à-vis de leurs membres, elle les aide à se constituer, contrôle leurs opérations, vient à leur aide dans les chemins difficiles de l'Assurance. De par sa situation au centre de la région, elle peut s'entourer de compétences techniques que ne sauraient avoir les caisses locales. Gardant pour elle-même une grosse part des risques qu'elle

réassurance, elle reçoit en cotisations des caisses locales, la part qui correspond aux risques que ces dernières lui cèdent, et elle contribue au paiement des indemnités de sinistres à leurs charges dans la même proportion. La caisse régionale a pour but :

a) de donner aux caisses locales affiliées tous les renseignements utiles à leur fonctionnement, notamment au point de vue législation et jurisprudence ;

b) de leur servir de premier échelon de réassurance. Son assemblée générale se compose des délégués des caisses locales qui choisissent parmi eux les membres du Conseil d'administration ;

3° La Caisse nationale : organisme de première compensation, la Caisse régionale de réassurance ne peut rester isolée, elle doit s'unir à ses semblables pour former une Caisse centrale ou nationale, seule capable de répartir les risques sur tout le territoire national. De même qu'il existe dans chaque circonscription régionale quatre caisses d'assurances mutuelles et une caisse de secours mutuels, il existe quatre caisses centrales d'assurances mutuelles et une caisse centrale de secours mutuels.

### *Subventions de l'Etat.*

Les Caisses locales d'assurances mutuelles agricoles qui se conforment aux dispositions du décret du 2 août 1923 peuvent bénéficier de deux sortes de subventions :

a) des subventions de « premier établissement » accordées aux caisses locales dans les deux années de leur constitution ;

b) des subventions de « pertes » accordées aux caisses qui ont subi des pertes anormales.

Les caisses régionales peuvent bénéficier de subventions de premier établissement et également de subventions de « plein fonctionnement ». En fait, la plupart des caisses locales et régionales d'assurances mutuelles nouvellement fondées reçoivent des subventions de « premier établissement », mais, en général, seules les caisses grêle et bétail demandent des sub-

ventions de « pertes » ou de plein fonctionnement. La grêle et le bétail sont en effet les deux branches d'assurances pour lesquelles le risque est le plus onéreux, c'est d'ailleurs dans ces deux branches que la Mutualité s'est moins développée.

Les caisses d'assurances mutuelles de risque « Accidents » reçoivent, conformément à l'article 11 de la loi du 15 décembre 1922 sur les accidents du travail agricole des subventions, destinées aux petits exploitants travaillant d'ordinaire seuls ou avec les membres de leur famille. Ces subventions viennent en déduction des cotisations.

Il en est de même pour les Caisses d'assurances mutuelles agricoles, risque « grêle », qui se conforment au décret du 10 mai 1933.

Les différentes catégories d'assurances mutuelles sont les Mutuelles Incendies, les Mutuelles Accidents, les Mutuelles Grêle, les Mutuelles Bétail et les Caisses de Secours Mutuels agricoles (66).

Un des principes élémentaires de la Mutualité exige que chaque branche d'Assurances conserve une autonomie complète de gestion, de façon à ce que la compensation d'un risque par un autre risque demeure rigoureusement impossible.

Nous allons étudier maintenant la situation actuelle des cinq différentes catégories de l'assurance mutuelle agricole :

1° Caisse Centrale d'Assurance Mutuelle agricole contre le risque « Incendie » :

Au 31 décembre 1935, la statistique générale des Caisses affiliées s'établissaient ainsi qu'il suit :

Nombre de Caisses régionales : 32.

Nombre de Caisses locales : 14.713.

Nombre de contrats : 432.717.

Montant des valeurs assurées : 33.783.751.666 francs.

Montant des cotisations encaissées : 33.109.021 francs.

Montant des sinistres payés : 12.369.790 francs.

---

(66) Pour connaître les organisations de chaque caisse d'Assurance en détail, on peut voir « Assurance Mutuelle et Allocation Familiale », chap. 1 à 5 par Union Cent. Enseig. Agricole.

Les cotisations encaissées en 1935, par la Caisse Centrale, s'élèvent à : 9.612.609.154 francs.

La part de la Caisse Centrale dans les sinistres s'élève à : 3.514.955 fr. 89.

L'Assemblée générale de la Caisse Centrale d'Assurances Mutuelles Agricoles contre le risque incendie du 17 juin 1936 a approuvé à l'unanimité la répartition du solde créditeur qui lui était proposé par le Conseil d'administration. De ce fait, une somme de 1.922.521 fr. 90 a été attribuée aux Caisses régionales à titre de super-ristournes. Compte tenu des ristournes contractuelles, les ristournes totales distribuées par la Caisse Centrale pour l'exercice 1935 ont ainsi atteint 4.325.690 francs 45, soit 45 % des cotisations cédées par les Caisses régionales. Par ailleurs, la réserve disponible a été portée à 3.200.000 francs, la réserve pour fluctuation des valeurs mobilières à 500.000 francs et la réserve pour fluctuation des valeurs immobilières a été fixée à 50.000 francs.

2° Caisse Centrale d'Assurances Mutuelles Agricoles contre le risque « Accident » :

Au 31 décembre 1935, la statistique générale des Caisses affiliées s'établissait ainsi qu'il suit :

Nombre de Caisses régionales : 28.

Nombre de Caisses locales : 12.491.

Nombre de police : loi, 324.078 ; droit commun, 292.768.

Montant des salaires assurés : 1.707.530.395 francs.

Montant des cotisations « loi » : 33.347.307 francs.

Montant des cotisations « droit commun » : 24 millions 647.939 francs.

Ces données font apparaître un nouvel accroissement de la production des Caisses régionales affiliées en 1935 à la Caisse Centrale.

Durant l'année 1935, les cotisations encaissées par la Caisse centrale se sont élevées à 8.249.404 fr. 95.

L'Assemblée générale de la Caisse Centrale d'assurances mutuelles agricoles contre le risque accident du 18 juin 1936

a approuvé à l'unanimité la répartition du solde créditeur du compte de pertes et profits des risques « loi » et « droit commun » qui lui était proposée par le Conseil d'administration. De ce fait, la réserve pour cautionnement des accidents du travail a été portée à 1.635.000 francs et la réserve pour fluctuation des valeurs mobilières et immobilières affectées aux réserves mathématiques à 41.854 fr. 64.

3° Caisse Centrale d'Assurances Mutuelles Agricoles contre le risque « Grêle » :

Au 31 décembre 1935, la statistique générale des Caisses affiliées s'établissait ainsi qu'il suit :

Nombre de Caisses régionales : 22.

Nombre de contrats : 5.712.

Montant des valeurs assurées : 65.576.211 francs.

Montant des cotisations : 865.541 francs.

Nombre de sinistres : 721.

Montant des sinistres (y compris les frais d'expertise) : 1.074.331 francs.

Les cotisations encaissées par la Caisse Centrale s'élevaient à : 55.507 fr. 08.

Le montant des sinistres remboursés par la Caisse Centrale s'élevait à : 706.648 fr. 82.

L'Assemblée générale a approuvé à l'unanimité la répartition du solde créditeur qui lui était proposée par le Conseil d'administration. De ce fait, la réserve disponible a été portée à 250.000 francs et la provision pour éventualités diverses : 150.000 francs.

4° Caisse Centrale d'Assurance Mutuelle Agricole contre le risque « Mortalité bétail » :

Le rapport du Conseil d'administration fait ressortir que le nombre des animaux assurés s'est élevé, pour la section des bovidés, à 12.096 et pour la section des équidés à 5.454.

La baisse de prix du bétail a encore accentuée en 1935 la diminution des capitaux assurés et par suite des encaissements. Les cotisations encaissées par les Caisses régionales, déduction faite des parts conservées par les Caisses locales,

s'élèvent en 1935, pour la section des bovidés, à 189.085 francs 75 et pour la section des équidés à 348.242 fr. 80.

Les résultats de l'exercice 1935 se traduisent par un solde créditeurs de 44.744 fr. 78 dont l'assemblée générale a approuvé à l'unanimité la répartition qui lui était proposée par le Conseil d'administration. De ce fait, la somme de 5.000 fr. a été portée comme une nouvelle réserve pour la dépréciation des valeurs mobilières.

5° Caisse Centrale de Secours mutuels agricoles :

Au 31 mars 1936, la statistique générale des Caisses affiliées s'établissait ainsi qu'il suit pour les risques de maladie, de maternité et de décès :

Nombre de Caisses régionales : 38.

Nombre d'adhérents : assurés obligatoires, 425.424 ; assurés facultatifs : 23.993.

Montant des cotisations et majoration : assurés obligatoires, 45.306.099 fr. 68 ; assurés facultatifs, 4.257.989 fr. 73.

Montant des prestations : assurés obligatoires, 40.261.859 francs 91 ; assurés facultatifs, 5.005.492 fr. 06.

Voici les résultats de la Caisse Centrale :

1° Assemblée obligatoire :

Les cotisations rétrocédées à la Caisse centrale s'élèvent à : 9.629.698 fr. 33.

Les prestations à la charge de la Caisse Centrale se sont élevées à : 8.923.597 fr. 95.

2° Assurance facultative :

Les cotisations rétrocédées à la Caisse Centrale s'élèvent à : 713.304 fr. 34.

Les prestations à la charge de la Caisse Centrale se sont élevées à : 982.372 fr. 54.

L'assemblée générale de la Caisse Centrale des Secours, le 31 mars 1936, a décidé d'utiliser de la façon suivante le solde créditeur du compte de pertes et profits de l'Assurance obligatoire, soit la somme de 330.194 fr. 35 :

1° Affectation de 35 % de cette somme, soit 325.568 francs, à la réserve afférente à l'Assurance obligatoire ;

2° Distribution entre les Caisses régionales et d'après leurs rétrocessions de l'exercice 1935 à 1936, d'une somme de 481.484 fr. 90.

3° Avance au compte de pertes et profits de la branche de l'Assurance facultative d'une somme de 50.294 fr. 11 pour la couverture de l'insuffisance de l'exercice 1935 à 1936.

4° Affectation complémentaire à la réserve afférente à l'Assurance et décide, en outre, de virer à cette réserve le solde du compte de pertes et profits de l'Assurance obligatoire de l'exercice 1934, soit 573 fr. 67.

L'Assemblée générale a décidé que la représentation des Caisses régionales aux assemblées générales qui se réuniront au cours de l'exercice 1937 s'effectuera à raison d'un délégué par 200.000 francs ou fraction de 200.000 francs de cotisations cédées par elle à la Caisse Centrale (67).

## CONCLUSION

Par ses formes variées, par son développement rapide et enfin par ses larges possibilités d'avenir, la coopérative agricole en France constitue aujourd'hui un facteur important dans son économie nationale. Il faudra faciliter le développement de la coopérative par des mesures législatives, soit en comblant certaines lacunes à la lumière de l'expérience du passé, soit en améliorant certaines conditions financières. A ce sujet, nous ne pouvons qu'approuver les mesures diverses préconisées par l'assemblée générale du Conseil national économique dans sa session du 15 mars 1937 :

1° Accroissement des facilités de création données aux coopératives agricoles : la coopérative doit réunir les ressources pour faire face aux dépenses d'acquisition du terrain, de construction de bâtiments et d'installation de matériel. Elle a par suite intérêt à constituer dès le début un capital social dont le montant doit être fixé en considération des besoins. Mais le

---

(67) Les chiffres des Caisses d'Assurance Mutuelle Agricole venant de « Revue des Agriculteurs de France », octobre 1936.

plus souvent les coopératives ne peuvent réunir un capital assez élevé pour faire face à l'ensemble des dépenses de premier établissement. L'intervention de l'Etat peut en ce cas s'exercer de deux manières :

a) Subvention de l'Etat : les subventions sont attribuées aux coopératives agricoles pour l'exécution des travaux dont les projets ont, avant tout commencement d'exécution, été établis par le service du génie rural ou dressées sous son contrôle ;

b) Avances de la Caisse Nationale de Crédit Agricole : lorsque les coopératives ne trouvent pas dans leur capital social et dans les diverses subventions qu'elles peuvent obtenir toutes les ressources qui leur sont nécessaires, elles peuvent s'adresser aux institutions de crédit agricole pour se procurer du complément sous forme d'avances remboursables.

2° Création des coopératives-témoins : plusieurs membres du Conseil national économique ont souligné l'utilité de la création de coopératives-témoins dans les régions où la coopération ne s'est pas encore développée et où l'exemple pratique serait sans doute capable de convaincre les agriculteurs des services qu'ils peuvent attendre de l'existence des coopératives.

3° Action des fédérations et des unions de coopératives : les fédérations et unions de coopératives peuvent jouer très utilement un rôle de guide et de conseiller vis-à-vis des sociétés qui leur sont affiliées. Elles peuvent leur donner des conseils techniques, comptables et financiers.

4° Développement des rapports entre les coopératives agricoles et coopératives de consommation : les rapports entre les coopératives agricoles de production et les coopératives agricoles de consommation pourraient être très utilement développés. Les moyens prévus par la loi du 26 août 1936 pour faciliter la création d'unions mixtes pourraient être accrus, le chiffre maximum des avances à long terme que la Caisse Nationale de Crédit Agricole peut leur accorder, fixé actuellement à 4 millions de francs, paraît insuffisant.

5° Comités départementaux de la coopération agricole : le mouvement coopératif en agriculture pourrait être orienté

et coordonné par la création de Comités départementaux ou interdépartementaux de la coopération agricole. Ces Comités consultatifs seraient appelés à donner des avis sur l'opportunité de créer de nouvelles coopératives dans une région déterminée, sur le choix de leur emplacement, la délimitation de leur circonscription, l'économie des projets à réaliser et la répartition des subventions suivant un plan méthodique.

6° Education coopérative : il paraît enfin souhaitable de faciliter la formation des cadres coopératifs et d'encourager l'éducation coopérative tant en donnant une place à l'enseignement de la coopération dans les programmes scolaires qu'en le développant dans les diverses écoles d'agriculture en donnant en outre de l'extension aux cours de mutualité et de coopération agricole fonctionnant près de l'institut national agronomique.

La coopération en agriculture a fait des progrès considérables dans ces dernières années, mais elle est encore susceptible de développement. Ce n'est qu'en se tournant vers d'autres pays que l'on peut se rendre complètement compte du rôle que peuvent jouer les coopératives comme régulateur des marchés lorsqu'elles ont atteint un stade suffisant de développement. Les exemples du Danemark, de la Hollande, de la Tchécoslovaquie sont à cet égard très impressionnants.

En France, le régime de la propriété et de l'exploitation agricole appellent naturellement l'idée de coopération. Il convient donc que les pouvoirs publics prennent en ce qui les concerne toutes dispositions nécessaires pour favoriser l'essor de la coopération agricole.

Où va-t-elle, la Coopérative agricole ? Quelle est son orientation sociale ? Quelle relation existe entre la coopération agricole et la doctrine socialiste ? Ce sont là des questions considérables et intéressantes que nous allons examiner en conclusion de notre étude.

Lorsque l'agriculteur aura compris la nécessité du groupement pour la défense de ses intérêts matériels, lorsqu'il aura constaté le bénéfice certain qu'il retire de l'association, un sentiment d'entraide, de solidarité se greffera assez facilement

sur le souci d'abord exclusif de son plus grand intérêt personnel.

Ce sentiment de solidarité dépassera peu à peu le cercle restreint de la coopération locale pour s'orienter vers une solidarité paysanne. Le coopérateur aura l'impression de travailler non seulement pour lui et pour ses associés, mais aussi au bénéfice de la classe paysanne tout entière, la coopération généralisée lui apparaît comme l'instrument par excellence d'un effort commun pour assurer plus de bien-être et d'indépendance aux producteurs agricoles dont la situation matérielle et morale lui semble injustement infériorisée. La psychologie paysanne peut alors s'ouvrir à une véritable doctrine coopérative. Certes, la défense d'intérêt matériel de classe reste au premier rang des préoccupations et par là même un certain idéalisme, assez proche de celui des associations ouvrières de production, s'y mêle : on aspire à une transformation de la situation morale des travailleurs de la terre, par leur libération vis-à-vis du commerce capitaliste.

Cette doctrine coopérative a un fondement économique solide. Elle se présente, en effet, comme en liaison avec toute l'évolution économique récente de l'agriculture : production pour le marché, spécialisation, techniques nouvelles, élargissement du marché. Elle traduit l'effort du paysan pour échapper à une dépendance étroite à l'égard du commerce, en réalisant pour son compte une intégration qui apparaît bien une nécessité économique.

La coopération agricole représente l'effort du paysan pour conserver son indépendance dans les conditions nouvelles de la production agricole. La doctrine de Gide, de la coopérative de consommation, tend à la suppression de tout profit capitaliste au bénéfice de l'ensemble des consommateurs. La doctrine des associations ouvrières de production tend à la suppression du profit capitaliste au bénéfice de l'ensemble des travailleurs. La doctrine des coopératives agricoles tend à la suppression du profit capitaliste d'intermédiaire commerçant ou industriel au bénéfice de l'ensemble des producteurs agricoles.

Pour les socialistes, la coopération agricole est une transition nécessaire vers un régime collectiviste. Beaucoup d'auteurs (68) et des militants socialistes préconisent et encouragent le développement des coopératives agricoles, non seulement en raison des avantages immédiats qu'elles assurent aux agriculteurs, mais en les considérant comme une préface à une socialisation agraire, un acheminement vers une des formes collectives de production agricole.

La véritable coopération agricole se trouvera réalisée seulement lorsque l'exploitation agricole elle-même sera intégrée dans la coopération. La coopérative de culture, forme achevée de la coopération agricole, correspondrait le mieux aux besoins présents et constituerait une entreprise agricole nouvelle d'un type supérieur à l'entreprise paysanne individuelle. Uni à ses associés dans la coopérative, le paysan pourra acheter des tracteurs ou exécuter de grands travaux d'aménagement en faisant appel à l'aide pécuniaire de l'Etat ; grâce à la coopérative il pratiquera sur sa terre les façons culturales les plus perfectionnées, organisera rationnellement l'exploitation du sol ou l'élevage du bétail, et il assurera au mieux l'utilisation en commun du travail, des machines et des animaux de trait. L'exploitation coopérative répond ainsi à la transformation technique et économique que traverse l'agriculture et rejoint l'évolution générale vers une socialisation de la production.

Rappelons que Lénine a systématisé ce rôle de la coopération au service d'un programme de socialisation : « Avec la coopération, avec la seule coopération agricole... édifier la société socialiste intégrale ».

Certes, pour vaincre l'individualisme paysan, sa méfiance, sa routine, l'intervention de l'Etat est indispensable. La coopération ne peut se développer rapidement et totalement que si la loi facilite et suscite l'organisation coopérative et, au besoin, rend cette organisation obligatoire.

Les socialistes conçoivent ainsi la coopération dans ce

---

(68) Gatti Jaurès, G. Sorel, Compère-Morel, etc...

même esprit, mais ils ne font qu'utiliser son dynamisme. C'était déjà la thèse soutenue par Jaurès ou Georges Sorel : la coopération agit dans le sens du socialisme. Cette prétention nous paraît en contradiction avec le véritable esprit de la coopération agricole !

Les coopératives agricoles sont les associations de cultivateurs indépendants, qui limitent l'action collective à la préparation industrielle de denrées agricoles, ou à des coopérations d'achat, de vente, de crédit, d'assurance. De là à une suppression des exploitations individuelles il y a une distance considérable.

La coopération ne fait que fortifier, consolider l'exploitation individuelle, elle protège les petites entreprises et les défend contre l'emprise du capitalisme. La coopération agricole, comme les autres formes coopératives, est une synthèse d'individualisme et de communauté. La psychologie coopérative traduit cette synthèse, et l'institution coopérative concilie les nécessités nouvelles de concentration commerciale et financière, avec la sauvegarde de l'autonomie des producteurs.

---

## Bibliographie

### I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- André et Goujard.** — Etude sur le Crédit Agricole en France.  
**Association Générale des Productions du Blé.** — L'organisation du stockage de la récolte de blé (1932).  
**Auge-Labrie (Michel).** — Syndicats et Coopératives Agricoles (1926).  
**Auvray (Jean).** — Le Crédit Agricole (1924).  
**Auvray (Jean).** — La loi du 5 août 1920 sur le Crédit Agricole (1927).  
**Bastien (P.).** — Les Organismes coopératifs agricoles.  
**Berget (Adrien).** — La Coopération dans la viticulture européenne (1902).  
**Blanc (R.).** — Les Sociétés coopératives agricoles en France (1912).  
**Blanchon (Albert).** — Assurance mutuelle agricole.  
**Bonnefoy (Georges).** — Le Régime fiscal des Sociétés Coopératives en France.  
**Boudehan (Lucien).** — Etude et Commentaires de la Loi sur l'Office du Blé.  
**Bouglé (C.).** — De la Sociologie à l'Action Sociale.  
**Bureau International du Travail.** — Rôle des organisations coopératives dans le commerce international du blé, des produits laitiers et de quelques autres produits agricoles.  
**Caisse Nationale de Crédit Agricole.** — Statuts type des Coopératives agricoles.  
**Clique (Hubert).** — Les Caves coopératives de vinification en Bourgogne ainsi que dans les autres régions de la France.  
**Commission Internationale d'Agriculture.** — L'état actuel de la Coopération agricole dans les différents pays.  
**Conseil National Economique.** — La Politique agricole de la France (1935).  
**Crazannes.** — La situation actuelle des coopératives (1933).  
**Coutin.** — Les Congrès Nationaux des Syndicats agricoles, leurs idées directrices (1920).  
**Confédération Nationale Association Agricole.** — Le lait.  
**Dufourmantelle.** — Le Crédit Agricole.  
**Durkheim.** — La Division du Travail.  
**Escluse (Collé).** — Coopératives agricoles (1912).  
**Félice (Pierre).** — Cultivateurs, Coopératives, Commerçants et Office du Blé (1936).  
**Gaumont (Jean).** — Histoire abrégée de la Coopérative en France et à l'étranger.  
**Gaumont (Jean).** — Histoire Générale de la Coopérative en France. — Les idées et les faits.  
**Gide (Charles).** — Les Associations Coopératives (1925).

**Gide (Charles).** — Histoire des Doctrines économiques (1926) avec M. Rist.

**Gide (Charles).** — La Solidarité.

**Crécy (Maurice).** — Le Crédit agricole en France.

**Halbwachs (Maurice).** — Les Classes sociales (1936).

**Hémard (J.)** — Théorie et Pratique des Assurances Terrestres.

**Houillier (F.)** — L'Organisation internationale de l'Agriculture.

**Jeulesco (G.)** — Coopératives et Ententes agricoles pour la vente du blé.

**Ladure (Le Roy).** — Vers une politique épaysanne (1927).

**Laforgue (G.)** — Les Distilleries coopératives méridionales et le Problème de l'alcool (1935).

**Las-Cases (Philippe).** — Sur la loi des Assurances Sociales (1931).

**Laverghne (Bernard).** — Le Crédit agricole et les Syndicats.

**Laverghne (Bernard).** — Les Coopératives de consommation en France (1923).

**Lasserre (Georges).** — Des obstacles au développement au mouvement coopératif (1927).

**Librairie Dalloz.** — Manuel des Syndicats et des Coopératives agricoles (1925).

**Maspétiol (Roland) et Damougeot (Perron).** — La crise du blé en France et dans le monde (1935).

**Méline (Jules).** — Le Salut par la terre.

**Nast (Alfred).** — Code de la Coopération (1928).

**Nast (Alfred).** — Les Coopératives agricoles devant l'impôt (1931).

**Office National de la Propagande du Lait.** — La France Laitière.

**Poisson (Ernest).** — La Politique du Mouvement coopératif français.

**Poisson (Ernest).** — Un plan de développement pour le mouvement coopératif (1931).

**POISSON (Ernest).** — La République Coopérative.

**Poisson (Ernest).** — Socialisme et Coopération (1922).

**Radher.** — Pour bien vendre fleurs, fruits et primeurs.

**Ramadier (Paul).** — Le Droit des Coopératives en France (1932).

**Salleron (L.)** — Codification des Textes législatifs relatifs au Crédit et à la Coopération agricoles (1932).

**Simiand (François).** — Cours d'économie politique (1930). 3 vol. Paris.

**Simonot (J.Y.)** — La Mutualité agricole (1921).

**Tady (Louis).** — Les Coopération dans l'Agriculture française (1909).

**TADY (Louis).** — L'Organisation actuelle des Établissements de Crédit agricole en France et à l'Étranger.

**TADY (Louis).** — Les Coopération vinicoles en France (1932).

**Union des Centres d'Enseignement Agricole par Correspondance.** — Assurances Mutuelles et Allocations Familiales.

**Union Nationale des Coopération Agricoles de Vente et de Transformation du Blé.** — Pour la Défense de la Coopération (1937).

**VELNA (Jean).** — Politique ouvrière du mouvement coopératif (1910).

**Veux.** — Le Crédit Agricole et le Crédit Populaire (1928).

**Yole (J.)** — Le Malaise paysan.

## II. — RAPPORTS ET REVUES

---

**Agriculture Nouvelle (L').** (Hebdomadaire). — Annexe du « Petit Parisien ».

**Académie d'Agriculture de France (L').** — Compte rendu hebdomadaire.

**Almanach des Syndicats Agricoles de France.** — Par Syndicat national agricole en France.

**Annuaire International des Organisations Coopératives.** — Du Bureau International du Travail sur mouvement coopératif.

**Année de la Mutualité et de la Coopération Agricole.** — De la Fédération Nationale des Coopératives agricoles.

**Almanach Agricole, Viticole et Météorologique.** — 9, rue Cernuschi, Paris.

**Annuaire de l'Agriculture et des Associations Agricoles.** — 7, place Bellecour, Lyon (Rhône).

**Annales de la Mutualité et de la Coopération Agricole.** — 129, boulevard Saint-Germain, Paris.

**Bulletin de l'Union Centrale du Syndicat de l'Agriculture en France.**

**Bulletin Quotidien.**

**Bulletin de Statistiques et de Législations Comparées.** — Ministère des Finances.

**Bulletin de la Société des Agriculteurs de France** (bi-mensuel).

**Bulletin Agricole.** — 129, boulevard Saint-Germain.

**Congrès Nationaux de la Mutualité et de la Coopération Agricole.**  
Par Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération agricole.

**Rapport et Compte rendu des Travaux.** — (1912-1936).

**Congrès de l'Agriculture Française.** — (1930-1936).

**Congrès du Crédit Populaire.** — (1889-1932).

**Congrès Nationaux de Crédit Agricole.** — (1907-1931).

**Congrès Nationaux des Syndicats Agricoles.** — (1894-1936).

**La Coopération Agricole.** (Mensuel). — 123, rue de Lille, Paris.

**Le Coopérateur en France.** — (Hebdomadaire).

**L'Economiste Français.** — 9, rue Bleue, Paris (9<sup>e</sup>).

**Les Dossiers du Mutualiste Agricole.** — Mai 1936, n° spécial, 46, rue de Douai, Paris.

**La Documentation Coopérative** (Mensuel). — 21, rue d'Ulm, Paris.

**Le Génie Rural** — (Pevue Mensuelle, organe officiel de la Chambre Syndicale de Motoculture).

**Journal Officiel et ses Annexes.**

**Journal d'Agriculture Pratique.** (Mensuel). — Rue Jacob, Paris.

**Le Musée Social.** — Mensuel, 5, rue Las-Cases, Paris.

**Revue des Agriculteurs de France.** — Revue mensuelle de la Société des Agriculteurs de France.

**Revue des Etudes Coopératives.** — Trimestrielle, Les Presses Universitaires de France.

**Revue Internationale du Travail.** — Mensuelle, Bureau International du Travail.

**Revue Economique Internationale.** — 108, boulevard Saint-Germain, Paris.

**Revue Politique et Parlementaire.**

**Revue Viticulture.** — Hebdomadaire.

**Revue de la Coopération Internationale.**

**Revue Universelle d'Agriculture.** — Mensuelle.

**Statistique Générale de la France.** — Annuaire, 31, Quai Voltaire, Paris.

**L'Union Laitière.** — Manuel. Organe Officiel de la Confédération Générale des Producteurs de Lait.

**La Vie Agricole et Rurale.** — Mensuelle, 19, rue Hautefeuille, Paris.

**Vu le 27 Novembre 1937.**

**Pour le Doyen de la Faculté des Lettres,**

**L'Assesseur,**

**Signé : J. VENDREYS.**

**Vu et permis d'imprimer.**

**Le Recteur de l'Académie de Paris,**

**Signé : ROUSSY.**



# Table des Matières

---

## CHAPITRE I

|                                            |        |
|--------------------------------------------|--------|
| Introduction et Histoire Générale. . . . . | 1 à 18 |
|--------------------------------------------|--------|

## CHAPITRE II

|                                              |         |
|----------------------------------------------|---------|
| Le développement de la Coopérative en France | 19 à 35 |
|----------------------------------------------|---------|

1. Considérations générales.
2. Développement des Sociétés de production et de vente.
3. Développement des Sociétés d'achat et de consommation.
4. Chiffres actuels des organisations agricoles en France.

## CHAPITRE III

|                                              |         |
|----------------------------------------------|---------|
| Les Associations du Crédit Agricole. . . . . | 36 à 66 |
|----------------------------------------------|---------|

1. Histoire du Crédit Agricole.
2. La situation actuelle du Crédit Agricole.
3. Caisse régionale du Crédit Agricole.
4. Les ressources du Crédit Agricole.
5. Les Unions des Coopératives agricoles et le Crédit agricole.

## CHAPITRE IV

|                                                |         |
|------------------------------------------------|---------|
| Coopérative Agricole de Production et de Vente | 67 à 91 |
|------------------------------------------------|---------|

1. Considérations générales.
2. Coopératives laitières.
3. Coopératives viticoles.

## CHAPITRE V

|                                                                        |          |
|------------------------------------------------------------------------|----------|
| Coopérative Agricole de Production et de Vente<br>(Partie II). . . . . | 92 à 128 |
|------------------------------------------------------------------------|----------|

1. Le stockage du blé.
2. Office du Blé et Coopérative.
3. Moulins coopératifs, Boulangeries coopératives.
4. La Coopérative des fruits et maraîchère.

## CHAPITRE VI

|                                                       |           |
|-------------------------------------------------------|-----------|
| Régime juridique et Assurance mutuelle agricole       | 129 à 140 |
| 1. Régime juridique de la Coopération agricole.       |           |
| 2. Assurance mutuelle agricole ou Mutualité agricole. |           |
| CONCLUSION. . . . .                                   | 140 à 145 |
| Bibliographie. . . . .                                | 146 à 148 |

---



